BIBL. NAZ.
VITT. EMANUELE III
148
B
5 1
NAPOLI

GALERIE

DE

CARACTÈRES PRUSSIENS.

On trouve chez les mêmes Libraires les *Matériaux pour servir à l'Histoire des années 1805, 1806 et 1807; dédiés aux Prussiens, par un ancien compatriote.*

GALERIE

DE

CARACTÈRES PRUSSIENS.

Inclusos utero Danaos et pinea furtim
Laxat claustra Sinon : illos patefactus ad auras
Reddit equus, lætique cavo se robore promunt
Thessandrus Sthenelusque duces, et dirus Ulysses,
Demissum lapsi per funem, Acamasque, Thoasque
Pelidesque Neoptolemus, primusque Machaon.

VIRGIL. *Æneid. lib. II.*

(par M. Buchholz)

SECONDE ÉDITION.

BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III NAPOLI

A PARIS,

CHEZ COLNET, libraire, en face du pont des Tuileries;
FAIN, Imprimeur, rue Saint-Hyacinthe, n.° 25;
DEBRAY, Libraire, rue Saint-Honoré, n.° 168;
MONGIE, cour des Fontaines, n.° 1;
DELAUNAY, palais du Tribunat, galerie de Bois;
ARTHUS BERTRAND, rue Haute-Feuille;
GIGUET ET MICHAUD, rue des Bons-Enfans.

1808.

FRAGMENT D'UNE LETTRE,

PAR LAQUELLE LE MANUSCRIT A ÉTÉ ENVOYÉ AU LIBRAIRE.

Je tiens ce manuscrit de la troisième ou de la quatrième main; chargé de le faire imprimer, on ne me donna que très-peu de temps pour me décider. Ne trouvant rien dans l'ouvrage de contraire à l'état, à la religion ou aux bonnes mœurs, je consentis à ce qu'on me demandoit; et je le fis d'autant plus volontiers, qu'on me permit, sur mes représentations par écrit, de supprimer quelques articles, et de retrancher quelques passages dans d'autres.

L'auteur de ces Caractères, qui ne peut être qu'un homme d'un esprit transcendant, indique dans le prologue, qui est de sa main, le point de vue sous lequel cet ouvrage doit être considéré. Si chaque artiste, chaque auteur est exposé à des critiques publiques, souvent très-injustes, pourquoi des généraux et des hommes d'état ne le seroient-ils point, surtout lorsque les effets de leur conduite se manifestent avec autant d'évidence que dans la catastrophe de la monarchie prussienne? Cet état, dont la na-

ture paroissoit avoir voulu faire un boulevard contre la frivolité de l'Ouest, contre le fanatisme du Midi, et contre la barbarie du Nord, ne devoit peut-être tomber en ruines que pour se relever avec plus de gloire, et pour devenir ce qu'il n'a jamais été.

*De tous ceux dont les caractères figurent dans cette Galerie, je ne connois que M. Jean de Muller, et très-assurément l'auteur ne lui a pas rendu justice. La postérité décidera si le jugement qu'il porte de ce savant célèbre est mieux fondé que celui qu'en portent tant d'autres gens d'esprit; car on ne peut douter, quoiqu'en dise l'auteur, qu'elle ne s'occupe de l'*Histoire des Confédérations Helvétiques, *ainsi que de maint autre ouvrage de M. Jean de Muller. S'il eût été en mon pouvoir, j'aurois volontiers supprimé tout l'article qui le regarde; car j'ai appris à Mayence à l'aimer et à l'estimer, non-seulement comme auteur, mais encore pour le caractère bon, sensible et généreux dont il est doué.*

PROLOGUE.

Lucien venoit à peine de publier ses Dialogues des Dieux, qu'une foule innombrable de Dieux et de Déesses, de ceux qu'on appelle des petites familles, parut devant le trône de Jupiter pour demander vengeance des outrages qu'ils avoient reçus.

Et quel mal vous a fait Lucien? demanda le fils de Saturne avec la gravité d'un juge.

— Il nous a nommés.

— Comment? vous êtes des Dieux, et vous ne voudriez pas qu'on vous nommât?

— Il a dévoilé nos actions aux yeux des hommes.

— C'est beaucoup d'honneur qu'il vous a fait: et c'est pour cela que vous l'accusez?

— Il a fait notre portrait.

— Sans doute d'après vos actions, car je ne sache pas qu'il vous connût autrement.

— Il a loué les uns et blâmé les autres.

— Plaisans personnages que vous êtes ! Pouvoit-il faire autrement? Point de blâme sans louange, point de louange sans blâme ! Et puis, est-ce sa faute, si vous êtes jaloux les uns des autres, comme des enfans? Allez! la chose est neuve pour vous, voilà pourquoi elle vous paroît si étrange. Mais avec le temps, j'espère, vous vous y accoutumerez, et alors vous vous tiendrez fort honorés de ce qu'on parle de vous.

Après avoir reçu cette leçon, les petits Dieux et les petites Déesses se retirèrent tout honteux. De tous les habitans de l'Olympe, Momus fut celui que cette scène amusa le plus. D'un ton moitié comique, moitié larmoyant, il s'écria : Quels Dieux qui préfèrent les ténèbres à la lumière !

TABLE DES CARACTÈRES

CONTENUS DANS CET OUVRAGE.

PREMIÈRE PARTIE.

MILITAIRES.

I. *Le général* de Kœkeritz. . . . . page 1

II. Charles Guillaume Ferdinand, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, *grand-maréchal au service du roi de Prusse.* 8

III. Frédéric Louis, prince de Hohenlohe-Ingelfingen, *lieutenant général d'infanterie.* 28

IV. Frédéric Chrétien Louis, prince de Prusse, *connu sous le nom de* Louis Ferdinand. 39

V. Levin de Geusau, *lieutenant général et chef de l'état-major.* 69

VI. *L'adjudant général* de Kleist. 77

VII. Joachim Wichart de Mœllendorf, *grand-maréchal, gouverneur de Berlin, etc.* 80

VIII. *Le lieutenant général* Ernest Frédéric Guillaume Philippe de Ruchel. 89

IX. *Le lieutenant général* de Blucher. 114

X. Le comte de Kalkreuth, *général de la cavalerie.* 126

XI. *Le général* de Phoull. . . . . page 133

XII. Auguste Louis de Massenbach, *colonel et lieutenant général de l'état-major.* 141

SECONDE PARTIE.

CONSEILLERS DU CABINET, MINISTRES D'ÉTAT, ET SAVANS.

I. *Le conseiller du cabinet* Beyme. 175

II. *Le conseiller du cabinet* Lombard. 186

III. Frédéric Guillaume, comte de Schoulenbourg-Kehnert. 192

IV. Chrétien Henri Charles, comte de Haugwitz, *seigneur de Krappitz, ministre du cabinet.* 216

V. Quelques autres ministres. 238

Charles Auguste, baron de Hardenberg, *ministre du cabinet.* 241

Charles Jules, comte de Hoym. 249

M. de Stein, *seigneur de Stein.* 251

VI. Henri de Bulow. 259

VII. Jean de Muller. 284

VIII. *Le professeur* Kiesewetter. 306

IX. *Le conseiller aulique* Hirt. 315

X. Frédéric Bouchholz. 321

GALERIE
DE
CARACTÈRES PRUSSIENS.

PREMIÈRE PARTIE.

MILITAIRES.

I.

Le général de Kœkeritz.

LA confiance et l'amitié dont Frédéric Guillaume III a honoré le général de Kœkeritz m'ont engagé à lui donner la première place dans cette suite de portraits.

Le général de Kœkeritz est de moyenne taille; son corps sanguin est chargé de chairs qui menacent à tout moment de se faire jour à travers les habillemens étroits qu'il aime à porter. Il a le maintien militaire, mais la physionomie si imbécile,

que le duc de Brunswick-Oels n'avoit pas tort de comparer sa tête à un potiron creux sans lumière en-dedans. Il est excellent cavalier, et c'est peut être sa bonne tenue à cheval qui a fixé l'attention de Frédéric Guillaume III sur cet homme ordinaire. Mais, à le voir dans les appartemens de madame de Voss, grande-gouvernante de la reine, assis ou debout tout le long de la matinée, les mains jointes et faisant tourner les pouces l'un autour de l'autre, et supportant l'ennui avec une patience plus qu'humaine, faut-il être fort facile à attendrir, pour pleurer de pitié; ou fort bilieux, pour souhaiter que l'apoplexie, dont il est menacé, fasse promptement son effet?

Pour faire jaser ce général, qui du reste parle peu, il ne faut qu'une pipe de tabac, un bon verre de bière, ou un wisk entre amis. Dans ces momens délicieux, les secrets les plus importans lui échappent, et il conte tout ce qu'on peut désirer de savoir. On s'étonnoit à la cour de ce qu'on n'y pouvoit pas dire un mot qui ne devînt

aussitôt public ; on sut bientôt que c'étoit le général de Kœkeritz qui alloit babiller. Cependant, malgré toutes ces foiblesses, il s'est toujours maintenu dans la faveur du roi.

Intéressant uniquement parce qu'il est le confident du roi et parce qu'on ne peut apprendre que de lui quantité de choses curieuses, le général de Kœkeritz est du reste l'homme le plus ignorant et le plus ennuyeux. Il n'a jamais fait d'études ; il est incapable de suivre le moindre raisonnement. Vers la fin de l'an 1805, on lui présenta le *Nouveau Léviathan*, ouvrage politique qui venoit de paroître, en lui conseillant de le lire, pour y apprendre les véritables intérêts des puissances continentales vis-à-vis de l'Angleterre. Fatigué dès les premières pages, le général rendit quelques jours après le livre, en assurant qu'il étoit au-dessus de sa portée. Il est ennemi de toute étude profonde et prétend que, pour bien juger les choses, il ne faut qu'un certain coup d'œil juste : ce coup d'œil, il croit le posséder, sans se

douter ni de ce qu'on abuse de sa foiblesse, ni de la part qu'il a eue à la décadence du royaume.

On dit qu'il est honnête homme : j'en conviens. Mais suffit-il pour cet effet de vouloir le bien, et ne faut-il point outre cela des lumières suffisantes pour le distinguer du mal ? Le général Kœkeritz est honnête homme aussi long-temps que ses lumières vont de pair avec sa volonté ; lorsqu'elles le quittent, trompé d'abord par ceux qui sont plus fins et plus méchans que lui, il finit par être trompeur ; car il leur sert d'instrument pour l'exécution de leurs projets.

Son valet de chambre, appelé Nagel, et la femme de celui-ci, se sont emparés de sa confiance et font de lui tout ce qu'ils veulent. Depuis que Frédéric Guillaume III est sur le trône, ce couple vénal a amassé soixante mille écus : fortune plus grande sans doute que celle de leur maître. On a vu la dame Nagel chez le ministre de Hoym ; et s'il est vrai, comme on dit, qu'elle s'étoit vendue à lui, il ne faut point

s'étonner qu'elle se soit enrichie. Le général est l'ami de tout le monde, parce qu'il est de l'intérêt de ces personnes qu'il le soit. Il n'a jamais manqué d'appuyer de son crédit ceux qui demandoient des pensions de grâce; et voilà pourquoi le nombre des personnes qui en tirent, s'est si prodigieusement augmenté sous Frédéric Guillaume III. Si on l'en eût cru, la moitié des citoyens auroit été réduite à la mendicité, afin que le roi eût toujours le plaisir de distribuer des grâces, et lui-même celui d'avoir des protégés. Mais l'a-t-on vu jamais recommander un homme de mérite, s'intéresser pour un projet utile, appuyer une mesure salutaire, faire, en un mot, rien de tout ce que le confident d'un roi est obligé de faire? Si le général de Kœkeritz étoit responsable de son caractère, il y auroit des accusations bien graves à intenter contre lui.

Si on loue son désintéressement, il ne faut pas oublier qu'il doit cette qualité à sa nonchalance et à sa paresse. A l'excep-

tion des plaisirs de la table, il n'a de goût bien décidé pour rien. On se moquoit de lui en publiant, il y a plusieurs mois, qu'il étoit mort de douleur : non, le chagrin n'a point de prise sur son âme. Lorsqu'après la bataille de Jéna il fut revenu avec le roi à Magdebourg, ceux qui vinrent le voir pour s'informer de l'état des affaires, le trouvèrent occupé d'un gros dinde, savourant tranquillement un plaisir dont il avoit été privé pendant si long-temps. On raconte encore que le roi allant de Magdebourg à Kœnigsberg et étant descendu chez un curé de campagne, pendant qu'il s'entretenoit avec lui, Kœkeritz, s'approchant par derrière de l'ecclésiastique étonné, lui demanda s'il n'avoit pas quelques tranches de saucisson à lui offrir. Il a prouvé dans la dernière guerre, pendant laquelle il a toujours été auprès du roi, qu'on pouvoit porter le titre de général, être revêtu de toutes les décorations possibles, sans avoir pour cela le moindre talent militaire ; il a prouvé qu'on pouvoit très-bien en temps

de paix se vanter d'un certain coup d'œil, sans être capable d'en faire usage en temps de guerre.

Ce que je viens de dire prouve, ce me semble, d'une manière incontestable, que tout le mérite de M. de Kœkeritz est celui d'un coussin bien commode, qui se plie élastiquement sous tous ceux qui s'y placent : mérite qui n'en auroit point été un aux yeux de Frédéric l'Unique, ni de Napoléon-le-Grand, ni de tous les autres grands souverains qui ont vécu avant eux, mais que Frédéric Guillaume III a su estimer, content d'avoir un ami honnête homme, cet honnête homme fût-il au demeurant un imbécile, un gourmand, et un babillard achevé.

Dans son *Testament politique*, le cardinal de Richelieu conseille aux rois de ne point s'attacher à des hommes dont on ne peut vanter que l'honnêteté. Cette maxime est plus importante qu'on ne croiroit au premier coup d'œil; car il n'y a rien de plus facile à corrompre que l'honnêteté privée de lumières. Résistant peut-être à l'appât

de l'argent, l'honnête homme sans tête se laissera gagner par de petites attentions qui flattent ses goûts. Un juif de Berlin disoit que l'or n'étoit pas l'unique instrument de corruption, et qu'une assiette de cerises en hiver l'avoit quelquefois mieux servi auprès de certaines personnes que n'auroit fait un rouleau de louis d'or. M. de Kœkeritz auroit pu être gagné par une livre de bon tabac.

Mais en voilà assez, car ce seroit une peine perdue que d'en dire davantage sur le général de Kœkeritz.

II.

Charles Guillaume Ferdinand, duc de Brunswick-Wolfenbuttel, grand-maréchal au service du roi de Prusse.

La tempête qui depuis quinze ans agite l'Europe entière, et qui vient d'ébranler l'Allemagne jusque dans ses fondemens, a précipité l'une des plus anciennes dy-

nasties dans un abîme dont elle ne sortira jamais. Tandis que l'une des branches de la maison de Brunswick est assise sur le trône de l'Angleterre, et qu'elle jouit d'une puissance qui, fondée sur la mobilité du plus fort des élémens, paroît affronter tous les assauts : l'autre branche de cette maison, chassée de ses états héréditaires, est exposée à toutes les rigueurs du sort. Le duc de Brunswick qui pendant un demi-siècle a passé pour un des plus grands capitaines, qui a joui du rare bonheur d'être adoré de ses sujets (car en doutant même de ses talens militaires, on ne sauroit lui contester de grands talens pour l'administration) : ce même duc de Brunswick, âgé de plus de soixante et dix ans, est tombé du faîte de la grandeur et de la fortune, et n'a échappé que par une mort douloureuse au décret qui finissoit son existence politique. Un destin tout-puissant gouverne le monde; peut-être ses arrêts sont-ils toujours ceux de la justice : mais, en attendant que cette justice se découvre à nos regards aussi

foibles que bornés, qu'il nous soit permis, en esquissant l'histoire du duc de Brunswick, d'exposer les titres qui, malgré les détracteurs, feront pendant longtemps respecter sa mémoire.

Quelque dissemblables qu'aient été les princes de la maison de Brunswick, à la tête desquels se trouvoit notre duc, on remarquoit dans tous des traces d'une éducation très-soignée. Peut-être dans aucune des maisons régnantes de l'Europe n'y avoit-il une pareille réunion de talens. Une qualité qui est d'un très-grand prix dans des princes appelés à régner, leur étoit commune à tous, c'étoit l'art d'énoncer avec autant de précision que de facilité leurs idées, tant de bouche que par écrit. Ils avoient tous fait des études, qui, quoiqu'elles n'eussent pas été poussées plus loin que jusqu'à la lecture des auteurs latins, avoient pourtant l'utilité de leur faire estimer les savans.

Dès sa jeunesse le duc de Brunswick se distingua de ses frères par le sérieux de son caractère. Comme prince héréditaire il ac-

quit une gloire immortelle par le rôle qu'il joua dans la guerre de sept ans. Le détail circonstancié de toutes les actions éclatantes par lesquelles il s'y signala, ne seroit point ici à sa place; qu'on nous permette cependant de faire mention des batailles de Hastenbeck et de Hoya, qui, en couvrant de gloire le grand Ferdinand, duc de Brunswick, son oncle, élevèrent aussi des trophées durables à sa gloire. Jamais il ne prouva d'une manière plus éclatante qu'il méritoit la confiance dont l'honoroit son oncle, que lorsqu'en 1760, à la tête de quinze mille hommes, il s'avança vers le Bas-Rhin, pour s'opposer à une armée commandée par le marquis de Castries, qui, d'après le plan de Broglie, devoit inonder la Westphalie.

Le prince de Brunswick venoit de mettre le siége devant Wesel, où il y avoit une garnison françoise. Castries se hâta de porter du secours à cette place d'armes, et arriva en marches forcées près du Canal Eugénien. Le prince héréditaire, partageant son armée, en laissa une partie con-

tinuer le siége de Wesel, et fut avec le reste à la rencontre de Castries. Ayant passé heureusement le canal, il réussit même à surprendre l'ennemi pendant la nuit; mais il trouva une résistance si vigoureuse, qu'il fut obligé de songer à la retraite. Les élémens même s'étoient conjurés contre lui; la rivière avoit, en grossissant, détruit le pont de bateaux sur lequel il comptoit la repasser. Cet accident, qui auroit fait perdre la tête à maint autre général, ne fut pas capable de le troubler. Pendant que derrière lui on reconstruisoit le pont, il se montra à l'ennemi en bataille rangée, et sut le tenir en respect. Lorsque le pont fut rétabli, il commença sa retraite dans un ordre et avec une prudence admirables. Le marquis de Castries le suivit et prit une position entre Wesel et Schornbeck sur les bords de la Lippe; la rivière séparoit les deux armées. Au commencement de la mauvaise saison, le prince se retira dans l'intérieur de la Westphalie, et Castries alla prendre ses quartiers d'hiver aux environs du Rhin.

Les qualités que le prince héréditaire avoit déployées dans cette occasion, furent celles que le duc montra pendant toute sa vie. Toujours supérieur aux circonstances, le péril le plus pressant ne lui fit jamais perdre sa présence d'esprit; et, s'il est vrai qu'un trop grand mépris du danger est un défaut dans un général, on doit convenir qu'il avoit ce défaut, en remarquant cependant qu'il ne dégénéra jamais en témérité.

Jugé digne du titre de héros, dans l'étendue que ce mot avoit sous Frédéric II, le prince héréditaire succéda, en 1780, à son père dans le gouvernement de son duché. Il y eut d'abord à vaincre l'embarras que durent lui causer les dettes contractées par son père, qui étoient si considérables, que beaucoup de princes, à sa place, auroient désespéré de les acquitter. Mais le duc, que les difficultés n'avoient jamais effrayé, opposa sa fermeté ordinaire à celles qu'il dut rencontrer dans cette occasion. Son père avoit emprunté neuf cent mille écus de Frédéric II; le roi, en le félicitant

sur son avénement au trône, lui demanda froidement s'il pouvoit lui être utile à quelque chose. Le duc, piqué de ce ton d'indifférence dans lequel il crut voir celui du créancier envers son débiteur, demanda la permission au roi d'acquitter sur-le-champ la dette de son père, et de payer en neuf jours neuf cent mille écus. On ignore de quelle manière il effectua ce paiement; mais on sait qu'il acquitta non-seulement cette dette, mais encore toutes celles que son père avoit contractées à Hambourg et en Hollande, et que dans l'intérieur de ses états il fit des arrangemens qui auroient empêché ses successeurs de tomber dans le défaut de son père. Il auroit pu dire alors ce qu'un roi de Sparte répondit à son épouse, qui l'accusoit d'avoir lié les mains à ses successeurs : *Ce sont les barrières du pouvoir qui en font la sûreté!* Mais le destin qui gouverne le monde a rendu inutile cette institution prudente de notre duc, ainsi que beaucoup d'autres qu'il avoit établies pour le bonheur de ses sujets.

Il auroit été l'un des princes les plus

heureux, si, par la petitesse de son état, il n'avoit point été, pour ainsi dire, vassal d'un prince plus puissant. Les relations qui depuis plusieurs siècles existoient entre la maison de Brunswick et celle de Brandebourg, étant nécessaires et ne pouvant être changées, le duc osoit d'autant moins séparer ses intérêts de ceux des rois de Prusse, qu'il étoit grand-maréchal à leur service. Ce fut dans cette qualité qu'il commanda l'armée prussienne, et dans l'expédition de Hollande qui avoit pour but d'affermir l'autorité du stathouder, et dans cette fameuse campagne contre la France, dont on ne peut que conjecturer les vrais motifs.

Comme la chute de la maison de Brunswick, en 1806, fut vraisemblablement préparée, dès l'an 1792, par ce manifeste véhément que la Prusse lança contre la capitale de la France, nous ne pouvons nous dispenser d'entrer dans quelque détail sur cet objet. Il faut remarquer d'abord que, dans ce temps-là, le comte de Schoulenbourg-Kehnert étoit chef du département

des affaires étrangères. Ce digne ministre, dont nous parlerons plus amplement dans la suite, chargea le conseiller de légation, Renffner, de rédiger le manifeste. Renffner, naturellement hypocondre, aigri par je ne sais quelles pertes que sa femme, qui est de Strasbourg, venoit d'y faire, assez foible d'ailleurs, pour se laisser guider uniquement par le désir de plaire à ses supérieurs, lors même qu'il devoit les juger indignes de son estime. Renffner, dis-je, ne vit dans le travail dont on l'avoit chargé, que l'occasion de faire sa cour au comte de Schoulenbourg, et de satisfaire en même temps le ressentiment particulier dont il étoit animé contre les François. Ainsi fut composé ce manifeste si décrié, qui menaçoit la capitale de la France du sort de Jérusalem, si elle ne rentroit aussitôt dans l'obéissance qu'elle devoit à Louis XVI. Rien au fond ne s'accordoit moins avec le caractère du duc de Brunswick, qu'un manifeste pareil; car, tous ceux qui l'ont connu lui rendront le témoignage que, dans les momens

même les plus critiques, il étoit d'un calme et d'une politesse parfaits, qu'il l'étoit même quelquefois aux dépens de la dignité qui convient à un prince, et qui ne s'accorde pas avec des déférences poussées trop loin. Mais que devoit-il faire? devoit-il substituer un autre manifeste à celui qu'il désapprouvoit certainement, et y tenir un autre langage? Mais quel langage auroit-il tenu? Le gouvernement françois, tel qu'il étoit alors, ne sembloit mériter aucun ménagement. La seconde assemblée nationale dans une opposition ouverte contre le roi; les différens clubs de Paris entraînés comme par un vertige; toute la France en mouvement; l'ordre et les lois méprisés et foulés aux pieds; la capitale se regardant, non comme une partie de l'empire françois, mais comme le tout dont cet empire ne faisoit qu'une partie : tel étoit alors l'état des choses! Nous savons bien maintenant où cette crise devoit mener; nous savons surtout que l'avilissement de la dignité royale étoit une suite nécessaire

de l'erreur que Mirabeau avoit commise, en mettant le pouvoir législatif aux prises avec le pouvoir exécutif; nous savons que ce n'étoient pas les hommes, mais les idées et les choses qu'on devoit accuser du désordre qui régnoit alors en France. Mais c'est ce qu'on étoit bien loin de comprendre alors; et, ne connoissant pas la force des choses, des esprits calmes même, comme le duc de Brunswick, se sentoient entraînés à partager cette indignation qu'on éprouve naturellement, lorsqu'on ne croit combattre que la méchanceté des hommes. Pour trouver le duc plus excusable encore d'avoir signé et publié la production Renfſnérienne, songeons que vraisemblablement les troubles de Paris ne lui paroissoient guère différens de ceux de Hollande, qu'il avoit eu si peu de peine à appaiser; et, qu'entraîné par le préjugé que de son temps on nourrissoit contre la bravoure françoise, il ne s'attendoit pas à une résistance si opiniâtre de la part du tiers-état. Comme grand-maréchal, la seule chose à laquelle

il auroit dû réfléchir, c'étoit la disproportion entre l'armée qu'il commandoit, et les menaces orgueilleuses qu'elle étoit chargée d'exécuter. Mais si cinquante mille Prussiens étoient un corps bien peu considérable pour faire rentrer dans le devoir une capitale de plus d'un demi-million d'habitans, les princes françois n'avoient-ils point promis les plus puissans renforts, et pouvoit-on prévoir la tournure malheureuse que cette guerre alloit prendre? Tout ce que je viens de dire me semble disculper le duc de Brunswick sur le manifeste publié contre la France, et particulièrement contre la ville de Paris.

Les bornes que je dois me poser dans cette esquisse, ne me permettent pas d'accompagner le duc dans la campagne contre la France.

Après s'être retiré du théâtre de cette guerre, le duc de Brunswick ne peut avoir conseillé de la continuer; il ne peut, après la paix de Bâle, en avoir conseillé le renouvellement. Peu hardi de son naturel,

c'étoit la persévérance qui faisoit son caractère. De tous les princes d'Europe, ses contemporains, il fut peut-être et le plus lent à se résoudre, et le plus inébranlable dans une résolution une fois prise. Dans les dix dernières années de sa vie, l'âge ne manqua point de lui faire éprouver son influence ; elle l'empêchoit de discerner les vrais ressorts de la bravoure des Français, et de se faire une idée des nouveaux principes d'après lesquels ils font la guerre. Ce qu'il avoit apris sous son oncle et sous Frédéric-le-Grand, resta présent à sa mémoire ; mais il fut incapable d'aller plus loin, et de retravailler ses expériences en y ajoutant des idées nouvelles. C'est pour cela qu'il aimoit la paix ; et, si la Prusse l'a conservée pendant près de douze ans, elle en est surtout redevable à ses conseils.

Nous ne savons pas s'il fut profond en politique ; mais, pour rendre hommage à la vérité, nous remarquerons qu'il n'étoit pas partisan aveugle de l'Angleterre. Quoiqu'il ait pensé autrefois du système de

l'équilibre politique, il n'y vit, dans les derniers temps, qu'une idée employée par l'Angleterre pour s'assurer l'empire exclusif des mers. C'est dans ce sens que, vers la fin de l'an 1805, il écrivit une lettre à une personne distinguée en Angleterre; il y observoit que la guerre contre la France, continuée encore pendant quelques années, seroit cause que le continent de l'Europe perdît pour quelque temps sa liberté, et qu'elle préparoit de grands malheurs à l'Angleterre elle-même. Il avoit une haute idée du génie de Napoléon, mais il désapprouvoit le népotisme de cet empereur; il n'y voyoit pas, comme il auroit dû, une mesure de sûreté contre les attaques des puissances continentales, au cas d'une expédition décisive contre l'Angleterre: il ne pouvoit même l'envisager sous ce point de vue; car les principes de féodalité dans lesquels il avoit été élevé, lui faisoient condamner tout ce qui leur étoit contraire. Du reste, il voyoit avec une peine secrète la Prusse pencher du côté de la Russie; il ne pouvoit s'ex-

pliquer là-dessus qu'avec beaucoup de circonspection, mais ce qu'il en a dit à ses confidens, prouve assez qu'il attendoit bien peu de chose d'une alliance avec cet état. Peut-être ses idées sur cet objet n'avoient-elles pas le mérite de la profondeur, mais elles avoient celui de la justesse; et, dans les hommes destinés à la vie active, ont-elles besoin d'en avoir un autre?

Le but de son dernier voyage à Saint-Pétersbourg est encore jusqu'à ce moment un mystère impénétrable.

Il ne pouvoit qu'être mécontent de l'occupation du pays d'Hanovre par les Prussiens, car par là sa propre souveraineté ou celle de ses successeurs se trouvoit menacée. Quoiqu'il n'ait jamais manifesté sa désapprobation, cette seule raison la prouve assez, et vraisemblablement elle n'a eu que trop d'influence sur sa conduite dans la dernière guerre. Tous ceux qui ont été autour de sa personne dans les derniers jours de septembre jusqu'au 14 d'octobre, ont trouvé qu'il manquoit absolument

d'énergie. Tout étoit perdu sans une offensive vigoureuse, et cependant rien ne pouvoit l'y déterminer. Son extérieur même trahissoit le relâchement de son âme. Il croyoit, comme le marquis de Lucchesini, que Napoléon se retrancheroit derrière la Saale de Franconie, et qu'il se tiendroit sur la défensive, afin que l'Europe ne pût l'accuser d'avoir été l'agresseur. Toutes ses dispositions étoient d'un faux qui frappoit au premier coup d'œil. Lui et le prince de Hohenlohe cherchoient à s'entraîner l'un l'autre, et ce conflit fut cause que dans un même jour on vit une même armée prussienne livrer deux batailles tout à fait différentes. Déjà les François étoient à Naumbourg, que le duc ne pouvoit encore se persuader qu'ils approchoient. Ce ne fut que le 13 d'octobre que le bandeau tomba de ses yeux, et qu'il comprit le véritable état des choses. Le colonel Massenbach, qui, ce jour-là, lui parla pour la dernière fois, lui dit franchement que l'armée se trouvoit dans un état terrible, qu'elle étoit sans pain, sans fourrage, et

qu'après une affaire un peu chaude, elle manqueroit aussi de munitions ; que la position du corps de Hohenlohe étoit mauvaise, que les Saxons se doutoient de l'état des choses, et commençoient à chanceler. A ce discours, le duc, presqu'immobile et pétrifié, le regarda pendant quelque temps; après quoi, revenant à lui, il se jeta dans un fauteuil, en s'écriant d'une voix éteinte : Mais, mon Dieu, n'y a-t-il donc point de remède? il s'agit de notre existence politique !

Mais il n'étoit plus possible de rien sauver, et les événemens du jour qui suivit celui-ci ne firent que hâter la chute de la monarchie prussienne. La grandeur du péril avoit rendu au duc sa vigueur. Il étoit à cheval, à la tête de l'armée, dans les environs d'Auerstaedt; l'ennemi se montra inopinément, favorisé par un épais brouillard qui cachoit son nombre et sa position. Hasarder une attaque dans des circonstances pareilles, n'étoit pas du caractère du duc. Il retourna rapidement auprès du roi, lui rapporta ce qui venoit

d'arriver, et fut d'avis qu'on différât l'attaque jusqu'à ce que le brouillard se fût dissipé, et qu'en attendant l'armée entière se rangeât en bataille : conseil digne d'un général expérimenté, mais qui ne devoit point être suivi.

Le lieutenant général de Blucher et le maréchal de Mœllendorf, étoient auprès du roi. Le premier prétendit que le duc ne pouvoit avoir rencontré qu'une troupe de chasseurs, et qu'il se chargeoit, lui, de les balayer sur-le-champ. Mœllendorf répéta ce que, dans une occasion semblable, Winterfeldt avoit dit à Frédéric II : Sire, selon moi, les œufs n'en sont que meilleurs pour être plus frais. Le roi lui-même frappa avec impatience sur son épée. Voyant son conseil rejeté, le duc n'eut d'autre parti à prendre que de se mettre à la tête des grenadiers, et de faire l'attaque au milieu du brouillard.

On ne s'étoit pas encore battu longtemps lorsqu'une balle de mousquet le priva de l'organe précieux sans lequel il est impossible de commander ; d'épaisses

ténèbres couvrirent ses yeux. On lui fit quitter le champ de bataille ; et, comme aucun des autres généraux ne se mit à sa place, les Prussiens durent nécessairement être défaits. Il se fit conduire d'abord à Erfurth, et de là à Blankenbourg, où il resta plusieurs jours pour apprendre les suites de la victoire remportée par les François, comptant sans doute que l'armée prussienne se rallieroit. Se voyant trompé dans cette espérance, il se fit transporter de Blankenbourg à Brunswick. Il avoit conservé toute sa présence d'esprit lorsqu'il y arriva. Apprenant qu'on emballoit plusieurs choses précieuses, principalement en fait d'arts, pour les sauver dans le pays de Holstein, il donna ordre de déballer, persuadé que les François ne viendroient pas à Brunswick. Mais, ayant appris qu'un corps de François s'étoit mis en marche vers cette ville, il se fit, sans perdre de temps, conduire à Altona. Ni pendant le voyage, ni après son arrivée à Ottensen, il ne se plaignit de sa blessure, quoiqu'elle dût le faire souffrir cruelle-

ment. Ceux qui l'environnèrent dans ses derniers momens, assurent qu'il n'y sortit jamais de son caractère, et qu'il resta toujours semblable à lui-même; témoignage infiniment honorable, car on ne peut mieux finir que lorsqu'on meurt tel qu'on a vécu.

Ses forces le quittèrent peu à peu, et quelques amis fidèles recueillirent ses derniers soupirs. Il fut enterré à Ottensen, dans la même église où reposent les cendres du chantre du Messie et d'Arminius. Si l'espérance qu'on dut avoir de transporter ses restes chéris à Brunswick, dans la sépulture de sa famille, reste frustrée, la postérité verra, par un rapprochement intéressant, reposer dans la même enceinte, Klopstock, dont les vœux patriotiques tendoient toujours à la liberté et à l'unité de la Germanie, et le duc de Brunswick qui fit un vain effort pour les réaliser.

Peu de jours avant la bataille de Jéna, on lui annonça la mort de son prince héréditaire, qu'il avoit laissé plein de santé à Brunswick. Il apprit et supporta cette perte

avec une fermeté stoïque. On ne peut douter qu'après la bataille de Jéna, il n'ait désiré de mourir; et la nature compatissante remplit ce désir.

Tous les Brunswickois béniront éternellement sa mémoire, parce qu'il fut un de ces princes rares, qui, loin d'épuiser les forces de leurs états, ne songent qu'à les augmenter, et qu'à procurer à leurs sujets un plus haut degré de liberté. L'histoire, en conservant son nom, dira qu'après cinquante ans de gloire, désormais incapable de balancer la fortune, il périt d'une mort douloureuse, en pouvant se rendre le témoignage qu'il ne méritoit point tant de malheurs.

III.

Frédéric Louis, prince de Hohenlohe-Ingelfingen, lieutenant général d'infanterie.

Les hommes doués de l'étincelle divine du génie sont toujours grands, dans quel-

qu'état que le sort les place, et se distinguent dans tout ce qu'ils entreprennent. Raphaël, qui fut le plus grand peintre, auroit pu, dans d'autres circonstances, devenir tout aussi bien le plus grand capitaine, et gagner autant de gloire en livrant des batailles, qu'il en a gagné en peignant la transfiguration. Mais si l'homme de génie est appelé à tout, et s'il est partout à sa place, l'homme sans génie n'est appelé à rien, et fait mal tout ce qu'il fait. Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, dont nous allons nous occuper, nous fournira une preuve de cette vérité.

Dans la guerre de sept ans, il fut capitaine dans le contingent de troupes que la Souabe avoit fourni contre Frédérie II. Il étoit alors très-jeune, et nous voulons bien lui pardonner, à cause de sa jeunesse, de n'avoir été que bel homme et que bon cavalier dans la première époque de sa carrière militaire.

Après que la paix fut conclue, il voyagea, et fit quelque séjour à Paris; après quoi il se rendit à Postdam, pour offrir

ses services à Frédéric II. Sa belle figure venant à l'appui des maximes que la politique prussienne suivoit à l'égard des princes de l'empire, son offre fut acceptée sans peine, et il fut fait major dans le régiment Tauenzien à Breslau.

C'est de là que datent les embarras pécuniaires dont il eut tant à souffrir dans la suite. Comme prince apanagé, son revenu annuel ne montoit alors (sans compter sa paie de major) qu'à six cents florins d'empire. Avec si peu de moyens, et avec des goûts très-dispendieux, il lui fut impossible de proportionner la dépense à la recette, et de suivre les principes d'une bonne économie, qui, au fond, ne sont pas différens de ceux de l'honnêteté et du véritable honneur. Il avoit l'ambition d'être excellent cavalier; pour cet effet, il lui falloit de beaux chevaux, et c'est par là principalement qu'il s'endetta et qu'il ruina ses affaires.

Ce goût frivole, qui l'occupoit tout entier, prouve assez, ce me semble, qu'il n'étoit point destiné à sauver quelque jour

la Prusse. Afin de s'en rendre capable, il auroit dû avoir cette ambition plus élevée, qui, oubliant tout ce qui n'est que métier dans la guerre, s'occupe de ce qui y appartient à l'art et à la science. Ces grands objets, étudiés sans relâche par Frédéric II et par Napoléon I.er, étoient étrangers et indifférens au prince de Hohenlohe.

Cependant la guerre de Bavière s'étoit allumée. Il étoit alors lieutenant colonel. A la retraite des Prussiens de la Bohême, il donna une preuve éclatante de bravoure, en couvrant, à la tête de son bataillon, l'artillerie prussienne attaquée par les Autrichiens. Par cette action, il gagna, sinon la confiance, du moins la faveur de Frédéric-le-Grand, qui le fit colonel. Non content de cela, il voulut rétablir ses affaires délabrées, et trop bon roi pour être généreux aux dépens de son état, il songea à marier avantageusement le prince.

Le comte de Sacken, depuis fait prince par Frédéric Guillaume II, étoit alors un

des plus riches particuliers de Berlin. La veuve du comte Jules Gebhard de Hoym, avec laquelle il s'étoit marié, avoit une fille unique du premier lit. Elle la tenoit éloignée du monde, principe d'éducation très-faux dans une grande ville, puisqu'au lieu d'aguerrir contre la corruption, il ne fait qu'inspirer le désir d'y succomber. La jeune comtesse étoit très-riche, elle étoit même très-belle, et dans ce temps-là on commençoit toujours par elle l'énumération des beautés de la capitale.

Le roi demandant au comte de Sacken la main de sa belle-fille pour le prince de Hohenlohe, ne put essuyer de refus : le mariage se fit, et le prince avec son épouse étoient sans contredit le plus beau couple de la monarchie ; malheureusement il est plus facile de faire un mariage que d'unir les volontés dont l'harmonie, comme tout ce qu'il y a d'excellent et de beau, ne peut se commander. On assure que, malgré la sévérité maternelle, la comtesse de Hoym ne passa point aussi intacte qu'on la supposoit entre les bras de son époux : quoi

qu'il en soit, leur union ne fut rien moins qu'exemplaire : ils suivoient tous deux des routes différentes ; cela fut cause que les affaires du prince, au lieu de s'éclaircir, s'embrouillèrent toujours davantage, et les dettes dont il étoit accablé contribuoient à leur tour à bouleverser ses relations domestiques.

Les embarras pécuniaires du prince eurent même de l'influence sur l'état. Lorsqu'en 1791, les princes françois s'imaginèrent qu'à l'aide de baïonettes allemandes ils pourroient recouvrer des droits perdus par leur incapacité, ils s'adressèrent entr'autres au prince de Hohenlohe, dont ils connoissoient la situation, et lui promirent des possessions considérables, si, par son crédit à la cour de Frédéric Guillaume II, il hâtoit la guerre contre la France. Ces offres, comme on peut penser, ne furent point rejetées.

Dans la campagne du Rhin, il ne se distingua guère qu'en prenant d'assaut le château-fort de Bitsch ; et cette entreprise même ne dépose pas en faveur de ses vues

seroit mauvais général, lui conseilla de se venger, en prenant son congé, du peu de cas qu'on sembloit faire de lui. « Comment, répondit le prince vivement piqué, moi, prendre mon congé, dans ma soixantième année, plein de vigueur et de santé comme je suis? Non, il faut encore que je livre des batailles ! » Jamais la vanité s'exprima-t-elle d'une manière plus affreuse ? et un homme de tête auroit-il pu tenir un pareil langage?

Peu de temps avant le commencement de la dernière guerre, on lui demanda ce qu'il en attendoit : Nous prendrons Mayence, répondit-il.

J'ai parlé, dans le chapitre précédent, de cette divergence du duc de Brunswick et du prince de Hohenlohe, qui fit de la bataille de Jéna deux batailles toutes différentes. Cependant, autant que j'en puis juger, sans une influence étrangère, le prince de Hohenlohe auroit suivi aveuglément le duc de Brunswick sans songer à l'entraîner : comme il n'avoit point de connoissances stratégiques, il ne pouvoit

avoir la force de persister dans aucune idée militaire ; ce fut le colonel de l'état-major de Massenbach qui lui prêta et ces connoissances et cette force. Sans être glorieuse, la dernière campagne auroit certainement été moins funeste pour la Prusse, si Massenbach avoit pu convaincre le duc de Brunswick avec autant de facilité que le prince de Hohenlohe ; mais comme le duc lui résistoit, et que Massenbach néanmoins persistoit dans son idée, il s'ensuivit d'abord cette irrésolution après le passage de l'Elbe, pendant laquelle les soldats perdirent courage, et ensuite cette divergence qui fut cause de la destruction de l'armée. Le conseil de Massenbach auroit dû être suivi ; le duc de Brunswick en convint lui-même le 13 d'octobre, en donnant la préférence à la position sur le Ettersberg ; mais lorsque l'unité d'idée se fut enfin établie, elle ne pouvoit plus produire d'heureux effets, parce que l'armée prussienne étoit déjà tournée.

Dans la bataille de Jéna, le prince de Hohenlohe fut d'une précipitation inex-

cusable. Le colonel de Massenbach prétendoit qu'il ne falloit point accepter le combat; mais le prince vouloit faire parade de bravoure, et c'est tout ce qu'un général puisse vouloir de pis. On lui annonça que le général Gravert en étoit déjà aux mains : Je n'ai pas peur non plus des François, je n'ai pas peur non plus, s'écria-t-il, en faisant marcher. Il prouva qu'il n'avoit pas peur, il faut en convenir; mais malheureusement il ne sagissoit point de cela, et la bataille n'en fut pas moins perdue, car il n'y avoit point d'unité dans le plan.

Tout ce que le prince craignoit le plus pendant la retraite de Magdebourg à Stettin, c'étoit d'avoir le sort du général Mack; il fut cependant obligé de capituler devant Prenzlau, comme Mack avoit fait devant Ulm. Le lieutenant général Blucher, qui ne vouloit pas marcher de nuit, établit dans le corps du prince la même divergence qui avoit eu lieu entre le prince et le duc de Brunswick. Abandonné par la cavalerie, l'infanterie ne put faire de résistance lorsqu'elle se vit assaillie devant Prenzlau; et

la capitulation qui se fit alors, cette capitulation si fort blâmée par le public, étoit dictée par les circonstances et tout à fait inévitable, à moins qu'on ne voulût faire massacrer inutilement quelques milliers d'hommes.

Après cette capitulation, le prince se retira dans ses terre en Silésie.

Je reviens à la réflexion par laquelle j'ai commencé; l'application en est claire. On est grand général comme on est grand philosophe, grand poëte, grand peintre, par la seule force du génie. Celui qui manque de génie, malgré les décorations dont il est chargé, malgré sa naissance, malgré le titre de général qu'on lui donne, ne saura point commander des armées. Le prince de Hohenlohe ne le sut jamais; et comme néanmoins il s'en chargea, son sort a-t-il rien qui doive nous surprendre?

IV.

Frédéric Chrétien Louis, prince de Prusse, connu sous le nom de Louis Ferdinand.

Né le 18 de novembre 1772, ce prince avoit près de 34 ans, lorsqu'il mourut le 10 octobre 1806 près de Saalfeld.

On l'admire de n'avoir pas voulu survivre à la défaite du corps qu'il commandoit, et sa mort a réconcilié avec lui beaucoup de personnes qui, sans elle, l'auroient jugé avec plus de sévérité. Deux écrivains allemands *, qui parlent de lui, en portent un jugement bien différent. L'un, en convenant de ses talens, l'accuse d'immoralité; l'autre défend sa moralité, et la prouve par sa bienfaisance, par son affabilité, et surtout par la générosité qu'il eut, devant Mayence, de charger sur ses

* Ce sont les auteurs des *Vertraute Briefe*, et des *Aneckdoten und Charackterzüge aus dem Leben des Prinzen Ludwig.*

épaules un Autrichien grièvement blessé, et de le porter hors de la mêlée. Ces deux écrivains savent-ils ce que c'est que la moralité? savent-ils ce que c'est que la moralité d'un prince du sang? Connoître jusqu'où vont les droits attachés au rang où l'on est né, mesurer sur ces droits ses prétentions et ses désirs, renoncer librement à ce qui est impossible et se créer un monde à soi, lorsqu'on se trouve trop serré dans le monde qui appartient à tous : voilà les principaux caractères de la moralité d'un prince, caractères qui semblent avoir échappé à l'un et à l'autre de ces deux auteurs.

La nature avoit doué le prince Louis des plus belles qualités, et il les auroit développées d'une manière digne d'estime, s'il avoit su garder partout la mesure. Le voyoit-on jouer du piano? c'étoit une habileté très-distinguée, mais il n'observoit pas la mesure; il y avoit en lui un je ne sais quoi qui le pressoit et qui le faisoit aller plus vite. Et qu'on ne s'imagine pas que ce soit là un défaut peu essentiel et

qui ne tire point à conséquence; bien loin de là, celui qui ne sait point garder la mesure en jouant, ne la sait pas garder non plus en agissant : la mesure est partout la même pour l'homme.

J'ai cru trouver, en réfléchissant sur le caractère du prince Louis, que ses facultés corporelles avoient été développées aux dépens de celles de l'âme. Marcher, monter à cheval, nager, tirer, danser, il étoit inimitable en tout cela; mais il avoit de la peine à penser avec suite, à combiner ses idées d'après les règles de la logique, à s'occuper, en un mot, de tout ce qui tient aux sciences. L'éducation physique lui avoit donné une surabondance de force corporelle, qui l'inquiétoit sans cesse, et ne lui laissoit point assez de calme pour réfléchir. Qu'on eût mieux fait de l'appliquer de bonne heure à l'histoire et aux mathématiques! Ces sciences dans lesquelles on ne peut faire des progrès sans s'arrêter de temps en temps, pour mesurer l'espace qu'on vient de parcourir, l'auroient formé à la prudence et à la réflexion, et auroient

modéré son ardeur sans l'éteindre. Si les hommes sont excentriques, la faute en est toujours à l'éducation; elle pourroit tout aussi bien leur donner la qualité opposée; mais c'est que malheureusement on consulte trop peu l'expérience, et on fait dans la plupart des cas précisément le contraire de ce qu'on voudroit faire. L'éducation des princes restera pendant long-temps encore un problème difficile à résoudre; et l'on n'y parviendra jamais, si les grands continuent d'être assez insensés pour ne cultiver dans leurs enfans que les talens du corps, et pour sacrifier avec joie les qualités morales aux qualités physiques! Le prince Louis fut gâté non-seulement par la foiblesse et par l'indulgence de ses parens, mais encore par l'amitié dont le roi Frédéric Guillaume II se prit pour lui dans la campagne du Rhin, amitié qui contribua beaucoup à augmenter ce que j'ai appelé son excentricité.

Si le roi avoit voulu occuper le prince conformément à ses inclinations, il n'auroit jamais fini la guerre. Ce n'étoit que

dans le tumulte des combats que le prince respiroit avec liberté. En temps de paix ce genre de force dont il était doué, ne trouvoit point d'objet. Voilà la cause de son agitation continuelle, de ce mépris qu'il montroit pour l'ordre et pour les lois, de tous ces efforts qu'il faisoit pour briser et pour anéantir une force condamnée à l'inaction. C'étoit un spectacle digne de pitié de le voir quelquefois lui-même se déchaîner contre son sort. « Mes amis, dit-il un jour, les larmes aux yeux, dans un cercle de jeunes gens, la plupart roturiers; mes amis, vous vous trompez fort, si vous me croyez heureux. Il n'y a pas un d'entre vous dont je n'envie le sort; vous avez tous devant vous une carrière dans laquelle vous pouvez avancer; moi, placé par la naissance si près du faîte, je ne puis aller plus loin. Me voilà lieutenant général et chef d'un régiment d'infanterie; je dois me croire fort heureux si je finis par être général de l'infanterie; je ne puis pas même monter au grade de grand-maréchal, car la loi de famille le défend ». Ce langage ne

trahit que trop l'état de son âme; on y voit qu'il étoit tourmenté de passions, sans pouvoir leur donner de contre-poids. Etoit-ce donc à tort qu'on voyoit en lui un autre Philippe d'Orléans ? Si les circonstances lui eussent été plus favorables, il auroit joué le rôle de Catilina, auquel il ressembloit d'ailleurs par ses dettes, par son goût pour les liqueurs enivrantes, et par d'autres excès.

Vers la fin de l'année 1802, il quitta brusquement sa garnison de Magdebourg, et se rendit à Hambourg, attiré par les charmes d'une Hollandoise, madame de Steen, qui lui avoit inspiré une passion. Non content de faire un séjour tout à fait inutile dans cette ville impériale, le prince en troubloit même le repos public, et déshonoroit en sa personne la maison royale de Prusse. Frédéric Guillaume III, quelle que fût son indulgence pour son cousin, et quoiqu'il répugnât à le prostituer aux yeux de l'Europe, se vit enfin forcé de recourir à des mesures coactives pour le ramener à Magdebourg. Le roi choisit le

colonel de Massenbach, très-propre à cette commission, et par sa fermeté dans ses principes et par la pureté de ses mœurs. Arrivé à Hambourg, la première chose qu'il apprend, c'est que le prince vient d'avoir des scènes publiques avec des filles; il s'informe de sa demeure, et s'y rend à quatre heures du matin, sachant bien que le prince ne revient pas plutôt de ses parties nocturnes. Le prince, qui se trouve au lit, le fait entrer; et tandis que le colonel lui apprend la commission dont il est chargé, il s'enfonce dans les draps, sans s'inquiéter de ses discours; mais le colonel devient plus pressant, et le prince a recours aux prières; il le conjure de lui accorder trois jours, deux jours, un jour seulement: il faut qu'on achève un portrait de madame de Steen, qu'on a commencé; il faut au moins qu'il prenne congé d'elle. Massenbach, dont les instructions ne portoient point qu'il usât de rigueur, lui accorde un jour. Le prince le mène chez madame de Steen, et emploie, de concert avec cette syrène, tout ce qui est capable

d'ébranler l'esprit le plus ferme. Massenbach reste inflexible ; le prince finit la journée en s'enivrant. Cependant, le portrait n'étant point achevé le premier jour, le prince presse le colonel d'en ajouter encore un, promettant sur son honneur qu'il partira le troisième, sans plus de délai. Massenbach y consent, voyant que le prince a engagé son honneur. Le second jour, nouveaux efforts pour gagner le colonel, aussi inutiles que les premiers. Enfin le troisième, le prince lui fait déclarer nettement par un jeune officier de sa suite, que, quoi qu'il fasse, il n'ira point avec lui. Massenbach lui rappelle vainement qu'il a donné sa parole d'honneur; la menace qu'il lui fait de se faire prêter main-forte par le magistrat de Hambourg, produit plus d'effet. Le prince consent à partir, je laisse à deviner avec quels sentimens. Pendant la route, il vomit un torrent d'injures . . .

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . et il promit de se venger. J'ai, dit-il, entr'autres, ...

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . et je le dirai à tout le monde . . . . . .
. . . . . Et tout le monde vous appellera un scélérat, lui dit le colonel. Je m'en mocque, répondit le prince.

Arrivé à Magdebourg, il annonça brièvement au roi qu'il étoit revenu de Hambourg, sans ajouter un mot d'excuse. Peu de temps après, il se donna rendez-vous à Brandebourg avec la princesse Radzivil, sa sœur; celle-ci ayant été empêchée, comme on dit, par des affaires domestiques, de s'y trouver, le prince continua son voyage jusqu'à Berlin, sans s'embarrasser de la disgrâce du roi qu'il encouroit, et excusa sa témérité par son amour fraternel. La réconciliation eut lieu. . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

J'ai rapporté cette anecdote parce-qu'elle me paroît éminemment propre à caractériser le prince. Je puis assurer, foi d'honnête homme, qu'elle est vraie, et je n'aurois pas de peine à en rapporter beaucoup de pareilles, si je voulois arrêter long-temps le lecteur auprès d'un seul portrait.

A l'âge de trente-deux ans Frédéric II étoit en relation avec les meilleures têtes de son temps; les lettres qu'il leur écrivit, heureux fruits de ces liaisons intéressantes, font les délices de notre siècle, et feront, dans un bien plus haut degré encore, ceux des siècles futurs. Quels étoient, à cet âge, les amis du prince Louis? Un Doussee, un Himmel, un ....., qui, outre leur talent pour la musique, n'ont aucune qualité estimable, qui ne se trouvoient point offensés, s'il les recevoit en chemise, et qui en buvant, ou plutôt en s'enivrant de son champagne, se sentoient dédommagés des mauvais traitemens qu'il leur faisoit essuyer de temps à autres. La vie du prince n'avoit aucun côté édifiant; on

y trouvoit tout ce qu'il faut éviter, et rien de ce qu'on doit suivre ; ses revenus, quoique très-considérables, ne lui suffisant point, il avoit créé tant de dettes, que le paiement en étoit presque devenu impossible. On lui fait, ce me semble, un trop grand mérite de sa libéralité. Un prince, à moins que son caractère ne le porte à thésauriser, ne peut attacher de prix à l'argent, parce qu'il n'est point appelé à en gagner, mais uniquement à en jouir et à en dépenser.

Les trois derniers mois de l'an 1805 furent sans doute une époque bien cruelle pour le prince Louis ; attendant avec une impatience sans égale le signal de la guerre, l'ordre de retourner dut être pour lui un coup de foudre. Cette époque acheva d'en faire un Catilina, si l'on peut appeler ainsi un homme qui, se trouvant dans une situation désespérée, sacrifie à son intérêt particulier celui de la société entière. Il se rendit le point d'appui des frondeurs et des mécontens, qui n'étoient que trop nombreux alors ; et, non content

de se déchaîner contre le roi dans ses entretiens particuliers avec eux, il lui faisoit encore publiquement, sous toutes sortes de formes, le reproche de lâcheté: comme s'il n'y avoit point de qualité plus essentielle pour un roi que la bravoure d'un cornette! Ce fut sans doute à son instigation que les officiers des gendarmes donnèrent une sérénade et crièrent *Vivat* au baron de Hardenberg, qui, comme on supposoit, avoit conseillé la guerre contre la France. Ce *Vivat* renfermoit pour le comte de Haugwitz, qui avoit dissuadé cette guerre, un *Pereat* bien manifeste, et qui n'auroit pas eu besoin d'être prononcé; mais le prince, entraîné par une passion montée au comble et qui lui avoit fait perdre le dernier reste de raison, foulant aux pieds et sa propre dignité et l'opinion publique, alla, comme un polisson, casser les vîtres au comte de Haugwitz. On ne fut pas long-temps à connoître l'auteur de cet attentat, aussi ridicule que punissable contre l'ordre et contre le repos publics; mais les choses en étoient au

point que, pour ne point faire de découvertes, on négligeoit de faire des perquisitions, et qu'on laissoit insulter l'autorité royale pour ne point être forcé à des mesures rigoureuses.

Plus le délire du prince augmentoit, plus on voyoit augmenter autour de lui le nombre de ses partisans, parmi lesquels on distinguoit même des savans de réputation. Je reviendrai dans la suite sur ces messieurs, principalement sur l'un d'eux, fameux pendant long-temps par sa haine contre Napoléon, prodige d'une érudition indigeste, tandis qu'il passoit pour un prodige de lumières, et l'oracle de tous ceux qui se laissoient éblouir par sa réputation. Je me contente dans ce moment de rapporter une anecdote qui me paroît digne de passer à la postérité; car elle prouve l'anarchie qui régnoit en Prusse peu avant la dernière guerre, et elle montre que ceux-mêmes qui auroient dû être les plus fermes soutiens de l'état en étoient devenus les ennemis.

En 1806, vers la mi-août, si je ne me

trompe, le comte d'Antraigues alla de Dresde à Berlin. Qui ne connoît le comte d'Antraigues, cet ennemi juré de la France et surtout de Napoléon; qui a parcouru toute l'Europe pour tramer des conspirations contre sa patrie, et contre le gouvernement de la France ? En Prusse il s'étoit surtout fait connoître par son fragment du dix-huitième livre de Polybe, qui avoit fait grande sensation. Le gouvernement de Prusse, contre lequel il s'étoit permis des invectives diffamatoires, auroit dû, malgré son caractère diplomatique, lui interdire tout séjour à Berlin ; il l'auroit dû même au mois d'août, lorsque la guerre contre la France étoit déjà résolue : mais, pour ne point porter atteinte aux relations qu'on soutenoit avec la Russie, on aima mieux faire semblant d'ignorer l'arrivée du comte d'Antraigues. Le comte n'eut rien de plus pressé à faire que d'aller voir le prince Louis ; celui-ci l'invita pour le lendemain ; Frédéric Ancillon, ministre de culte réformé et professeur d'histoire, et M. Jean de Muller, historiographe, furent

de la partie. On parla beaucoup pour et contre la probabilité de la guerre, désirée par tous, parce qu'aucun d'eux n'avoit assez de perspicacité pour en calculer l'événement. Le principal obstacle qui s'y opposoit, ils s'accordoient tous à le trouver dans le caractère du roi, que les uns étoient assez modérés pour appeler pacifique, et que d'autres, plus furieux, nommoient lâche. Tout à coup le prince Louis, fatigué d'une discussion trop longue, se lève brusquement de son siége, et s'écrie : Si ce ..... continue à se déshonorer, il ne faut pas qu'il vive plus long-temps ! Le comte d'Antraigues et Jean de Muller gardèrent le silence à cette sortie criminelle, comme si elle n'eût rien contenu qu'ils ne dussent approuver. Ancillon seul en fut révolté; il déclara nettement au prince qu'il ne resteroit pas dans une société où l'on se permettoit des propos pareils, et sortit de chez le prince, ne commençant peut-être qu'alors à sentir jusqu'où alloit la dépravation de ses principes.

Le roi de Prusse résolut la guerre : pendant assez long-temps, la destination du prince resta indécise; car on ne mettoit en lui que très-peu de confiance, quoiqu'il s'imaginât en mériter beaucoup. Il étoit furieux de ne point voir son ambition satisfaite à son gré *. Ce fut le prince de Hohenlohe qui le mit à la tête de l'avant-garde. Comme on lui en faisoit des reproches, il répondit naïvement qu'il n'avoit pu qu'à cette condition obtenir lui-même l'honneur de commander une armée. Il est certain que, par son caractère, le prince étoit plus propre au commandement du corps de réserve, où souvent, pour tout sauver, il faut hasarder tout.

Quel qu'ait été l'objet de l'entretien qu'il eut, le 7 octobre, avec le prince de Hohenlohe, il est sûr que depuis ce jour-là il fut d'accord avec lui-même sur la nécessité de sa mort. Il la hâta par sa bravoure qu'il eut le défaut d'estimer plus que toute autre qualité, ignorant qu'un général qui commande ne doit point travailler

* Voyez *Bericht eines Augenzeugen.*

des bras, mais de la tête. Sa mort a paru belle à beaucoup de personnes; pour moi, je n'y vois que la mort désespérée d'un égoïste, très-différente de celle d'un Codrus, d'un Curtius ou d'un Caton.

Supposé que le 10 octobre eût donné un résultat différent; supposé que le 14 n'eût point été un jour de défaite pour les Prussiens; supposé même qu'ils eussent repoussé les François derrière le Rhin : qu'en seroit-il arrivé pour la branche régnante de la maison de Brandebourg ? Tant de bonheur, j'en suis sûr, auroit préparé sa chute. Les princes de la maison Ferdinand auroient dépouillé tout respect pour les lois; ils auroient mis, sur le compte de leur bravoure, les succès des armes prussiennes : descendans dégénérés de ces anciens Germains qui se faisoient une religion inviolable de respecter, de défendre leur roi, et d'attribuer à sa gloire ce qu'ils avoient eux-mêmes fait d'éclatant *, la guerre traînant nécessaire-

* Jam vero *infame* in omnem vitam ac *probrosum*, superstitem principi suo ex acie recessisse; illum defendere,

ment en longueur dans la supposition que nous avons faite, Frédéric Guillaume III, étant moins propre à lutter avec la bonne qu'avec la mauvaise fortune, le prince Louis Ferdinand montoit sur le trône de Prusse. Et quel eût été le sort de cette monarchie, gouvernée par le ...., S .....? Auroit-on oublié .....? Lui-même, auroit-il renoncé à ses goûts favoris, réprimé sa fougue, remplacé tous ses défauts par la gravité, la sagesse, l'activité, la tempérance de Frédéric II? Et comment l'auroit-il pu, lui, qui ne savoit vivre que dans l'exaltation? Ce n'est ici qu'une hypothèse, je le sais; mais j'invite les partisans du prince Louis, dont le nombre est toujours assez considérable, à réfléchir sur cette hypothèse. Souvent il y a beaucoup de vrai dans les songes, il ne faut que le don de les analyser.

Voici le détail des circonstances de sa mort, d'après les relations les plus authen-

tueri, *sua* quoque fortia facta gloriæ *ejus* assignare, *præcipuum sacramentum* est. TACITUS de moribus Germ. cap. XIV.

tiques que nous avons pu recueillir. Persuadé qu'il n'y avoit de salut que dans une offensive vigoureuse, le prince ne comprenoit pas que ce système n'étoit plus, et ne pouvoit plus être celui de la Prusse. Il brûloit de combattre lorsque le 9 d'octobre, vers le soir, le colonel de Rabenau lui fit annoncer que l'ennemi avoit débusqué les chasseurs prussiens de Hoheneiche, qu'il avançoit sur la route de Graeffenthal, et qu'il paroissoit avoir l'intention d'attaquer vigoureusement le lendemain matin les postes de Saalfeld. Le prince résolut de les défendre; car il croyoit que l'ennemi porteroit ses forces principales contre l'aile gauche des Prussiens, et que, cherchant moins à repousser qu'à tourner ces postes, il ne feroit sur eux qu'une fausse attaque; il étoit persuadé d'ailleurs qu'un mouvement rétrograde de sa part pouvoit faire échouer le dessein qu'il supposoit au prince de Hohenlohe d'avancer du côté gauche; et il croyoit qu'il n'y avoit point, pour aller à Neustadt et à Triptis, de meilleure route que par Saalfeld. Il donna donc ordre à ses troupes, as-

sez dispersées jusqu'alors, de se réunir sur le terrain entre Rudolstadt et Schwarza. Cependant il n'envoya point au quartier-général du prince de Hohenlohe annoncer la résolution où il étoit de défendre les postes de Saalfeld : faute inexcusable que lui fit commettre, ou la crainte qu'on ne fût d'un avis contraire, ou ce désir de se distinguer qui lui inspira trop de confiance en lui-même. Du reste ses dispositions furent telles qu'elles devoient être. Il chargea le général de Schimmelfennig de rester près de Pœsneck avec cinq escadrons de son régiment, pour couvrir le flanc gauche du corps : pour couvrir le flanc droit, le général Pellet reçut ordre de se poster à Blankenbourg avec son bataillon de fusiliers, avec trois escadrons de hussards saxons et avec la moitié de l'artillerie à cheval de Gause.

Le 10 octobre, de grand matin, le prince monta à cheval et se rendit à Saalfeld, pour diriger lui-même la défense de ce poste important. Le capitaine de Valentini, qui l'y avoit précédé, avoit trouvé que tout étoit disposé suivant les ordres du

prince. Néanmoins celui-ci, pour donner plus de renfort à l'artillerie; fit avancer encore quatre bataillons saxons des régimens de l'électeur et du prince Xavier, et quatre escadrons de hussards saxons. A neuf heures du matin les François sortirent du débouché de Græffenthal et repoussèrent les chasseurs prussiens; aussitôt le prince se rendit au poste avancé devant la ville; et, croyant que le flanc gauche de ce poste manquoit de cavalerie, il ordonna aux hussards saxons, qui venoient d'arriver, de traverser Saalfeld et de se ranger devant la ville. Il fit reculer les postes aventurés des chasseurs, *afin d'enhardir l'ennemi* (ce sont ses propres termes); et afin de lui préparer une déroute plus certaine encore, il plaça en embuscade deux pièces de canon de la demi-batterie de Gause.

Protégée par les hussards et par les tirailleurs répandus devant le défilé, l'infanterie françoise en déboucha. La batterie de Riemann commença le feu, et les François faisant aussi avancer leur artillerie,

on se battit assez chaudement sur ce point. On dit que pendant cette crise quelques adjudans du prince furent d'avis, ou de donner une prompte attaque, afin de repousser l'ennemi dans le défilé, ou de renoncer tout à fait à ce projet de défense mal concerté. Mais le prince, qui ne pénétroit point encore les desseins de l'ennemi, voulut lui donner le temps de les manifester davantage. Ce ne fut que lorsque les hussards saxons eurent souffert considérablement de l'artillerie françoise, qu'il consentit à leur faire repasser la ville, en ordonnant qu'ils se rangeassent en colonne devant la porte opposée. En même temps on sauva le magasin de Saalfeld; et le prince, voyant bien maintenant qu'il n'y avoit point de temps à perdre, envoya une ordonnance annoncer au duc de Brunswick et au prince de Hohenlohe qu'il en étoit aux mains avec l'ennemi : nouvelle qui arriva beaucoup trop tard.

Cependant les François, rangés en colonne, marchoient sur les hauteurs de la rive gauche de la Saale, et déjà leurs ti-

railleurs s'avançoient jusqu'au pied de ces collines. Craignant d'être tourné, le prince renforça le flanc droit du bataillon de Rabenau par quatre bataillons saxons qui se rangèrent vis-à-vis de l'ennemi. Pour protéger le flanc droit de son corps, il fit avancer le général Bevilacqua jusque sur la hauteur entre Gobra et Unterwirbach avec trois bataillons d'infanterie, trois escadrons de hussards et la batterie Hoyer. Le bataillon Muffling, quoique restant à Schwarza, reçut ordre d'envoyer par un peloton ses canons de régiment, et d'occuper le pont de la Saale près de Rudolstadt. Il fut enjoint au général Pellet, posté près de Blankenbourg, de faire avancer de fortes patrouilles sur tous les chemins conduisant à Græffenthal et à Hohenéiche, et d'entretenir communication avec le bataillon Muffling près de Schwarza et avec le général Bevilacqua. Après avoir pourvu ainsi à la sûreté de ses deux flancs, le prince résolut de tenir ferme dans sa position, jusqu'à ce que l'ennemi eût manifesté davantage ses desseins.

Ils ne restèrent plus long-temps incertains. Le feu des tirailleurs françois éclaircissant beaucoup la cavalerie saxonne de l'aile droite, le prince, pour le faire taire, ordonna une attaque *légère* sur cette colonne françoise qui sur la hauteur opposée se dirigeoit toujours à gauche. Pour cet effet il commanda aux hussards saxons, rangés de l'autre côté de la ville, de se réunir aux trois escadrons Schimmelfennig et d'avancer en échelons contre l'ennemi, précédés par quatre bataillons saxons. Les François répondirent à cette attaque par un feu redoublé des tirailleurs; tandis que leur colonne, sans se troubler, avançoit sur la gauche; et si elle sembloit quelquefois se replier vers la montagne, elle ne faisoit que renforcer ses têtes, pour menacer d'autant plus sérieusement l'aile droite des Prussiens. Aussitôt que le prince s'en fut aperçu, il fit cesser l'attaque, mesure d'autant plus nécessaire que tous les régimens saxons ne faisoient pas leur devoir aussi bien celui de l'électeur. Les François ne suivirent que de loin le front

du corps qui se retiroit. Ils inquiétèrent l'aile droite des Prussiens par des tirailleurs, qui leur tuèrent beaucoup de monde et qui pénétrèrent jusqu'à Gobra. Les tirailleurs et une compagnie du régiment Muffling ne suffisant point pour les en débusquer, le régiment de l'électeur fut commandé pour cet effet, et réussit à les chasser à coups de baïonnette.

En attendant, le prince se disposoit à une retraite en forme. Un bataillon du régiment de l'électeur tint le village d'où les tirailleurs venoient d'être chassés; les autres bataillons saxons se retirèrent, en couvrant leur aile gauche de la Saale; le général Bevilacqua resta à sa place afin de protéger l'aile droite de la retraite. Pour commander lui-même la retraite de l'artillerie et des fusiliers, le prince traversoit au grand galop les rues de Saalfeld, lorsqu'il rencontra les chasseurs et les fusiliers qui, venant d'être mis en fuite, avoient à peine eu le temps de barricader les portes devant l'ennemi. Le prince les posta au débouché du chemin creux qui conduit à la

ville, et les quitta pour ordonner, que l'artillerie, escortée par les bataillons de Rabenau et de Rohle, fût transportée à Gobra. A cette occasion il s'arrêta beaucoup plus long-temps qu'il n'auroit fallu auprès d'un canon dont l'essieu étoit cassé, et qu'il persistoit à vouloir sauver malgré cela. Il exposa le tout, pour sauver une partie (et encore quelle partie!) de ce tout, parce qu'on se fait un point d'honneur de ne point laisser tomber de canon entre les mains de l'ennemi. Tout ce qu'on peut dire pour l'excuser, c'est que le péril ne paroissoit point encore aussi pressant alors, qu'il le devint bientôt après.

Vers les trois heures de l'après-midi la batterie se mit en marche vers Gobra; elle passoit le défilé en deçà de Saalfeld, exposée à une grêle de boulets de canon et de grenades que les François faisoient pleuvoir sur elle; lorsque d'un ravin entre Gobra et Birkenhain débouchа une colonne de cavalerie françoise, qui se rangea dans la longueur d'un régiment, sur deux rangs de profondeur. C'étoient des hus-

sards bleus et rouges. Le prince ne les eut pas plutôt aperçus, qu'il se disposa à les charger avec ses hussards. Deux pièces de la batterie à cheval de Gause, qui se trouvoient près de là, furent destinées à donner plus de vigueur à cette attaque. Malheureusement le bas-officier qui les commandoit, avoit tellement perdu la tête, que par les plus fortes instances on ne put ni obtenir de lui qu'il avançât, ni l'engager à faire feu; tandis qu'on en étoit encore à marchander avec lui, la cavalerie françoise chargea le premier bataillon du régiment de l'électeur. Quelque violent que fût le choc, les Saxons le soutinrent de sang froid, et finirent par le repousser. Dans ce moment le prince mena les hussards saxons et prussiens contre l'ennemi. Cette attaque ne pouvoit manquer de réussir, si elle eût été faite avec prudence et avec ordre. Mais, loin de là, quelques escadrons isolés, devançant les autres, se précipitèrent sur les François; repoussés par un ennemi plus nombreux, ils entraînèrent dans leur fuite ceux qui les suivoient. Il en résulta un tel

désordre, que les François confondus avec les Prussiens, passant à côté de Gobra, les chassèrent jusqu'à Schwarza.

Le prince, voyant que la victoire se déclaroit pour les François, soit qu'il n'ait point voulu survivre à la défaite de son corps, soit qu'il eût depuis long-temps résolu de mourir (supposition rendue vraisemblable, et par sa situation entière et par la tristesse avec laquelle il avoit pris congé de ses amis); soit enfin qu'il pensât, par un dévouement généreux, rallier ses hussards en déroute; le prince, dis-je, s'arrêtant jusqu'à ce qu'il fût entraîné par la mêlée, se vit bientôt environné de hussards françois : il refusa avec mépris d'accepter, de la main des vainqueurs, le don de la vie qu'ils lui offrirent. Aussitôt une balle de pistolet lui passe la poitrine; il tombe à la renverse de son cheval et les ennemis se jettent sur son corps avec des cris de joie : les amis fidèles qui l'environnoient saisirent ce moment pour se sauver.

Enterré dans l'église de Saalfeld, ses

cendres reposent à côté de ceux d'un vaillant prince de Saxe-Cobourg, mort au service d'Autriche dans la guerre contre les Turcs. Par ordre de la duchesse de Cobourg, une couronne de laurier fut placée sur son front. Beaucoup de personnes coupèrent des boucles de ses cheveux, tristes souvenirs d'un jeune prince dont on admiroit la mort parce qu'on n'avoit point connu sa vie.

Ainsi mourut un prince doué des plus belles qualités qui, si la nature l'eût destiné au trône, en auroit *peut-être* fait l'ornement; mais, héritier d'un prince puîné, resserré dans une sphère trop étroite, il fut victime de l'excès d'une force disproportionnée à l'activité qui lui étoit permise. Il ne pouvoit se sauver qu'en se réfugiant dans les régions de l'art et de la science: lui-même paroît l'avoir senti; car il prit plusieurs fois l'essor pour s'y élever; mais, gâté par sa première éducation, il manqua d'haleine pour y parvenir. Avant qu'on n'ait découvert les véritables principes de l'éducation des rois, ceux de l'éducation

des princes puînés resteront un mystère, et l'on ne pourra former de ces princes que des voluptueux ou des rebelles.

Dans l'histoire entière, je n'ai point trouvé de prince qui ait une ressemblance plus frappante avec le prince Louis, que Nicéphore Diogène, dont la fameuse Anne Comnène, dans l'histoire de son père, nous décrit d'une manière si intéressante la vie et les malheurs. Le sort du prince Louis ne pouvoit être précisément le même; mais comme la catastrophe en devoit nécessairement être tragique, supposons qu'il eût perdu les yeux comme Nicéphore Diogène : guéri par ce malheur de toute ambition militaire, n'auroit-il pas peut-être, comme ce prince, au lieu de ce monde extérieur, où il se trouvoit si fort à l'étroit, créé au-dedans de lui-même un monde intérieur et infini?

V.

Levin de Geusau, lieutenant général et chef de l'état-major.

Je conseillerai la guerre, disoit l'Athénien Phocion, dès que je verrai les vieux généraux capables de commander, les jeunes officiers sachant obéir, les riches prêts à sacrifier leurs biens, et les pauvres disposés à prêter leurs bras pour la défense de la patrie. Voilà ce qu'on pouvoit dire aussi lorsque la Prusse entreprit la guerre contre la France ; voilà ce que tous les Prussiens clairvoyans ont sans doute répété bien des fois.

Le lieutenant général de Geusau étoit âgé de soixante-onze ans, au commencement de la guerre contre la France. Il étoit alors chef du génie et chef de l'état-major : la première de ces charges étoit aussi difficile qu'importante ; dans la seconde, ses fonctions consistoient dans un détail très-compliqué

et très-pénible; elles auroient pu être simplifiées, si le projet d'une réforme de l'état-major, présenté en 1802, eût été adopté. Et pourquoi ne le fut-il point? C'est que le général de Geusau préféroit des formes incommodes, mais dans lesquelles il avoit vieilli, à des formes plus aisées et plus simples, mais auxquelles il auroit fallu s'accoutumer. Ainsi, des volontés particulières ont toujours exercé des influences pernicieuses, et ne cesseront d'en exercer que lorsque les corps administratifs seront organisés d'après de meilleurs principes.

Le lieutenant général de Geusau fut un brave officier dans sa jeunesse: né en Thuringue, placé dans le régiment de Kreusen, il fit toute la guerre de sept ans. L'ardeur avec laquelle il y combattit pour la gloire de Frédéric, ne resta point sans récompense. La guerre finie, le roi l'admit dans sa suite, distinction qu'il méritoit par ses connoissances: ce fut alors qu'à Postdam il se voua avec Hertefeld, Knoblauch et plusieurs autres amis, à l'étude des sciences militaires; ils fournirent même

plusieurs articles de ce genre à la *Bibliothéque universelle allemande*, publiée alors par le libraire Nicolai; mais ils faisoient un mystère et de ces études et surtout de ce dernier travail; soit qu'ils craignissent la jalousie de Frédéric II, qui d'ailleurs n'aimoit pas que les idées militaires fussent portées devant le public; soit que, le libraire leur payant leurs morceaux, le métier d'auteur leur parût un métier qui dérogeoit à la noblesse. Cependant, Geusau négligea tout à fait le génie; car il étoit, malgré ses connoissances, de ces esprits peu vastes qui méprisent ce qu'ils ne peuvent embrasser.

Après la mort de Frédéric II, Frédéric Guillaume II lui donna la patente de colonel et d'adjudant-major de l'infanterie. Quoique ce poste lui assignât une sphère d'activité très-convenable, il s'en dégoûta pourtant à cause des relations où il se trouvoit avec Bischoffswerder, et demanda brusquement son congé, imprudence qui l'auroit mis dans de fâcheux embarras,

si Frédéric Guillaume II, mettant à part toute rancune, ne l'eût fait, en 1790, général-major et chef de l'état-major. Directeur du premier département du collége de guerre, il étoit chargé de tout ce qui concerne l'infanterie. En 1793, il fut encore nommé directeur du quatrième département du collége de guerre qui régla tout ce qui concerne le corps de génie et celui des mineurs. Dans cette même année, il reçut l'ordre de l'Aigle Rouge; l'année suivante, il remplaça le général de Grœben dans la direction du cinquième et du huitième départemens du même collége, et se démit alors de la direction du premier département. Comme chef du département militaire, du directoire général, et comme directeur des caisses de guerre, il eut séance dans le conseil d'état, mais sans avoir le titre de ministre. En 1796, Frédéric Guillaume II le fit lieutenant général : cédant alors le département militaire au général de Kannewurf, il resta chef de l'état-major et fut nommé inspecteur des

forteresses dans les états du roi de Prusse, postes qu'il remplissoit au commencement de la guerre contre la France.

Voilà l'histoire abrégée d'un homme auquel on avoit confié en partie le sort de la monarchie prussienne, en lui confiant les branches les plus importantes de l'administration militaire. S'il ne se faisoit point de changemens dans le monde, le général de Geusau seroit toujours resté au niveau de son poste ; mais il ne fut plus rien dès qu'on eut commencé en France à faire des innovations et des réformes à l'art de la guerre. L'âge, cet ennemi cruel des hommes sans génie, se conjura avec les circonstances et réduisit à un pur mécanisme toutes les opérations de son esprit : qu'on ajoute à cela que le général Geusau n'avoit jamais étudié les fortifications. Il est vrai qu'il faisoit faire tout le travail de ce genre par un nommé Hartmann ; mais malheureusement le représentant manquoit de génie tout comme le représenté ; et comme ils trouvèrent un antagoniste d'un esprit supérieur dans la

personne du général-major Lindner, cet antagonisme suffit pour rendre l'art des fortifications stationnaire en Prusse.

Puisque j'ai fait mention du général de Lindner, je ne puis m'empêcher d'en dire quelques mots pour le faire connoître davantage au public : Lindner étudia dans sa jeunesse en théologie, à l'université de Kœnigsberg; c'étoit pendant la guerre de sept ans. Les Russes y faisant chanter un *Te Deum*, il donna un soufflet à un professeur qui paroissoit s'en réjouir; chassé à cause de cela de l'université, il alla à Berlin et devint secrétaire du comte d'Anhalt, dans un temps où l'esprit de cet officier étoit encore dans toute sa vigueur. Initié par les occupations de ce poste dans les affaires militaires, il commença par dessiner des plans. Passant de là à l'étude de la fortification, il s'y voua avec tant de succès, qu'il fut placé dans le génie, où il passa pour un des officiers les plus habiles. Il a présenté d'excellens projets pour le perfectionnement des fortifications, mais qui malheureusement n'ont pas été adoptés,

parce que Geusau et Hartmann, ses antagonistes déclarés, leur refusoient leur approbation. C'est à cause de cette opposition insensée que les fortifications de Cosel n'ont point été achevées, quoique le roi eût déjà assigné les sommes nécessaires pour cet effet.

On imagine aisément l'influence que l'esprit borné de Geusau dut avoir sur les opérations de la dernière guerre. Si dès le commencement l'armée manqua de vivres et de munitions, c'est à lui qu'il faut l'imputer. La boulangerie étoit si mal montée, que le corps de Hohenlohe manquoit sans cesse de pain. Outre cela, on avoit fait de si mauvaises combinaisons, qu'un parc considérable d'artillerie avoit ordre de partir de Breslau, le lendemain de la bataille de Jéna. Une faute plus grave encore pour un ministre de la guerre (car c'est ce qu'il étoit, sinon par le titre, du moins par les fonctions), c'est qu'il avoit entièrement négligé les hôpitaux militaires. Livrés à la discrétion du vainqueur, les blessés et les mutilés, restés sur le

champ de bataille, à Jéna et à Auerstaedt, se sont sans doute trouvés dans une situation moins fâcheuse qu'ils ne l'auroient été si les Prussiens avoient gagné ces batailles.

Un chef essentiel d'accusation contre le général de Geusau, c'est encore l'état des forteresses dans la dernière guerre : elles étoient si mal approvisionnées, et les fortifications étoient tellement tombées en décadence, qu'il faut, sinon absoudre, du moins excuser ces commandans dont on s'est tant plu à exagérer la lâcheté. Magdebourg même, cette forteresse importante, étoit en si mauvais état, qu'il auroit fallu un Bayard pour la défendre long-temps. Peut-être le général Geusau sait-il répondre à toutes ces inculpations ; peut-être même sa vieillesse doit-elle suffire pour l'excuser. Mais en a-t-on moins raison de dire qu'il remplissoit très-mal son poste de chef de l'état-major et du corps du génie ; et que, par défaut d'activité et de lumières, il a été causé en partie de la chute de l'état et des mal-

heurs de ses habitans ? Qu'on ne dise pas qu'il ait été traître envers son roi et envers sa patrie ; ni lui ni aucun autre général de l'armée prussienne ne l'a été ; mais ce qu'on pourra dire avec vérité, c'est que son patriotisme stérile tenoit plus de l'égoïsme que de l'amour ; l'amour est toujours productif, c'est là son caractère, c'est même le caractère de toute vertu. Jusqu'à quand appellera-t-on vertu une probité purement négative, qui ne contient aucun germe d'activité ? Elle ressemble à la chasteté monacale, et doit, aussi peu que celle-ci, être honorée d'un si beau nom.

VI.

L'adjudant général de Kleist.

Le général Geusau n'étant pas, comme nous avons dit, au niveau de son poste de ministre de la guerre, il eût été nécessaire que l'adjudant général remplît d'autant mieux les fonctions du sien. Malheu-

reusement pour la Prusse, le colonel de Kleist avoit aussi peu de génie que d'étude. Dans sa charge importante, il ne se distingua que par son exactitude et par son amour pour le travail, sans être capable de conceptions étendues et sans savoir donner des impulsions rapides. En un mot, c'étoit moins un bon militaire qu'un bon chef d'un bureau militaire. Ce genre de mérite auroit pu, sous Frédéric II, rendre sa carrière aussi glorieuse qu'utile ; mais il ne suffisoit plus sous Frédéric Guillaume III. Sous un gouvernement pareil, la position du colonel Kleist a dû être quelquefois bien pénible ; un brave et digne homme comme lui, qui voit très-bien ce qu'il y a à faire ; comment ne souffriroit-il point, lorsqu'entraîné par la force des choses il fait justement le contraire et qu'il est obligé de se dire : *Meliora video proboque, deteriora sequor.* C'est un véritable tourment de porter en soi-même l'idée du bon et du vrai, lorsqu'on trouve dans sa propre foiblesse ou dans les circonstances des obstacles qui empêchent

de la réaliser. Dans le poste d'adjudant général (qu'il a quitté, à ce que j'ai appris), le colonel de Kleist n'a rien fait qui mérite de passer à la postérité. Je dois dire cependant, pour être impartial dans ces mémoires, que, par son bon sens naturel, M. de Kleist voyoit quelquefois plus loin que les prétendus politiques de Prusse. Je finirai par rapporter un trait qui le prouve.

La guerre contre la France étoit résolue; les préparatifs se faisoient de toute part; déjà même une partie de l'armée prussienne défiloit vers l'Elbe et la Saale, et cependant la mésintelligence entre la Prusse et la Suède subsistoit toujours. Le comte de Haugwitz ne se doutant point, à ce qu'il paroît, que, pour attaquer avec succès un ennemi, il n'en faut point avoir un autre derrière soi : dans une de ces conférences qui, dans l'été de 1806, se tinrent à Charlottembourg, le colonel de Kleist, s'adressant tout à coup au ministre de Haugwitz, lui dit : Où en sommes-nous avec la Suède? Cette question décon-

certa tellement le ministre des affaires étrangères, qu'il ne sut que répondre; et l'on pense bien que M. de Kleist y ajouta un raisonnement pour faire sentir encore mieux à ce parfait politique l'imprudence dont il se rendoit coupable. Cependant, les batailles de Jéna et de Auerstaedt étoient perdues, que les relations avec la Suède n'étoient point encore fixées; et le corps de Hohenlohe, poursuivi par les François sur la route de Stettin, dut craindre de se porter vers Stralsund.

VII.

Joachim Wichart de Mœllendorf, grand maréchal, gouverneur de Berlin, etc.

Pour être juste envers le vieux maréchal de Mœllendorf, commençons par dire qu'il désapprouvoit la guerre contre la France. Cette désapprobation est plus constatée que ne le sont les causes dont elle pouvoit résulte. Peut-être l'âge lui

tenoit-il lieu de sagesse ; on peut supposer, du moins, qu'à quatre-vingts ans on n'aime plus assez la guerre, pour lui sacrifier la jouissance tranquille des honneurs et des agrémens attachés à des postes élevés, et pour exposer, de gaîté de cœur, à ses hasards tout le fruit d'une longue carrière. Ce ne fut que lorsqu'il vit la guerre résolue, qu'il demanda d'en partager l'honneur et les périls. Cependant il paroît que son esprit étoit plus occupé de ces périls que de cet honneur, puisqu'il déclara, comme on dit, au roi, que tout ce qu'il désiroit, c'étoit de finir sa carrière en tombant aux yeux de son monarque.

Elevé et créé, pour ainsi dire, par Frédéric II, le maréchal de Mœllendorf est toujours resté ce que ce grand roi avoit fait de lui, et ne s'est jamais familiarisé avec les changemens arrivés dans l'art de la guerre. Il a livré des batailles et gagné des batailles ; mais ce fut à une époque où un génie éminent n'avoit point encore enchaîné la victoire aux drapeaux françois.

Il étoit en possession d'une ancienne gloire, qui se soutenoit d'elle-même, sans qu'on exigeât de lui de nouvelles preuves de ses talens militaires; et il devoit craindre d'être appelé à en donner, parce qu'un vieillard est peu capable de ces combinaisons rapides qui déconcertent celles de l'ennemi. Rester à Berlin, comme gouverneur de cette ville, c'étoit s'exposer à de grands embarras, au cas que les François y entrassent : car il n'est pas donné à tout le monde de se tirer d'affaires, en de pareilles occasions, avec autant de gloire que ce malheureux ministre général de Schoulenbourg.

Il y eut un temps où les destinées de l'Europe se trouvèrent entre les mains de Mœllendorf. Ce fut en 1794, lorsqu'après avoir chassé des Pays-Bas les Anglois, les Autrichiens et les Hollandois, les François ménaçoient la Hollande. On l'avertit alors que la conquête de ce pays seroit de la dernière importance pour la continuation de la guerre continentale; mais il étoit tellement étranger à tout ce qu'on

appelle politique, qu'il ne le sentit point, et il fut frustré de la gloire d'avoir décidé du sort de l'Europe. D'ailleurs, il étoit las de la guerre; et l'adjudant, dans lequel il mettoit le plus de confiance, avoit fait, avec de certains Juifs berlinois, des contrats qui ne permettoient point une prompte expédition en Hollande. Qu'elles sont petites quelquefois les causes dont l'influence incalculable décide du sort des nations!

Le croiroit-on jamais, qu'un maréchal de Prusse ait été assez mauvais politique, pour n'avoir pas la moindre idée des intérêts du continent de l'Europe? (Je n'ai pas besoin d'avertir, je crois, que je parle ici des intérêts de l'Europe dans le sens du système de l'équilibre politique, qui, en 1794, n'étoit point encore détruit, et auquel, sans en saisir l'esprit, on tenoit alors généralement). Mais ce qu'on s'imagineroit encore moins, c'est que l'adjudant de ce maréchal ait pu passer avec des Juifs des contrats qui n'auroient de validité que pour de certaines provinces, et

qui enfermoient l'armée dans les bornes de ces provinces! Qu'on suppose l'armée des Anglois et des Hollandois recevant un renfort considérable, commandée par un général expérimenté, livrant, sur les bords de la Meuse, une bataille qui forçât à la retraite les François commandés par Pichegru et Moreau, qui, certainement, n'étoient pas des hommes extraordinaires; qu'on suppose, en un mot, la conquête de la Hollande empêchée; qu'on se rappelle l'état où se trouvoit la France; qu'on songe que le directoire n'avoit pas la moindre garantie de son existence, et qu'on calcule la direction que les événemens auroient prise alors! Je prétends que de tous ceux que nous avons vus se succéder les uns aux autres en Europe, il n'en seroit arrivé aucun, et que l'état de cette partie du monde seroit tout à fait différent. Qui ne s'écriroit ici, pénétré d'un sentiment religieux: ô mon Dieu, que votre volonté se fasse d'ici à jamais!

Le maréchal de Mœllendorf n'étoit point destiné à marquer des bornes à la

révolution françoise, et à conserver l'ancien ordre social en Europe. En convenant que ce fut principalement la conquête de la Hollande qui affermit en France la convention nationale, et qui rendit plus décidée la tendance anti-féodale de la révolution : comment ne s'étonneroit-on point que la politique bornée d'un maréchal prussien de race noble, et la cupidité de quelques Juifs berlinois préparèrent cette révolution de l'ordre social en Europe, en vertu de laquelle il n'y aura bientôt plus ni nobles, ni Juifs!

Que l'homme sait rarement ce qu'il fait! Le maréchal de Mœllendorf, en se refusant à la conquête de la Hollande, auroit-il cru que ce péché d'omission entraîneroit après lui l'annulation des priviléges héréditaires? Et les fournisseurs juifs l'auroient-ils pensé alors, que les pratiques illicites de leur nation subiroient une réforme qui commenceroit en 1806 à Paris? La providence divine se servoit de ces foibles instrumens, et elle laissa le soin à la perspicacité de l'homme de chercher,

après plusieurs années révolues, la route qui l'avoit conduite au but.

La conjuration de Pichegru échoua dans l'été 1805 : la rive gauche du Rhin fut conquise en Italie ; et l'homme qui la conquit, en déclarant, peu d'années après, le véritable but de la révolution françoise, écrasa tout ce qui pouvoit encore songer à faire résistance.

J'ai rapporté plus haut que, le 14 d'octobre, le maréchal de Mœllendorf montra une précipitation de jeune homme, qui l'emporta sur le sage conseil du duc de Brunswick, et qui contribua beaucoup à l'issue malheureuse de la bataille. Les événemens de cette journée le forcèrent de se retirer à Erfurt ; il capitula dans cette place impossible à défendre, et, prisonnier de guerre sur sa parole d'honneur, il revint à Berlin, dans le même temps à peu près où Napoléon y fit sa glorieuse entrée. L'empereur honora la vieillesse du maréchal, il lui continua sa pension entière et l'admit à sa table et à ses concerts : seul exemple d'un général prussien

que les François aient jugé digne de leurs égards.

L'estime que le vainqueur paroissoit faire de lui, auroit augmenté celle de ses concitoyens, si dans la calamité publique il eût montré une âme moins étroite. Mais, quoiqu'il ait une fortune très-considérable, il refusa, avec tout l'égoïsme d'un privilégié, de partager les charges de la guerre, en logeant les militaires françois. Il alla même jusqu'à menacer le bureau des logemens, qui, ne le considérant plus comme gouverneur de Berlin, mais comme citoyen de cette ville, avoit assigné quelques officiers françois sur sa maison. Mais, ce qui est plus scandaleux encore pour un vieillard de quatre-vingts ans, c'est qu'il se soit vu forcé de protester publiquement contre l'accusation d'avoir accaparé des blés, ou du moins, d'avoir favorisé un trafic aussi odieux. Encore ne sait-on pas si cette protestation s'accordoit avec la vérité. Il se peut que, dans le temps où il la faisoit, il n'y avoit point de dépôts de blés dans ses terres; mais il est

hors de doute qu'il y en a eu autrefois, soit que le maréchal ne sentît point l'infamie de ce commerce, soit qu'en vertu de son poste, il se crût au-dessus de l'opinion. Mais ce qui acheva de détruire l'estime qu'on avoit pour lui, c'est que plusieurs officiers de son régiment assez braves, étant revenus du champ de bataille, blessés et estropiés, et se trouvant dans le plus grand besoin, il eut la barbarie de les abandonner à leur sort, sans leur prêter le moindre secours. Si l'avarice, c'est-à-dire, un amour sordide de l'argent, fut cause de cette dureté, qui faut-il plaindre davantage, de l'homme qui, à quatre-vingts ans, craint encore de mourir de faim; ou de la monarchie où un pareil homme a pu être maréchal et chevalier de tous les ordres? On a exagéré le mérite de Mœllendorf, ainsi que celui de tant d'autres généraux prussiens. C'étoit un excellent général de division, qui, lorsqu'il le falloit, payoit de sa personne, et donnoit l'exemple de la bravoure: mais il n'étoit rien que cela. La bataille de Kaiserslau-

tern, le titre principal de sa gloire, eut des suites si peu importantes; qu'il auroit mieux valu ne la livrer point du tout. Le temps réduit tout à sa véritable valeur, et Tacite dit avec raison : *Socordiam eorum irridere libet, qui* PRÆSENTI POTENTIA *credunt extingui posse etiam* SEQUENTIS ÆVI *memoriam.*

VIII.

Le lieutenant général Ernest Frédéric Guillaume Philippe de Ruchel.

A l'ouverture de la campagne, les papiers françois nommèrent ce général le Don-Quichotte de l'armée prussienne; après la conclusion de la paix, orné des trois épithètes de fanfaron, d'inepte et d'ingrat, son nom circule avec le *Moniteur* en Europe. Son sort n'est guère à envier; mais la bonne opinion qu'il a de lui-même en a sans doute depuis long-temps adouci pour lui l'amertume. En effet, des malheurs

pareils ne le sont que lorsqu'on les regarde comme tels ; et qu'est-ce qui empêcheroit le général de Ruchel de ne voir dans les qualifications qu'on lui donne, que le langage de l'envie ou de la haine ? En tout cas, il sera intéressant d'examiner s'il les mérite. Comme d'un côté il a été loué avec excès, et que de l'autre on le traite avec le dernier mépris, il est vraisemblable que la vérité se trouvera, comme d'ordinaire, au milieu.

Avant d'entrer en matière, qu'on me permette de remarquer que la mesure pour le mérite n'est pas toujours la même. Des services qu'un roi véritablement grand n'auroit peut-être pas même crus dignes d'être remarqués ou récompensés, peuvent passer pour des prodiges sous le règne de ses successeurs. *Regis ad exemplum totus componitur orbis.* Cependant rien de plus dangereux ! Si le roi n'est pas un grand homme, le talent subalterne, élevé aux premières places, prépare la décadence des états, et les conduit à pas rapides vers leur chûte. Presque tous les états de l'Eu-

rope se trouvent dans ce cas; parce qu'en vertu de leur constitution, ce sont les rois qui nomment aux dignités et décernent les récompenses. Peut-être l'avenir amènera-t-il une réforme dans un point aussi essentiel.

A la fin de ce chapitre, destiné à examiner le mérite du général de Ruchel, et à en séparer tout ce qu'on lui a prêté, le lecteur se verra en état de faire, sans peine, l'application de cette observation.

Né en 1754, à Zizenow, en Poméranie, ce fut dans le régiment d'infanterie de Stojentien, à Stendal, que Ruchel, âgé alors de 18 ans, commença sa carrière militaire. Il avoit été élevé dans l'école des cadets à Berlin : cet institut, très-peu propre maintenant à remplir son but, portoit en ce temps dans un bien plus haut degré encore l'empreinte de la barbarie féodale, et pouvoit tout au plus former de bons caporaux. Remplissant avec feu et avec exactitude les devoirs de son poste, le jeune Ruchel fit naître les plus belles espérances, et on trouva que ses talens méritoient d'être cul-

tivés. On l'envoya, avec quelques autres jeunes officiers de l'inspection du général Saldern, à Magdebourg, pour y étudier les sciences militaires, sous la direction d'un officier du corps de génie. J'ignore si cette instruction magdebourgeoise fut de nature à pouvoir en profiter ; toujours est-il sûr que la tête de Ruchel n'est rien moins que philosophique ; que sa vivacité le fait aller par sauts et par bonds, et le rend incapable de suivre à pas lents la marche mesurée de la science. De retour de Magdebourg, il fut fait adjudant de son régiment, et bientôt après, dans la guerre de Bavière, adjudant du général de Knobelsdorf. Dans cette qualité, il se trouva aux affaires de Groumbach et de Gabel, dont la dernière étoit de conséquence. Après la paix de Teschen, il s'occupa de l'instruction de quelques jeunes officiers de son régiment. En 1781, Frédéric II le fit venir à Postdam, et eut une assez courte conversation avec lui, à la suite de laquelle il le fit capitaine et lieutenant de l'état-major. Ce poste lui faisoit un devoir de l'étude

des fortifications ; on ne sait s'il s'y appliqua avec succès, les analogies en feroient douter. L'énergie du caractère fut toujours le beau côté de Ruchel. Il montroit dans toutes les occasions une assurance d'autant plus propre à gagner les esprits, qu'on étoit bien loin, il y a vingt ans, de réfléchir sur les qualités d'un bon militaire, dont on n'exigeoit à peu près que les qualités d'un caporal. Tel étoit le préjugé en faveur des vues militaires de Ruchel, qu'après la mort de Frédéric II, Frédéric Guillaume II lui confia la branche la plus délicate de l'organisation militaire, la réforme des écoles militaires. Les changemens qui y furent opérés depuis 1789, sont son ouvrage; on lui doit sans contredit tout ce qui en est résulté de bon. Mais, en appréciant ces améliorations, qu'on n'oublie pas que ces écoles n'étoient ouvertes qu'aux nobles, et qu'on permit aux élèves de passer dans les régimens dès l'âge de treize ou quatorze ans, abus qui devoit leur faire perdre le goût de l'étude.

Encore occupé de cet objet, Ruchel fut

en 1790, envoyé en Sélésie pour y mettre sur pied les régimens de cette province qui devoient se rassembler en deux corps près de Neisse et de Glatz, sous le général de Dalwig et le comte d'Anhalt. On sait que le congrès de Reichenbach fit changer de système au cabinet de Prusse; mais Ruchel fut richement récompensé de ses soins; après le retour du roi, en 1791, sa pension fut augmentée et il fut fait adjudant-major. Dans cette qualité, il accompagna l'année suivante Frédéric Guillaume II, d'abord à Anspach, et puis à Mayence, où le roi eut une entrevue avec l'empereur d'Allemagne. La Prusse déclara la guerre à la France. Après s'être trouvé à la suite du roi au siége de Longwy, Ruchel se rendit comme envoyé militaire auprès du landgrave de Hesse-Cassel, et l'accompagna dans les combats que les Hessois livrèrent près de Clermont et de Verdun. Cependant Custine menaçoit de Mayence non-seulement Coblentz, mais encore Ehrenbreitstein. Pour sauver ces deux places, il falloit un officier résolu; le choix de Frédéric Guillaume II tomba sur

le major de Ruchel, qui, au moyen des marches forcées qu'il fit, remplit pleinement le but de son expédition ; dans le même temps la position que les troupes hessoises prirent entre le Rhin et la Moselle, arrêta les opérations de Custine. Pour récompenser Ruchel de son activité, le roi le fit lieutenant colonel, sans égard à la loi de l'ancienneté, et le landgrave le décora de l'ordre militaire de Hesse. Custine, déjoué dans ses plans, se jeta sur Francfort, qu'il prit sans trouver de résistance. Mais comme de là il menaçoit Hanau et Giessen, il falloit des mesures vigoureuses pour le repousser derrière le Rhin. Les troupes de Darmstadt se réunirent donc avec celles de Cassel, pour arrêter l'ennemi jusqu'à ce que l'aile gauche de l'armée prussienne, commandée par le lieutenant général de Kalkreuth, fût arrivée. Le défaut de vivres dans les montagnes de la Lahn, et la crainte de périr de faim, inspirèrent une entreprise hardie : on résolut de prendre Francfort d'assaut. Les braves Hessois, commandés par le général

de Biesenrodt, s'en rendirent maîtres. Ruchel, qui avoit eu part au plan et qui s'étoit distingué dans l'exécution, fut, par une anti-date mise à sa patente, approché de très-près du grade de colonel.

Dès ce moment on crut qu'il égaleroit un jour les plus grands généraux. Dans la guerre de sept ans, ce qu'il avoit fait n'auroit point paru extraordinaire; mais il faut remarquer que, depuis ce temps-là, la mesure du mérite s'étoit considérablement rétrécie, et surtout, que les nouveaux principes de l'art de la guerre n'avoient point encore été inventés. Ce fut au commencement de l'an 1795 que Ruchel avança au grade de colonel. Il fut chargé de plusieurs missions auprès de quelques princes d'Allemagne, et se trouva aux affaires de Weiler et d'Alsheim. Les François, pour détruire le train d'artillerie à Russelsheim, manœuvroient vers le coude du Mein; Ruchel aida le major général de Rœder à les chasser d'une île du Rhin. Nommé commandant de Goustavsbourg, il défendit cette place contre toutes les attaques

des ennemis. Mayence fut pris, il ne s'agit point ici d'examiner de quelle manière. Immédiatement après, Ruchel devint général-major; le roi lui confia une brigade. Au blocus de Landau, il commanda l'aile droite; le général de Wegner étant resté sur la place à Ensheim, le roi donna son régiment au major-général de Ruchel. Cet avancement rapide prouve assez la haute idée que Frédéric Guillaume II avoit de la capacité de son général. La retraite de Wurmser fut suivie de la levée du blocus de Landau. Le corps de Ruchel forma l'arrière-garde de l'armée prussienne jusqu'à Frankenthal. Les François, qui y attaquèrent les Prussiens, furent repoussés. Ce succès, qu'on devoit principalement à sa bravoure, lui valut l'ordre de l'Aigle Rouge que le roi lui accorda de la manière la plus flatteuse. Tant d'honneurs accumulés sur sa tête, avant qu'il eût atteint l'âge de quarante ans, tandis que du reste la loi de l'ancienneté étoit observée avec une exactitude ridicule, devoient engager le public à supposer un mérite éminent au général

de Ruchel, ou du moins à souhaiter qu'il en fût doué. Nous verrons dans la suite de cette esquisse, que les grâces de Frédéric Guillaume II n'eurent d'autre effet que d'enfler la vanité du général Ruchel, et que ce prince prépara par là de cruels embarras à son successeur.

A l'affaire de Kreuznach, après avoir eu la bride emportée par un coup de balle, il risqua d'être fait prisonnier. A celle de Kaiserslautern, ce fut lui qui chargea le centre des François. Au combat de Martinshœhe il se distingua en menant contre l'ennemi, la canne en main, au lieu d'épée, deux escadrons des dragons du prince Louis de Prusse. Il jouit depuis ce temps-là de la réputation la plus brillante, et il faut avouer qu'il n'y auroit eu rien de plus juste que les éloges qu'on lui accordoit, s'ils eussent été plus modérés. Il étoit en effet excellent général de division; mais il étoit bien loin de posséder, comme on croyoit, les qualités d'un bon général en chef. Pour lui, la faveur du roi, qu'il prenoit pour unique mesure de son mérite, le rendit

fier et présomptueux, au lieu de le rendre modeste et affable. L'exemple qu'il donna fut très-pernicieux à l'armée prussienne, parce qu'il confirma les esprits dans l'ancien préjugé chevaleresque, que la bravoure est la qualité principale de l'officier, et que l'étude et l'instruction, si nécessaires aujourd'hui dans cet état, sont des accessoires inutiles. Il assuroit, à ce qu'on prétend, qu'avec une armée de quarante mille hommes, il se rendroit maître de la France. S'il est vrai qu'il l'ait dit, ce trait, quelqu'honorable qu'il soit pour son courage, ne dépose pas en faveur de son jugement.

Pendant l'hiver de l'an 1795 le général-major de Ruchel occupoit les îles près de Mayence; au printemps de cette année, il suivit l'armée en Westphalie. La paix de Bâle (le 5 avril 1795) mit fin à la guerre mal concertée que la Prusse faisoit à la France. Ruchel ramena son régiment à Anclam, où il étoit en garnison, et fut placé l'année suivante à Stettin. Le roi, pour le récompenser des services qu'il

avoit rendus dans les campagnes du Rhin, lui donna dans la Prusse méridionale des terres considérables qu'il vendit. Cependant la bonne opinion qu'on avoit de ses talens militaires, lui valut des avantages plus grands encore; elle le fit avancer rapidement au grade de lieutenant général, et lui assura la confiance que les rois de Prusse lui témoignèrent successivement. Le décès de Frédéric Guillaume II ne lui fit point de tort; le jeune roi renchérit encore sur l'estime que son père avoit faite de ce général, qui, de son côté, par cet air capable qu'il savoit se donner, ne contribua pas peu à se maintenir dans la considération qu'il s'étoit acquise.

Ruchel aimoit la guerre. Comment ne l'auroit-il point aimée, puisqu'il lui devoit tout? Si la guerre étoit salutaire à l'état, ou non, c'étoit-là une question dont il ne s'embarrassoit point. Sa manière de penser étoit celle d'un noble, pour lequel l'honneur est le seul objet important, et qui est persuadé que, pour l'acquérir, il n'y a d'autre moyen que la bravoure. Le

trait que je vais rapporter, de notre général, le peint au naturel. Dans une conversation qu'il eut avec le colonel de Massenbach et qui rouloit sur l'empereur Napoléon, Massenbach, qui, il faut en convenir, est libre des préjugés de sa caste, parloit avec admiration du génie de l'empereur des François. Ruchel, qui d'abord l'avoit écouté tranquillement, perdit bientôt patience; et, sans songer au ridicule dont il alloit se couvrir vis-à-vis d'un homme raisonnable, l'interrompit en disant: Allez, allez, mon ami, vous n'y songez-pas. J'étois moi général-major et chevalier de l'Aigle Rouge, lorsque Napoléon n'étoit encore que lieutenant d'artillerie. Il ne se doutoit nullement, comme on voit, que le génie occupe un rang infiniment élevé au-dessus de celui de général-major, et qu'il est, pour celui qui le possède, une distinction bien plus brillante que l'Aigle Rouge; et il croyoit effectivement être au-dessus de l'empereur Napoléon, parce que dans un temps où celui-ci ne s'étoit point encore fait connoître, il avoit déjà obte-

nu des dignités et des honneurs. Ruchel a beaucoup de naïveté dans le caractère, comme ce trait le prouve; qu'on y ajoute encore, que l'homme et le général jouent en lui des rôles tout à fait différens. Sa présomption le rend très-souvent offensant; lui fait-on sentir son tort d'une manière convenable, il s'attendrit si facilement que les larmes lui en viennent aux yeux. Voilà pourquoi tous ceux qui l'approchent, le trouvent non-seulement foncièrement bon, mais encore tout à fait aimable. Il faut savoir encore, qu'à ses yeux, la libéralité est une des qualités les plus honorables à un brave, et qu'il est par conséquent libéral tant qu'il peut.

Il ne pouvoit, sans tomber en contradiction avec lui-même, être l'ami de Napoléon; incapable et d'apprécier le génie de l'empereur des François, et de saisir la différence entre l'armée françoise et l'armée prussienne, il ne voyoit, je crois, dans Napoléon que le rival de sa gloire; et il confondoit les François d'aujourd'hui avec les François du temps de Custine, ou

même de celui de Richelieu et de Soubise. Il fut confirmé dans ces idées, non-seulement par ses amis, mais encore par des auteurs : témoin Jules de Voſs, qui dans une de ses brochures (*) exprima le désir de le voir aux prises avec Napoléon. Il sentoit bien lui-même cependant que, s'il devoit sortir victorieux d'un combat pareil, ce ne pourroit être que par sa bravoure. L'anecdote suivante le prouve assez: Après la bataille d'Ulm, dans l'hiver 1805 les Russes avoient été repoussés et poursuivis jusqu'en Moravie. La Prusse s'étoit engagée sous certaines conditions à prendre part à la guerre contre la France. Dans des conjonctures aussi importantes, le duc de Brunswick tint une conférence près de Postdam, à laquelle, outre plusieurs officiers de l'état-major, assistèrent le général de Ruchel, et le colonel de Massenbach. On délibéra sur le parti que la Prusse devoit prendre, et le duc de Brunswick chargea le colonel de Massen-

* *Beleuchtung der vertrauten Briefe uber Frankreich 1786.*

bach de dire son avis. Celui-ci, qui venoit de revenir d'Erfurt, avoit eu le temps pendant le voyage de réfléchir sur ce sujet; il observa que, les deux armées ennemies se trouvant l'une vis-à-vis de l'autre en Moravie, il devoit y avoir bientôt une bataille décisive; que si Napoléon étoit battu par les Russes, le Tyrol, conquis par le maréchal Ney, lui ouvroit des chemins sûrs pour se retirer en Italie, sans pouvoir être atteint par les Prussiens; que, si au contraire Napoléon battoit les Russes..... Ici le général de Ruchel perdit patience, et s'écria, plein d'étonnement: Quoi! il vous semble possible que Napoléon puisse battre les braves Russes? Le duc de Brunswick le calma, en lui faisant remarquer qu'il ne s'agissoit point d'un fait, mais d'une simple supposition, et pria le colonel de poursuivre son raisonnement. Celui-ci, après avoir fixé les points d'attaque les plus favorables pour les Prussiens, prétendit que Napoléon les y devanceroit toujours, et le prouva par les distances qu'il indiqua avec u[illegible]ac-

titude dont toute l'assemblée fut étonnée. Ruchel partagea cet étonnement ; mais, entraîné par sa haine contre Napoléon, il s'écria, d'un ton méprisant : Je ne me connois pas en distances, il est vrai ; mais.... Il alloit dire sans doute que malgré cela il se faisoit fort de battre les François. Le duc de Brunswick l'interrompit, pour lui dire qu'on ne pouvoit, sans bien connoître les distances, prévoir avec quelque certitude l'issue d'une entreprise hasardée. J'ai rapporté ce trait pour prouver que les passions de Ruchel l'emportoient sur son jugement, et qu'on ne pouvoit attendre ni réflexion ni conceptions calmes de ce général, qui, pour vaincre les difficultés qui se présentoient, ne connoissoit d'autre moyen que de se persuader qu'elles n'existoient pas. Du reste, le résultat de cette conférence fut complètement nul, et on ne décida rien parce que le duc de Brunswick ne vouloit rien précipiter.

Cependant, le général de Ruchel se rendit à l'armée, parce qu'on ne savoit pas

quelle pourroit être l'issue des négociations que le comte de Haugwitz avoit entamées. Mais le traité de Vienne ayant été conclu, Ruchel, forcé de retourner à Postdam sans avoir fait aucune des prouesses par lesquelles il comptoit se signaler, laissa éclater librement le dépit que lui inspiroient les inclinations pacifiques de Frédéric Guillaume. Accompagné de ses adjudans, il se rendit au palais du roi, et demanda d'une voix imposante : Où est le roi ? Le général de Kœkeritz alla à sa rencontre avec sa cordialité ordinaire, l'appela son cher frère et lui demanda poliment ce qu'il venoit annoncer. Ruchel, d'un ton plus sévère encore, répartit : Où est le roi ? Il faut absolument que je le voie ! Que me parlez-vous de fraternité, lorsqu'il s'agit du salut de l'état ? Le roi, qui se trouvoit dans une pièce attenante, ayant été attiré par le bruit que faisoit le général, celui-ci, en le voyant entrer, l'apostropha pathétiquement en ces mots : Je viens exprimer à votre majesté la douleur de l'armée au sujet de la campagne

manquée. Vivement offensé par cette arrogance, le roi lui demanda depuis quand l'armée se mêloit de contrôler les décisions de son cabinet ? et s'éloigna après lui avoir fait une réprimande. Un gouvernement plus vigoureux auroit puni du moins la conduite du général, en le forçant de donner sa démission. Au lieu de cela, Kœkeritz fit tous ses efforts pour appaiser sa colère et engagea le roi à lui pardonner : ce fut lui aussi qui le réconcilia avec le comte de Haugwitz, qu'il avoit offensé en lui tournant publiquement le dos. Cependant, il est vraisemblable que cette réconciliation n'auroit point réussi à Kœkeritz, s'il n'y eût été secondé par le parti de la reine.

Dans la dernière guerre, Ruchel commandoit un corps destiné à seconder les opérations de celui de Hohenlohe. On sait qu'à la journée de Jéna il arriva trop tard de quelques heures, lorsque la bataille étoit déjà perdue et que le corps qu'il devoit appuyer s'étoit dispersé de tous côtés. Il y a des personnes qui prétendent qu'il

le fit à dessein : on rapporte même les termes dans lesquels on dit qu'il s'expliqua, le jour même de la bataille, sur les talens militaires de Hohenlohe. Il se peut que cela soit faux; cependant, ce qu'on raconte de lui caractérise bien sa manière de penser. L'événement prouva qu'il étoit incapable de réparer les pertes qu'on avoit faites ; il sacrifia inutilement la plus grande partie de son corps ; et, atteint d'une balle qui le fit tomber de cheval, il fut puni promptement de s'être trop vanté.

Il fut fait prisonnier par les François. On ignore de quelle manière il obtint sa liberté. A Kœnigsberg, ses occupations consistoient à organiser de nouveaux régimens ; outre cela, il s'étoit chargé du soin de diriger l'opinion publique, en composant les principaux articles de la gazette de Kœnigsberg. Ils sont très-piquans ces articles, par les éclaircissemens qu'ils donnent sur la manière dont le général envisageoit et les événemens politiques et son propre métier. Le traitement que les prisonniers françois et surtout le

général Victor reçurent de lui, doit avoir été bien peu généreux, puisqu'il lui attira cette censure sévère du *Moniteur* dont il a été question plus haut, et la qualification d'ingrat ajoutée à celles d'inepte et de fanfaron. A peine le numéro du *Moniteur*, qui contenoit ces reproches, eut paru, qu'un nommé Ernest d'Ernesthausen, beau-frère de M. de Ruchel, se rendit le chevalier de ce général. Par un cartel qui dut être inséré dans les gazettes de Berlin, mais que le gouvernement françois jugea à propos de supprimer, il appeloit en duel l'auteur anonyme de cet article, en le nommant un infâme calomniateur ; folie d'autant plus ridicule, qu'il ne falloit pas beaucoup de pénétration pour reconnoître, dans l'auteur de cet article, l'empereur des François lui-même. C'étoit donc Napoléon qui, pour n'avoir pas rendu justice au mérite du général de Ruchel, devoit se battre en duel avec M. Ernest d'Ernesthausen ! Le monde rit, lorsqu'il y a trois cents ans le seigneur de la Marck déclara solennellement la guerre

à l'empereur Charles v ; le monde auroit ri bien davantage si le cartel de M. Ernest d'Ernesthausen étoit parvenu à sa connoissance. Quand les nobles apprendront-ils à bien juger leurs siècles * !

* Le passage du *Moniteur* concernant le général de Ruchel se trouve dans le quatre-vingt-septième bulletin. Le voici :

« En général, autant les prisonniers françois se louent des Russes, autant ils se plaignent des Prussiens, surtout du général Ruchel, officier aussi méchant et fanfaron qu'il est inepte et ignorant sur le champ de bataille. Des corps prussiens qui se trouvoient à la journée d'Iéna, le sien est celui qui s'est le moins bravement comporté. En entrant à Kœnigsberg, on a trouvé aux galères un caporal françois, qui y avoit été jeté, parce qu'entendant les sectateurs de Ruchel parler mal de l'empereur, il s'étoit emporté, et avoit déclaré ne pas vouloir le souffrir en sa présence. Le général Victor, qui fut fait prisonnier dans une chaise de poste par un guet-à-pens, a eu aussi à se plaindre du traitement qu'il a reçu du général Ruchel, qui étoit gouverneur de Kœnigsberg. C'est cependant le même Ruchel qui, blessé grièvement à la bataille d'Iéna, fut accablé de bons traitemens par les François ; c'est lui qu'on laissa libre, et à qui, au lieu d'envoyer des gardes, comme on devoit le faire, on envoya des chirurgiens. Heureusement que le nombre des hommes auxquels il faut se repentir d'avoir fait du bien n'est pas grand. Quoi qu'en disent les misantropes, les ingrats et les pervers forment une exception dans l'espèce humaine. »

Un heureux hasard m'ayant procuré le cartel de M. Er-

Voici, comme il me semble, le résultat de tout ce que nous venons de dire. M. de Ruchel fut de tout temps un excellent général de division; mais il perdit l'a-

nest d'Ernesthausen, j'en joins ici la traduction, comme un monument précieux de l'esprit du dix-neuvième siècle, ou plutôt, de la manière de voir et de penser d'une certaine caste au commencement de ce siècle. Voici la traduction littérale de ce cartel :

« Dans le N.° 122 du *Correspondant de Hambourg*, sous l'article Paris du 24 juillet, se trouve une prétendue lettre qui contient plusieurs allégations fausses et plusieurs invectives violentes contre le général royal prussien d'infanterie de Ruchel excellence. Mon intime conviction du pur patriotisme et de l'honnêteté tout aussi grande de ce brave guerrier et général expérimenté, me font un devoir de sommer publiquement l'auteur de cet article anonyme de dire son nom, comme je dis ici le mien, afin que je sois mis en état de le faire revenir de son infâme désir de calomnier, ou de le faire connoître comme le plus méchant menteur et le plus infâme coquin. Pour lui faire du reste parvenir cette sommation, je l'envoie, pour la publier, dans les papiers publics qu'on lit le plus en Europe, et la fais en même temps, en cas de non-insertion, imprimer séparément et répandre aussi loin que possible.

» Treptow sur la Rega, le 18 août 1807.

» ED.-GUILLAUME ERNEST D'ERNESTHAUSEN,

» *Lieutenant royal prussien et adjudant général auprès du régiment de houssards de Blucher excellence* ».

dérations, dont nous avons parlé, venoient d'être imprimées, elles étoient répandues dans le public : ne falloit-il pas craindre qu'un général aussi résolu que Blucher argumentât d'une manière soldatesque contre l'insolence avec laquelle on s'y étoit exprimé? Et pour échapper à sa vengeance, y avoit-il un meilleur moyen que de le gagner par un tribut d'éloges, en apparence volontaires? J'ignore, je le répète, le motif qui peut avoir engagé M. d'Archenholz à se rendre le panégyriste du général Blucher; mais l'empressement avec lequel il lui a offert ses hommages, m'a fait soupçonner, je l'avoue, une espèce de poltronnerie très-commune, il est vrai, parmi les gens de lettres allemands, mais qui sied bien mal à un ancien capitaine au service de Prusse.

Sans avoir jamais été au service d'aucun monarque, sans être prévenus pour ou contre le général de Blucher, nous allons essayer de mettre son caractère dans son véritable jour, non pas pour réfuter M. d'Archenholz, dont nous laissons de

côté les préjugés, mais pour prouver ce que nous avons déjà dit plus d'une fois, qu'il y avoit dans l'armée de Prusse un *minimum* de science militaire, lorsqu'elle engagea avec la France une lutte où il falloit vaincre ou périr.

Porte-enseigne d'un régiment suédois pendant la guerre de sept ans, Blucher fut fait prisonnier par les Prussiens. Le général Belling, si je suis bien informé, se prit d'amitié pour lui, et le fit presqu'avec violence passer au service de Prusse. La guerre finie, le pharaon devint l'occupation favorite du jeune Blucher. Comme ce jeu ressemble beaucoup à la guerre, et comme le joueur doit avoir pour devise, comme le soldat : *Horæ momento aut cita mors aut victoria læta*, on pourroit prétendre, sans être le moins du monde paradoxe, que le pharaon est une occupation très-convenable pour un soldat, puisqu'il lui met sans cesse devant les yeux tous les hasards de son métier, et qu'il entretient en lui la disposition où il doit se trouver pour bien faire son devoir. Cet-

honneur chevaleresque dû à la féodalité ; et c'est surtout ce fantôme d'honneur qui l'a empêché de se faire une juste idée de la guerre moderne. S'il avoit eu plus d'étude, il auroit été plus modeste ; mais, chose étrange, tandis que la Prusse se qualifioit d'état militaire, il n'y avoit pas de pays au monde où, à quelques exceptions près, les sciences militaires fussent plus négligées, à moins qu'on ne veuille honorer de ce nom la corvée journalière de l'exercice et les manœuvres machinales de la revue.

Après la paix de Tilsit, le général de Ruchel demanda son congé et l'obtint avec une pension considérable : il s'est retiré dans ses terres en Poméranie. Ne manquant pas d'occasion de s'enrichir, il a toujours dédaigné d'en faire usage ; et ce désintéressement est peut-être le plus beau côté de son caractère.

d'un centre commun, rien de plus préjudiciable que des opérations qui partent de plusieurs centres différens. On doit donc comprendre qu'un général qui, au pharaon, a contracté l'habitude de s'isoler, et qui l'apporte sur le champ de bataille, y commettra les fautes les plus graves, quand même il ne commanderoit qu'une division. Ce que je vais dire encore ne sera que le commentaire de ces observations.

Sous Frédéric II, un subalterne ayant été préféré à Blucher dans l'avancement, il en ressentit tant de chagrin, qu'il demanda son congé. Cependant il ne vécut pas long-temps en homme privé. Après la mort de Frédéric II, placé de nouveau par Frédéric Guillaume II, il se distingua dans les campagnes du Rhin. Ses attaques se faisoient toutes de la même manière. Assaillir l'ennemi avec impétuosité; se retirer, s'il résistoit trop opiniâtrement, et se rallier à quelque distance; observer tous ses mouvemens; profiter de la moindre faute qu'il faisoit pour revenir à la charge; fondre sur lui avec la rapidité de l'éclair,

le culbuter, faire quelques centaines de prisonniers, et puis s'en retourner: voilà tout l'art qu'il y mettoit. A la bataille de Kirweiler, il cueillit des lauriers, qui auroient été durables, si les François avoient continué à faire la guerre comme ils la faisoient pendant la révolution jusqu'en 1794.

On s'est plu à comparer le général Blucher avec Zieten, ce fameux général des houssards sous Frédéric-le-Grand. Cependant, un parallèle plus exact doit montrer que celui-ci l'emportoit à tous égards sur celui-là. Ce calme, cette tranquillité de la réflexion, qui permettoit à Zieten d'embrasser un vaste plan, cette rapidité prodigieuse qu'il mettoit dans l'exécution, jointe à une prudence qui le retenoit toujours dans les bornes qui lui étoient prescrites; toutes ces qualités, qui firent de Zieten un des premiers généraux de son siècle, ne sont pas tombées en partage à Blucher. Zieten fut, pour son temps, un virtuose dans l'art de la guerre: tout ce que la postérité pourra dire de Blucher, c'est que c'étoit un bon général de division

te assertion est si claire par elle-même, que je ne vois pas ce qu'on pourroit m'objecter. Mais quoi? l'activité d'un général n'est-elle pas purement morale et immatérielle, n'embrasse-t-elle pas le tout? et, loin de rien abandonner au sort, comme le joueur de pharaon, ne tend-elle pas à exclure la fortune de toute part aux événemens? Sans doute, voilà une distinction à faire! Le soldat sera, s'il veut, joueur de pharaon; le général en chef n'osera jamais l'être, et, s'il l'est cependant, on pourra conclure indubitablement que les qualités de général lui manquent à proportion qu'il possède celles de joueur. En voici la raison : Le joueur fixant les yeux, et sur la carte qu'il a couverte, et sur la main du banquier, ne peut chercher à remporter sur son adversaire que des avantages partiels, jusqu'à ce que la somme des avantages partiels, qu'il lui ravit et qu'il s'approprie, entraîne après elle la déroute totale du banquier. Le général, au contraire (c'est d'un général en chef, non d'un général de division que je parle),

Ce fut le général de Blucher, comme je l'ai rapporté plus haut, qui, à la bataille de Jéna, précipita le moment du combat, et qui fut cause, en partie, de la défaite dont la prudence du duc de Brunswick cherchoit à garantir les Prussiens. C'est encore le général de Blucher qui fut cause de la capitulation de Prenzlau, comme on le verra par ce que je vais dire : Le prince de Hohenlohe étoit parvenu, dans sa retraite, jusqu'à Ruppin, lorsque l'éloignement où Blucher se tenoit de son corps, devint pour lui un sujet d'inquiétude ; car il étoit persuadé qu'il ne pourroit parvenir à Stettin, sans le secours de la cavalerie. Blucher se trouvoit alors à Ganzer. Le prince le fit prier instamment de se réunir avec lui aussitôt que possible ; mais le général, alléguant pour excuse la fatigue de ses troupes, prétendit qu'il ne pouvoit satisfaire au désir du prince. Forcé de continuer sans lui sa marche, et rempli de crainte par l'approche des François, le prince de Hohenlohe réitéra la sommation, en envoyant au général Blu-

cher l'ordre exprès de le joindre aussitôt. « Pour joindre votre altesse, répondit le général, il me faudroit faire une marche de nuit, que je crains beaucoup plus que je ne crains les François; que votre altesse veuille donc m'exposer au péril plutôt que de me forcer à une marche, pendant laquelle mes troupes pourroient se disperser ». Etoit-ce là le langage d'un général subalterne envers son général en chef? Comment osoit-il craindre une marche nocturne plus que l'ennemi, lui qui ne devoit craindre ni l'une ni l'autre? Enfin, le général de Blucher, craignant une marche nocturne plus qu'il ne craignoit les François, mit le prince de Hohenlohe dans des embarras dont la capitulation de Prenzlau fut la suite nécessaire. Car, quoiqu'il eût été possible de livrer un combat sans le secours de la cavalerie, il étoit impossible sans elle de remporter la victoire, d'autant plus que le corps de Hohenlohe manquoit de munitions de guerre et de bouche.

Cette capitulation ne fut point la seule

suite fâcheuse que l'isolement du général Blucher entraîna après lui. Ne pouvant se rendre à Stettin, dont l'ennemi lui avoit coupé la route, il fut forcé de se jeter dans le Mecklenbourg, et il livra ces deux duchés neutres aux calamités de la guerre, calamités qui certainement auroient été moins cruelles, s'il avoit voulu, comme il le devoit, faire une marche nocturne. Chassé du Mecklenbourg, il se jeta dans la ville impériale de Lubeck. Il y trouva par hasard plus de moyens de défense qu'il n'attendoit. Il déclara qu'il résisteroit jusqu'au dernier moment de sa vie, résolution digne d'estime, si d'abord il ne s'étoit défendu aux dépens de Lubeck, ville impériale libre et neutre, et si ensuite, lorsque les François eurent pris d'assaut cette ville, il eût, avec tout le dévouement d'un Léonidas, persisté dans ce qu'il avoit résolu. Mais, en signant la capitulation de Travemunde, il se déclara indigne du nom de héros, la dévastation du Mecklenbourg, les scènes sanglantes de Lubeck, qui ne pouvoient être légitimées

que par un plein succès, ou par une belle mort, devinrent, après cette capitulation, de véritables objets d'horreur; et le général Blucher prouva qu'il savoit, à la vérité, faire le brave; mais qu'il ne savoit ni prévoir ni prévenir le danger: qualités qui peut-être, aux yeux de M. d'Archenholz, sont très-peu essentielles, mais qui n'en sont pas moins les seules qui garantissent le succès dans la guerre.

Quelque lamentable que soit la chute de la monarchie prussienne, encore sera-ce un sujet de consolation, si cette catastrophe terrible imprime à tous les souverains cette leçon importante: que, sans unité dans les mesures, toute entreprise étendue doit échouer; que cette unité est impossible, à moins que le génie et le pouvoir réunis ne se trouvent à la tête des états, et qu'ils n'obligent toutes les autres volontés à se mouvoir autour d'eux, comme les planètes tournent dans leurs orbites autour du soleil; que c'est détruire l'unité, que d'attacher trop de prix à des qualités subalternes; que la bravoure est

si essentielle à un général, qu'on ne peut pas même lui en faire un mérite, et qu'il n'acquiert du droit à notre estime, que lorsqu'il y joint la prudence; que c'est la science et l'habileté qui décident de tout dans la guerre, et qu'il n'y a rien qui puisse les remplacer.

Blucher fut échangé contre le général Victor, qui avoit été pris par hasard. Arrivé à Kœnigsberg, il fut envoyé par mer dans la Poméranie suédoise, à la tête d'un corps destiné à défendre Stralsund, et à seconder les opérations des Suédois. La paix de Tilsit mit fin à cette expédition; Blucher, quittant le parti anglo-suédois, ramena son corps dans la Poméranie prussienne. C'est là qu'il a vécu jusqu'à présent dans une inaction qui, sans doute, lui est fort à charge; car la guerre est son élément, et s'il est joueur, il ne l'est certainement que parce qu'il voit dans le jeu l'image des combats.

Ce que j'ai dit du général Blucher suffit, ce me semble, pour prouver qu'il a de grands talens pour la petite guerre; talens

qui auroient pu lui assurer une gloire durable, s'il avoit vécu quelques siècles plutôt; mais qui dans notre siècle, où l'art militaire a été porté à un si haut degré de perfection, n'ont été qu'un mérite subalterne. Dans les campagnes du Rhin, on lui donna plusieurs fois des canons pour les expéditions dont il étoit chargé; mais des témoins oculaires assurent qu'il n'en sut jamais faire usage; la seule bravoure pouvoit-elle dans notre siècle suppléer à un tel défaut de science militaire?

X.

Le comte de Kalkreuth, général de la cavalerie.

Il y a des hommes dont la vie semble être soumise dès le berceau à l'influence d'une étoile bienfaisante; l'équilibre naturel où ils se trouvent avec eux-mêmes et avec les circonstances, leur fait couler une vie également éloignée et d'un bonheur

inoui et d'un malheur désespéré : heureux effets dont les causes véritables échappent aux regards de l'esprit et qu'on aimeroit à attribuer, comme j'ai dit, à quelqu'influence surnaturelle.

Le comte de Kalkreuth est un de ces hommes. Tous ceux qui l'ont observé de près assurent que c'est moins un homme de génie qu'une tête très-lumineuse ; que, sans avoir la faculté de produire des idées, il a le don de s'approprier celles des autres et de les retravailler si bien qu'il paroît les avoir créées : voilà en effet comme on doit juger le comte de Kalkreuth. S'il avoit du génie, il ne manqueroit point d'avoir aussi tous les défauts attachés à cette qualité éminente ; mais comme il n'a aucun de ces défauts, nous croyons rendre hommage à la vérité, sans être désavoués par lui-même, en le qualifiant de tête lumineuse.

Pendant la guerre de sept ans, le comte de Kalkreuth fut adjudant-général du prince Henri de Prusse. Il eut occasion de pratiquer alors ce qui, selon Tacite,

étoit le devoir principal des vassaux chez les anciens Germains : *Principem defendere, tueri, sua quoque fortia facta gloriæ ejus assignare.* Dans les momens où le prince tomboit dans un état de défaillance, c'étoit le comte de Kalkreuth qui se mettoit en avant. Si dans la suite le prince Henri reçut du roi son frère, à la face de toute l'Europe, le témoignage glorieux de n'avoir jamais commis de faute en commandant les armées ; cet éloge inestimable retombe en partie sur le comte de Kalkreuth, qui dans des momens très-critiques avoit guidé le prince. Cependant il n'a jamais revendiqué, ni en public ni en particulier, la part qui lui revenoit de cette gloire, et nous croirions blesser sa délicatesse en soulevant davantage le rideau qu'il a tiré lui-même sur ses relations avec le prince Henri. Tout ce que nous nous permettons de dire, c'est que le comte de Kalkreuth s'est expliqué dans toutes les occasions avec une estime particulière sur le mérite des généraux Kleist et Seidlitz, ce qui pourroit induire à croire

que, dans le commerce de ces fameux guerriers il se forma à l'art militaire, et que ce furent leurs idées qu'il mettoit en exécution lorsque le prince Henri laissoit tomber les rênes entre ses mains.

Le comte de Kalkreuth fut un des plus grands antagonistes de la guerre contre la France en 1792, et un des plus grands approbateurs de la paix de Bâle. Persévérant dans ses sentimens pendant le cours de la guerre, il travailla de toutes ses forces pour empêcher, en 1794, cette expédition en Hollande, dont il a été question dans l'article du maréchal de Mœllendorf : preuve bien évidente que ses yeux étoient trop foibles pour apercevoir les points du contact entre la polique et l'art de la guerre. Faut-il croire qu'après la paix de Houbertsbourg il ait cessé d'être politique, ou qu'il ne l'ait jamais été dans un degré bien éminent?

Le croiroit-on, qu'après avoir désiré la paix avec la France république, le comte de Kalkreuth ait désiré la guerre avec la France monarchie, et qu'il y ait contribué

de tout son pouvoir ? Le séjour de l'empereur Alexandre à Berlin fut en partie son ouvrage. Comment ne songeoit-il point qu'une nation cultivée ne doit jamais épouser les intérêts d'un peuple barbare, et que le décret de mort qui finissoit l'existence politique et nationale de la Prusse, fut signé du moment où Alexandre pouvoit chercher à entraîner Frédéric Guillaume III.

Heureusement pour le comte de Kalkreuth il n'assista point aux conférences de Weimar. Commandant les corps placés en regard des Suédois, il n'arriva à l'armée que lorsqu'on eut déjà pris les mesures qui détruisirent l'armée prussienne. J'ai dit que ce fut un bonheur pour lui; car, quoiqu'il eût déjà perdu la réputation de politique, en déconseillant la guerre contre les Russes et les Suédois, il conserva cependant sa réputation de général, en ne participant point à l'irrésolution et à la négligence de ses collègues.

A la journée de Jéna et d'Auerstaedt il commanda, comme on sait, une partie du

corps de réserve qui ne fut point employé dans la bataille.

Arrivé à Kœnigsberg, il fut chargé de la défense de Dantzick. Malgré sa vieillesse (il est âgé de soixante-douze ans), il s'est si bien comporté dans ce poste difficile, que les François eux-mêmes lui ont rendu le témoignage d'avoir fait une belle defense; et ils ont ajouté, sans balancer, que, de tous les généraux prussiens qu'ils ont appris à connoître, le comte de Kalkreuth est celui qu'ils estiment le plus. Obligé de capituler parce qu'il manquoit de moyens de défense et qu'il ne pouvoit plus tenir la forteresse, il capitula d'une manière honorable. Si l'on a ri du ton de ses ordres du jour, c'est qu'on ne savoit point que l'ironie répandue dans ces morceaux est naturel à son caractère, et que le badinage apparent avec lequel il s'y exprimoit ne prenoit rien sur la sévérité de ses mesures. Si on lui avoit envoyé du secours de Kœnigsberg et de Memel, Dantzick se seroit certainement défendu plus long-temps.

La paix qu'il a conclue comme négociateur, n'est pas glorieuse, mais ce n'est pas lui qu'il en faut accuser ; forcé d'approuver tout ce qu'on lui proposoit, il ne pouvoit agir librement. Quoique nous sachions très-peu de ce point de l'histoire de nos jours, il est très-vraisemblable que les deux empereurs étoient d'accord sur la destinée du roi de Prusse, avant même que le comte de Kalkreuth fût chargé de conclure le traité de Tilsit. De toutes les commissions qu'il reçut dans sa vie, on ne peut douter que celle-ci ne lui ait été la plus désagréable. Herzberg dans le château électoral de Houbertsbourg, et Kalkreuth dans la maison d'un particulier de Tilsit.... quel contraste ! C'est le même,

. . . . . .

. . . . . .

. . .

XI.

Le général de Phoull.

On croit assez généralement que la Prusse a beaucoup perdu dans la personne du général de Phoull, passé au service de Russie. Je tiens pour moi, que, si le public étoit raisonnable, il féliciteroit cet état d'une perte pareille, au lieu de l'en plaindre; car qu'importe de perdre un félon?

L'accusation est articulée. En effet, d'après toutes les observations que j'ai eu lieu de faire sur ce général, la félonie fait son caractère dominant. Il est félon en amour: non content des plaisirs calmes de l'hymen, il plaçoit à côté d'eux les jouissances tumultueuses du concubinage, qui même ne lui sembloient point assez piquantes, s'il ne passoit sans cesse des brunes aux blondes. Il est félon en amitié; jamais il n'a su estimer la confiance qu'on lui témoignoit, il a même eu la barbarie

(je connois des traits qui le prouvent) de culbuter ceux qui s'étoient livrés à lui avec un entier abandon. Il fut félon envers son prince, qui ne sut jamais le flatter assez pour se l'attacher et qu'il quitta pour prendre service en Russie, démarche à laquelle il n'étoit nullement autorisé et qui prouve, d'une manière convaincante, que tous les sentimens de gratitude, de reconnoissance, de grandeur d'âme, lui sont étrangers. Tel qu'il est, on devoit s'attendre à le voir finir d'une manière pareille, en Prusse, sa carrière moitié diplomatique, moitié militaire; cependant sa destinée n'est encore rien moins qu'assurée, et je m'attends à voir que cet insensé et ambitieux, jamais assouvi d'éloges, finira par se mépriser lui-même.

Phoull est né et fut élevé, si je ne me trompe, à Stuttgard. Il débuta, dans la guerre de Bavière, dans le corps de volontaires du lieutenant général de Hordt. La campagne finie, on en parla à Frédéric II comme d'un jeune homme à talens, ce qui engagea le roi à le placer dans l'é-

tat-major. Comme il savoit le latin, le français et les mathématiques, il ne manqua pas de s'y distinguer; cependant on admira beaucoup trop des connoissances qu'avec un peu d'application on peut acquérir dans un petit nombre d'années; et on fut cause qu'il se regarda comme un des hommes les plus utiles et les plus nécessaires à l'état, quoiqu'il ne fût rien moins que cela; car on peut posséder toutes les connoissances élémentaires dont un bon général a besoin, sans être pour cela un bon général. Phoull ne le fut jamais. Confus dans ses sentimens, il l'est aussi dans ses idées. Elles sont brillantes, mais elles manquent de liaison et d'unité; on y chercheroit en vain cet enchaînement qui, du point de départ, conduit sans difficulté au terme: j'ai vu des mémoires de sa main, qui sont parfaits, à cela près qu'il n'y a ni commencement, ni fin; qui n'ont point de titre, parce qu'il n'avoit pas été capable de concevoir nettement son sujet; et qui n'ont pas de conclusion, parce qu'il ne savoit point s'il avoit tout

dit, ou s'il lui restoit quelque chose à dire. Que faut-il davantage pour prouver qu'il manquoit absolument de ce génie productif et créateur, si nécessaire à tout grand général? Le trait que je vais citer en est une preuve non moins convaincante. En 1802, il fut question d'une réforme de l'état-major. Massenbach, qui avoit donné l'impulsion, désirant de voir son projet réalisé, mit tout en usage pour gagner, pour persuader et pour convaincre le général Phoull. Celui-ci feignit d'abord d'admirer le plan de Massenbach; mais lorsqu'il fut question de l'exécuter, non content de ne rien faire pour cet effet, il fit secrètement son possible pour le faire échouer.

On a cru, et l'on croit peut-être encore, que Phoull est grand politique. Il s'est fait cette réputation dans la campagne du Rhin, où il réussit à duper un agent anglois: ce fut, je crois, Cornwallis. Cependant ceux qui connoissent l'ignorance de ces agens, et qui savent que dès qu'on leur offre la perspective d'une guerre con-

tre la France, ils sont prêts à tout sacrifier, conviendront qu'il n'est pas bien difficile d'être plus fin qu'eux. Dailleurs, la politique est-elle donc l'art de l'intrigue? C'est la connoissance des véritables intérêts des empires, des causes de leur grandeur et de leur décadence, du but vers lequel, dans chaque époque, l'espèce humaine est portée par la suite même des événemens. Elle est le fruit d'une longue étude, d'un travail pénible; elle ne sera jamais le partage que des militaires les plus distingués, et le général de Phoull n'a jamais été initié dans ses mystères. Il déclara qu'il ne partageroit point le déshonneur de ceux qui étoient contre la guerre que la Prusse alloit faire à la France. Etoit-ce là faire preuve d'une politique habile qui prévoit les événemens avant qu'ils arrivent? on n'étoit-ce pas plutôt le langage d'un esprit borné, esclave de l'opinion? S'il avoit eu la moindre idée des affaires de l'Europe, il se seroit déclaré hautement contre cette guerre, il auroit travaillé de toutes ses forces pour l'empêcher.

Il ne le fit pas ; et ce qui achève de prouver que ce n'est qu'une tête médiocre, c'est une certaine misantropie, maladie ordinaire de tous les esprits vains et bornés.

Le plan qu'il avoit présenté pour les opérations de la campagne, fut rejeté, à ce qu'on dit. Quoi qu'il en soit, le roi lui ayant demandé, le 13 d'octobre, ce qu'il pensoit de la position de l'armée prussienne, et quels seroient les moyens les plus efficaces pour réparer les fautes qu'on pouvoit avoir commises, le général de Phoull répondit : « La bataille est immanquablement perdue pour votre majesté, il n'y a plus moyen de rien sauver ». Vivement offensé, le roi lui dit : « On m'a dit souvent que vous étiez un fou ; j'ai eu de la peine à le croire, mais vous venez de m'en donner une preuve certaine ». Sa prédiction ne fut que trop justifiée par l'événement ; mais devoit-il l'énoncer avec si peu de ménagement, et un pareil langage convenoit-il au vassal vis-à-vis de son souverain ?

A la journée d'Auerstaedt, comme les affaires commençoient à aller mal, le prin-

ce de Fulde, s'approchant de Phoull, lui dit : Vous voyez ce qui se passe; le duc de Brunswick est blessé, il faut qu'un autre prenne sa place. Ce sera moi, si vous voulez m'aider de vos conseils; je vous promets de les suivre scrupuleusement. Phoull, d'après sa coutume, frappant un grand coup sur la cuisse droite, s'écria : Si votre altesse ne sait que faire, pour moi je le sais tout aussi peu qu'elle ! Cependant il s'en falloit de beaucoup que tout fût déjà perdu dans ce moment-là, et un homme de génie n'auroit point été embarrassé de trouver des expédiens et des ressources.

En allant de Jéna à Kœnigsberg, Phoull ne cessoit de faire des éclats de rire convulsifs. Envoyé par le roi à Pétersbourg, il y passa au service de Russie, et revint au printemps, 1807, à Kœnigsberg, à la suite de l'empereur Alexandre. Le roi et la reine de Prusse firent semblant de ne point le remarquer; après tant de témoignages d'affection qu'ils lui avoient donnés, son ingratitude les forçoit à affecter une insensibilité qui ne leur étoit pas na-

turelle. L'empereur Alexandre les assura que leur indifférence tuoit le malheureux Phoull. J'ignore si ce compliment a suffi pour lui faire pardonner sa félonie.

Quoiqu'on ne puisse savoir ce qui lui arrivera en Russie, il est probable que l'infidélité qu'il a commise envers une dynastie malheureuse, à laquelle il devoit tout, ne restera pas impunie. Lui-même il a foulé aux pieds tout ce qu'il devoit y avoir de plus sacré pour lui. Ce qui est sûr, c'est que cette infidélité ne prouve pas en faveur de son caractère. Car, que doit-on penser d'un homme âgé de plus de cinquante ans, qui essaie encore d'un nouveau moyen de faire fortune? Lui qui lit les anciens, ne se rappelleroit-il point ce passage de Salluste : *Corporis et fortunæ bonorum uti initium sic finis est, omnia orta occidunt et aucta senescunt. Animus incorruptus æternus, rector humani generis, agit atque habet cuncta, neque ipse habetur.*

XII.

Auguste Louis de Massenbach, colonel et lieutenant général de l'état-major.

Lorsqu'un orage politique commence à gronder de loin, tous les citoyens font parade de patriotisme; chacun cherche à renchérir sur l'autre en phrases pompeuses, tandis que le véritable patriote, se renfermant en lui-même, erre en silence parmi la foule. L'inquiétude se peint sur son front, parce qu'il mesure la grandeur du danger qui menace sa patrie; plein de courage, prêt à se dévouer pour le salut de l'état, il désespère que ce sacrifice puisse désormais être utile. Semblable à tous égards à un amant qui a mal placé ses affections, il fait de vains efforts pour élever à sa hauteur l'objet de son amour, et n'ose cependant rompre les liens qui l'y attachent. C'est un tourment que le véritable patriotisme, ainsi que le véritable amour;

le véritable patriote est le plus infortuné des hommes. Cette flamme céleste qui brûle dans son cœur et qui le consume, il cherche, il espère d'en jeter des étincelles dans ceux qui l'environnent; son espérance est trompée, il ne rencontre qu'un vide affreux où il croyoit rencontrer des âmes capables d'idées et de sentimens. On peut lui appliquer ce que Cicéron a dit de Caton d'Utique dans une lettre à Atticus : *Cato optime sentit, sed nocet interdum reipublicæ; loquitur enim tamquàm in republicâ Platonis, non tamquam in fœce Romuli.* Oui, cette *fœx Romuli*, c'est bien là ce qui fait le désespoir du patriote : on ne disconvient pas de la justesse de ses idées; mais tous passent à côté de lui sans l'écouter, parce que tous le jugent comme Cicéron jugeoit Caton d'Utique. Que résultera-t-il à la fin de là? Quoiqu'il soit plein de force lui-même, la décrépitude du corps politique l'empêche de lui imprimer le moindre mouvement; il finit par croire qu'il est foible aussi bien que tout ce qui l'environne; et, entraîné par le sen-

timent de cette foiblesse imaginaire, il soulage sa douleur par des larmes. Tirésias nous est représenté aveugle par les anciens : perçant les ténèbres de l'avenir et aveugle, quelle contradiction ! Mais supposons que Tirésias fût un patriote infortuné et elle disparoîtra aussitôt. L'âme enfantant sans cesse des idées qui ne produisent aucun effet au-dehors, se tourne toute entière contr'elle-même, lutte avec sa propre force, l'anéantit et tombe dans cet état de foiblesse et d'impuissance dont la cécité physique est l'image.

Quelqu'extravagant que cet exorde puisse paroître à beaucoup de personnes, il ne m'en a pas moins semblé nécessaire à l'esquisse du colonel de Massenbach, que je vais écrire. Une belle âme, un cœur noble distinguent le colonel Massenbach entre les guerriers de notre siècle; et quoiqu'il ne soit point exempt de défauts, on doit cependant lui rendre le témoignage qu'il n'a jamais péché par les intentions.

Massenbach, né à Smalkalde, fut élevé sous les yeux d'une tendre mère à Mas-

senbach, terre considérable de sa famille, sur les bords du Necka. Uniquement occupé de la chasse, il atteignit sa dixième année sans savoir ni lire ni écrire ; cependant, ayant eu le malheur de blesser dangereusement son oncle paternel en tirant un coup de fusil dans le crépuscule, il renonça à son exercice favori; et, pour échapper à l'ennui, il commença dès-lors d'assister aux leçons que recevoient ses sœurs et frères aînés. Avec quelque teinture des connoissances élémentaires, il quitta dans sa douzième année la maison paternelle et fut placé dans une pension de Louisbourg, où il apprit bientôt les élémens de la langue latine. Il entra ensuite dans la pépinière de la Solitude, espèce d'école de cadets, établie par le duc Charles de Wirtemberg. Bientôt après, cet institut ayant été érigé en université et transféré à Stuttgard, le jeune Massenbach y passa en même temps. Il étudia alors les mathématiques sous la direction du celèbre Roesch, actuellement colonel au service de Wirtemberg, et avança si rapidement dans

l'étude de cette science, qu'il sut bientôt faire avec facilité le calcul intégral et différentiel : le temps qui lui restoit, il le consacroit à l'histoire et à la géographie.

Dans sa vingtième année, il fut placé comme officier dans les troupes du duc de Wirtemberg. Il se trouva bientôt malheureux dans cette situation ; car, d'un côté, il sentoit bien qu'au service d'un prince dont l'armée n'étoit que de trois mille hommes, le chemin de la distinction et de la gloire lui restoit à jamais fermé ; de l'autre côté, le nom prussien, illustré alors par les grandes actions de Frédéric II et de son frère, exerçoit une forte attraction sur son âme. Il donna sa démission qu'on ne voulut point accepter ; tous les autres moyens ayant été inutiles, il prit congé pour un temps et fit un voyage à Postdam, où il eut le bonheur de plaire à Frédéric II : de là, il donna encore une fois sa démission ; le roi lui-même intervint en sa faveur ; mais, le duc persistant dans son entêtement, Massenbach se contenta des certificats honorables qu'il reçut de ses

collègues, se sépara pour jamais du duc et du pays de Wirtemberg, et fut placé en Prusse comme lieutenant de l'état-major.

Ses désirs les plus chers étoient satisfaits; cependant il comprit bientôt qu'avec la paie modique attachée à son poste, il ne pouvoit faire face aux dépenses que ce poste exigeoit. L'entretien seul de deux chevaux, nécessaires à un lieutenant de l'état-major, absorboit presque les 500 écus de Prusse qu'il recevoit annuellement de Frédéric II. Songeant à un moyen honorable d'augmenter ses revenus, il le trouva dans le métier d'auteur. *Les Élémens du Calcul différentiel* furent son premier ouvrage. Bientôt après parut son *Cours de Mécanique*, basé sur le cours de mathématiques de Bezout. Le *Journal militaire*, qu'il publia avec Stamford, l'occupa de même pendant quelque temps.

De si beaux talens lui procurèrent bientôt de la réputation. Tempelhoff, l'oracle alors de tous les jeunes militaires qui tâchoient d'aborder la science de leur mé-

tier, mais qui les repoussoit trop souvent par la rudesse et la bizarrerie de ses manières; Tempelhoff, dis-je, prit le jeune Massenbach en amitié, et l'exhortoit à toute occasion de joindre l'étude des mathématiques à celle de l'art militaire. Et (ce qui fut un encouragement plus grand encore pour notre jeune lieutenant) le prince de Prusse, depuis Frédéric Guillaume II, le chargea de montrer les mathématiques au prince Louis, son fils.

Ainsi s'écoulèrent plusieurs années d'un travail sérieux, rarement interrompu par de modestes jouissances, jusqu'au 17 d'août 1786, jour mémorable de la mort du grand Frédéric. Massenbach aimoit sa nouvelle patrie, il savoit apprécier la perte qu'elle faisoit, et il pleura la mort du grand roi, avec cet abandon qui est toujours une énigme pour les égoïstes, incapables qu'ils sont de s'intéresser à rien qui ne touche point leur propre individu. Pendant long-temps sa seule pensée étoit la mort de l'homme unique, qu'il avoit admiré dès sa jeunesse; pendant long-temps il ne vit dans la Prusse qu'une veuve privée de son

appui, abandonnée au sort le plus funeste.

Les événemens politiques de l'an 1787 firent diversion à cette douleur. Avancé au grade de capitaine, il fit la campagne de Hollande. Au combat de Kortenhoff, il fut blessé à la main gauche; tombé de son cheval, qui avoit été tué sous lui, il se défendoit courageusement contre les ennemis qui l'environnoient; mais ses forces alloient le quitter, lorsqu'il fut sauvé par un dragon du régiment de Lottum. Sa blessure le força de quitter pour assez long-temps le service. Revenu à Postdam, il se chargea de l'enseignement des mathématiques à l'école du génie, qui venoit d'être établie alors; pendant long-temps il fut en danger de perdre son bras, ou du moins d'en rester estropié; cependant sa blessure fut guérie. En 1790, il se démit de son poste à l'école du génie, pour prendre part à la guerre, qui, comme on croyoit, alloit éclater contre l'Autriche. On sait ce qui détourna cet orage. Massenbach rentré dans l'état-major, fait adjudant-major en 1791, partit l'année suivante pour la campagne du Rhin.

Quoique trop jeune alors pour calculer les suites funestes de cette campagne malheureuse, Massenbach connoissoit assez son art pour remarquer les fautes fréquentes commises par les généraux. Ce fut dans ce temps qu'il s'éleva à cette hauteur d'où l'on aperçoit la liaison entre la politique et l'art de la guerre; cependant il n'osoit encore mettre en avant ses idées. Comme le plus ancien officier, il avoit son poste à l'avant-garde; au siége de Walmy, il fut commandé pour occuper la hauteur de la Lune, avec deux batteries et un bataillon des grenadiers; il y réussit, au moment même où l'ennemi alloit s'emparer de la même hauteur. En récompense de ce coup heureux, le roi lui donna l'expectative d'une riche prébende dans le canonicat de Minden.

Il resta à l'avant-garde en 1793 et 1794. Dans cette dernière année, il travailla de toutes ses forces pour prévenir la perte des Pays-Bas et de la Hollande. Guidé par les idées de l'équilibre politique, qui ont régné pendant tout le cours du dix-

huitième siècle, il regardoit les Pays-Bas autrichiens comme le point d'appui de cet équilibre, et il croyoit que tout ce système seroit bouleversé si l'Autriche les perdoit. Il employa tout ce qu'il avoit de crédit et d'influence pour faire adopter le plan qu'il avoit formé. D'après lui il falloit délivrer des ennemis les rives de la Moselle, reconquérir Trèves et Pellingen, et entreprendre en même temps de Luxembourg une invasion vers la Meuse. Il falloit ensuite descendre le Rhin jusqu'à Créveldt, y prendre une position ferme pour couvrir la Hollande, et faire de là des propositions de paix. Pour le malheur de la Prusse, ces idées ne trouvèrent point entrée dans l'esprit des généraux qui, pour la plupart, étoient las de la guerre, et ne désiroient que la paix, quelles qu'en fussent les conditions. Il est sûr que, si les idées de Massenbach avoient été suivies, les destinées de l'Europe ne seroient point telles que nous les connoissons aujourd'hui. Ce fut avec peine qu'il obtint, dans l'hiver 1795, que l'armée se porteroit dans

la Westphalie, pour protéger les états du roi de Prusse.

Après la paix de Bâle, il s'occupa à recueillir les expériences qu'il avoit faites pendant la campagne. Il les déposa dans deux ouvrages, dont l'un eut pour titre : *Examen du plan d'opérations du général Mack;* et l'autre : *Description du théâtre de la guerre sur les bords du Rhin, de la Nahe et de la Moselle.* Rien ne lui paroissoit plus essentiel pour les jeunes officiers, que l'étude du terrain qui a été et qui peut être encore un théâtre de guerre; et avec cette idée de son métier il attachoit très-peu d'importance au mécanisme de l'exercice, aux prétendues évolutions tactiques, et en général à toutes les manœuvres guerrières en temps de paix. Il savoit par sa propre expérience qu'il n'y a point de meilleure école que la guerre, pour former de jeunes officiers; il insista donc fortement sur la nécessité d'en envoyer comme volontaires au servive des puissances belligérantes, afin qu'ils y fissent un apprentissage qui les rendît capables d'être quel-

que jour utiles à leur patrie. Une idée aussi sage ne fut point adoptée : il obtint avec peine qu'on fît faire aux officiers de l'état-major des voyages dans les provinces prussiennes, pour apprendre à y connoître le terrain.

Persuadé que la Prusse seroit perdue tôt ou tard, si la machine du gouvernement n'étoit remontée et si l'on n'établissoit un foyer pour la science militaire, Massenbach fit, pour ce dernier effet, le plan d'une réforme de l'état-major, qui jusqu'alors n'avoit été qu'un *pondus iners*. Pendant long-temps il s'occupa en silence de cette idée qu'il communiquoit tout au plus à quelques amis, pour la développer davantage. Enfin, en 1802, il présenta son projet au gouvernement. Il triompha, comme il l'a dit lui-même, de l'opposition ouverte; mais il ne sut point vaincre la résistance cachée. Ceux-mêmes qui d'abord s'étoient intéressés pour lui (au fond l'on n'auroit dû s'intéresser que pour son idée) quittèrent son parti, contrecarrèrent son projet de tout leur pouvoir, et le firent

échouer. Plus ses intentions avoient été désintéressées, plus il souffrit de se voir méconnu. Les intrigues des cours et les passions des hommes furent sans doute les causes principales qui firent manquer son entreprise ; s'il en juge ainsi, il n'a pas tort. Mais il ne se doute pas peut-être d'une autre cause qui contribua beaucoup à faire avorter son projet, et qui se trouva en lui-même : c'est le feu et la véhémence avec lesquels il poussoit cette affaire, et qui firent croire à beaucoup de personnes qui ne le connoissoient point, que son plan devoit servir sa propre ambition*.

* L'observation juste et profonde d'un philosophe du dix-septième siècle, qui avoit vieilli dans les affaires, pourroit être appliquée à Massenbach : « *Qui ingenio sunt pervicaci et aspero, nec se Apollini, id est, Deo Harmoniæ, submittere volunt, ut rerum modos et mensuras, sermonumque veluti tonos, acutos et graves, aurium etiam peritarum, et magis vulgarium differentias, tempora denique tum loquendi, tum silendi ediscant et observent, licet sint prudentes et liberi, et consilia afferant sana et bona : nunquam tamen fere suasu et impetu suo proficiunt, neque ad res tractandas efficaces sunt, sed potius exitium eis apud quos se ingerunt, maturant, et tum demum post calamitatem et cladem, ut vates et in longum prospicientes, celebrantur.* » Ajoutons cependant que l'homme ne peut réunir toutes les

Outre le projet d'une nouvelle organisation de l'état-major, Massenbach avoit encore dressé un projet pour la défense du pays. Il proposa à cet effet la fortification de plusieurs places, en partant du principe, qu'il falloit que la Prusse s'unît plus étroitement avec la France et qu'elle s'érigeât en digue pour empêcher les hordes du nord d'envahir le midi. Il vouloit donc qu'on établît une communication militaire entre la Vistule et l'Oder, et entre l'Oder et l'Elbe; il vouloit ensuite qu'on fortifiât une place dans la Prusse orientale, une autre dans la Prusse occidentale qui, avec Breslau en Silésie, et avec Magdebourg sur l'Elbe, formassent quatre forteresses centrales, et qu'un camp fortifié et permanent fût adapté à chacune de ces quatre forteresses.

Quoique le temps où ces idées auroient pu être réalisées soit passé pour jamais, elles nous ont cependant paru dignes d'être rapportées, parce quelles prouvent que

qualités, et qu'une bonne idée devroit se recommander par son propre mérite, comme les diamans se recommandent par leur propre éclat.

celui qui les enfanta travailloit sans cesse, pour assurer à sa seconde patrie une durée longue et glorieuse. Cependant on ne rendit point justice à des intentions aussi louables; le roi et surtout le duc de Brunswick s'offensoient de la hardiesse avec laquelle il osoit leur prédire les destinées futures de la Prusse. La disgrâce où il tomba auprès du roi, ne fut que passagère; mais il perdit pour toujours la faveur du duc, ne s'imaginant peut-être pas que cette inimitié coûteroit un jour bien cher à la Prusse.

Voyant échouer ainsi tous ses projets et s'évanouir toutes ses espérances, Massenbach devint la proie de cette langueur et de cette mélancolie très-naturelles, lorsque l'âme, après avoir cherché vainement à satisfaire au dehors ce désir d'activité qui la consume, porte toutes ses forces contre elle-même. C'étoit un spectacle bien étrange, et bien triste en même temps, de voir un homme qui n'étoit point encore sur le déclin de l'âge, s'abîmant dans une tristesse profonde, et poursuivi par-

tout par le sentiment accablant de sa foiblesse. Mais forcé d'anéantir à mesure qu'il créoit, et de lutter avec la meilleure partie de lui-même, pouvoit-il se trouver dans un autre état? Il sentoit bien lui-même, quoique sa modestie ne lui ait jamais permis de le dire, que cette foiblesse étoit moins en lui, que dans le corps politique dont il faisoit partie; son génie lui disoit que sous un gouvernement plus vigoureux il auroit joué un rôle bien différent. Suivant l'impulsion secrète de ce génie, il aimoit à se transporter dans des temps où ce n'étoit point encore blesser le monde que d'avoir de bonnes idées, où l'on conspiroit de toutes parts à l'exécution d'une entreprise généreuse. Ce fut ainsi qu'il composa l'éloge de Zieten, celui du duc Ferdinand de Brunswick et du prince Henri de Prusse, ouvrages qui portent tous, jusque dans leurs moindres parties, l'empreinte de la mélancolie qui s'étoit emparée de leur auteur. Ils furent suivis de deux autres éloges, imités de Thomas, dans lesquels il proposoit Marc-Aurèle et Sully

pour modèles aux rois et aux ministres. Le temps qui lui restoit étoit consacré aux occupations de son poste.

En 1805 Massenbach se trouvoit en Silésie lorsque la guerre entre la Russie et la France commença à paroître inévitable, et que le chambellan Nowosilzow, au lieu d'aller à Paris, publia, dès qu'il fut arrivé à Berlin, son manifeste contre la France. S'il falloit en croire un bruit qui s'étoit généralement répandu peu de temps avant, la Prusse avoit fait déclarer à Londres, à Stockholm, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, qu'elle regarderoit comme ennemie la puissance dont les troupes aborderoient à Stralsund. La Prusse s'étoit donc engagée, si ce bruit étoit vrai, à prendre cause pour la France contre les Russes. Massenbach désiroit une alliance offensive avec Napoléon, et il crut ce qu'il désiroit. Cependant lorsqu'il apprit que les troupes russes approchoient de la Vistule, il dit tristement à ses amis : Notre cabinet ne saura point faire respecter ses menaces ; puisque les Russes approchent

de la Vistule, il faut qu'ils aient l'intention d'aborder à Stralsund : ils y réussiront, et puis voilà la Prusse brouillée pour toujours avec la France.

Elle le fut en effet. D'abord, il est vrai, la Prusse faisoit mine de vouloir empêcher les Russes d'avancer vers la Vistule ; Massenbach lui-même reçut ordre de quitter la Silésie, et de se rendre comme quartier-mestre général, d'abord à l'armée en Poméranie, et ensuite auprès de celle qu'on vouloit réunir sur les bords de la Warthe. Cependant les François eurent à peine marché par le pays d'Anspach, que la destination de l'armée prussienne fut changée, et qu'on lui fit passer l'Elbe et la Saale. Quand même Massenbach auroit pu alors renoncer à son système politique, incompatible avec une guerre contre la France, il n'en auroit pas moins désapprouvé les mesures militaires qu'il voyoit prendre. Tandis que les François marchoient vers l'est, les Prussiens marchoient vers l'ouest ; en suivant des directions aussi opposées, il étoit impos-

sible qu'ils se rencontrassent. Massenbach prétendit que, puisque Napoléon approchoit des frontières de la Silésie, il falloit que l'armée restât dans le pays. On lui répondit que, la direction étant prise, on ne pouvoit plus en changer. Massenbach proposa ensuite de faire une invasion vers le Rhin, pour forcer les François, qui pressoient les Autrichiens et les Russes sur les bords de la Morave, de partager leurs forces. Le duc de Brunswick le refusa encore. Il obtint, à la fin, que l'armée de Hohenlohe repasseroit sur la rive gauche de la Saale, et s'approcheroit de l'Elbe; ce qui pourtant ne se fit qu'après la bataille d'Austerlitz, de l'issue de laquelle on eut, à Potsdam, dès le 6 de décembre, des relations très-circonstanciées.

J'ai déjà dit plus haut, et je n'ose répéter ici, que, dans cette période critique, Massenbach sut prévoir toutes les suites qu'elle entraîneroit après elle.

La Prusse ayant obtenu l'électorat d'Hanovre en compensation de Wesel, du pays d'Anspach et de Neufchâtel, qui avoient

été cédés à la France, et le roi de Suède refusant d'évacuer le pays de Lauenbourg, Massenbach accompagna le lieutenant général de Kalkreuth, chargé de repousser les Suédois à Stralsund. L'irrésolution avec laquelle la Prusse faisoit la guerre à un ennemi aussi foible, fit conclure avec raison à Massenbach qu'elle n'avoit pas envie de rompre avec l'Angleterre. Il vit ce qui s'ensuivroit de là, et il en frémit. Pour détourner ce qu'il craignoit, il peignit des couleurs les plus vives, au duc de Brunswick, la nécessité politique d'une occupation rapide de tout le pays d'Hanovre. Le duc ne répondit point à ses instances. Cependant, son idée favorite restoit toujours celle d'une guerre contre la Russie. Pour cet effet, il imagina un plan d'opérations d'après lequel cet empire seroit attaqué par deux de ses extrémités : celle de la mer Baltique, et celle du Pont-Euxin, tandis que, sur la ligne entre le Pregel et la Narev, on ne feroit la guerre que défensivement.

Ainsi se passa le printemps, jusqu'à ce

que, dans les derniers jours de juin, Massenbach apprit, d'un correspondant digne de confiance, que la guerre entre la France et la Prusse étoit inévitable. Le correspondant ajoutoit, pour justifier cette guerre, que, d'après le rapport de l'ambassadeur de Prusse à Paris, le gouvernement françois avoit offert à celui de l'Angleterre, comme compensation, ce même pays d'Hanovre cédé à la Prusse; que Frédéric Guillaume III, outré d'une telle perfidie, étoit résolu de quitter un allié qui en agissoit ainsi envers lui, et de chercher son salut dans la guerre. Si le rapport du marquis de Lucchésini étoit vrai, ces destinées terribles, que Massenbach avoit été occupé pendant si long-temps à détourner de la Prusse, fondoient donc réellement sur cet état. Tout ce qu'il y avoit à faire, c'étoit de prendre son parti là-dessus, et il le prit en effet. Après avoir donc abjuré le système politique auquel il avoit tenu jusqu'alors, son seul désir étoit que la guerre fût commencée promptement. Outre cela, il fut d'avis que, sans chercher le secours

de l'Angleterre, de la Suède ou de la Russie, on attaquât la France en soulevant contr'elle l'Allemagne entière : idée qui sembloit justifiée par la disposition où, dans l'Allemagne méridionale, les esprits se trouvoient alors à l'égard de Napoléon.

Vers la mi-août, Massenbach fut envoyé en Silésie pour présider au rassemblement des troupes de cette province. Si, l'année précédente, il avoit cherché à enflammer l'esprit des officiers de ces régimens contre le système anglo-russe ; il les travailla maintenant dans le sens opposé, et il y réussit si bien, qu'ils marchèrent tous avec joie contre la France. Il mit tant d'ardeur à mettre sur pied l'armée de Silésie, qu'elle parut sur les bords de l'Elbe beaucoup plutôt qu'on ne l'y attendoit. Sentant qu'il étoit de la dernière importance qu'on fît un bon usage du peu d'instans libres dont on pouvoit encore disposer, il dit aux commandans après le passage de l'Elbe, que la guerre étoit déclarée, et que sans des mesures

hardies et vigoureuses la ruine de la Prusse étoit inévitable. Ce système ne s'accordoit point avec le caractère du duc de Brunswick. Massenbach se tourmentoit vainement pour pénétrer de ses idées un vieillard de soixante et treize ans; on n'en suivit aucune, et, après avoir quitté d'abord le terrain entre l'Elbe et la Saale, on finit par ouvrir à l'ennemi les chemins qui conduisent du Main à l'Elbe.

En réunissant sous un seul point de vue les fautes commises dans l'époque importante du 1er. jusqu'au 14 d'octobre, elles nous paroissent découler toutes d'une source commune, c'est-à-dire, de l'idée malheureuse qu'eut le colonel de Massenbach, après avoir essayé vainement d'entraîner le duc de Brunswick par le poids de ses raisons, d'en imposer à ce duc par l'autorité du prince de Hohenlohe. Le prince, comme nous l'avons déjà dit plus haut, ne voyoit que par les yeux et ne jugeoit que par les lumières de Massenbach, qui l'accompagnoit comme quartier-

mestre général ; Massenbach pouvoit donc être sûr qu'il le gouverneroit ; mais c'étoit sans doute une supposition audacieuse de croire que le duc de Brunswick auroit, pour le prince de Hohenlohe, la même docilité que celui-ci avoit pour Massenbach; car le duc étoit parfaitement en état d'apprécier les talens militaires du prince, et il savoit distinguer très-bien ce qui venoit de son propre fonds et ce qu'un autre lui avoit prêté. Voilà la seule faute, si c'en est une, que Massenbach ait commise: plein de zèle et de patriotisme, brûlant de tirer le duc de Brunswick de son inaction, il employa le seul moyen qui sembloit devoir le conduire au but. S'il s'est trompé dans le choix de ce moyen, qu'on ne lui en fasse pas un crime! Où est l'homme qui à sa place ne se seroit pas trompé comme lui? Qui n'auroit pas, comme lui, suivi une dernière lueur d'espérance, quand même cette lueur auroit pu être trompeuse? Mais, quoi qu'on en pense là-dessus, qu'on rende du moins justice à ses inten-

tions, et qu'on se garde de noircir le caractère du plus honnête et du plus vertueux des hommes.

Lorsque la bataille de Jéna alloit s'engager, Massenbach fut d'avis de replier l'aile droite, afin que la communication avec l'armée qui marchoit à Auerstaedt ne fût pas coupée. Cet avis ayant été rejeté par le prince de Hohenlohe qui vouloit livrer une bataille en forme, Massenbach voulut que, sans attendre l'arrivée du corps de Ruchel, on chargeât hardiment l'ennemi. Intrépide dans le tumulte de la bataille, il essaya, après l'événement malheureux qu'elle eut, de rallier sur les hauteurs de Weimar les débris du corps de Hohenlohe; mais il fit de vains efforts pour arrêter dans leur fuite les soldats prussiens saisis d'une terreur panique. Quoique pendant la bataille, Liebstadt sur le Ettersberg leur eût été assigné pour point de ralliement, la plupart coururent à Erfurt et à Langensalza, et il n'y en eut que peu qui se rendirent à Liebstadt. Massenbach, dont le cheval avoit été blessé dans la bataille,

fut obligé de le quitter en chemin et d'aller à pied jusqu'aux environs de Sœmmerda, où un de ses camarades lui prêta le sien. A Sœmmerda, il rencontra le roi qui montroit beaucoup de fermeté. Dans la retraite de l'armée, il conduisit si bien une colonne qui marchoit de Nordhausen par Stolberg, qu'elle gagna une journée sur le temps qui lui avoit été fixé pour arriver au lieu de sa destination.

Les débris de l'armée prussienne s'étant rassemblés à Magdebourg, le prince de Hohenlohe reçut ordre de les conduire à Stettin, et Massenbach fut chargé de l'assister dans cette entreprise difficile. L'état où il se trouvoit répondoit parfaitement à celui des troupes; car, tandis que le corps entier étoit rendu de fatigue et de faim, lui-même étoit malade d'une fièvre violente, qui lui avoit pris après son arrivée à Quedlinbourg. Il n'en fallut pas moins se mettre en marche. L'ennemi ayant passé l'Elbe à Wittenberg, le corps de Hohenlohe étoit forcé de décrire l'arc de la corde sur laquelle marchoient les

François. Dès qu'on eut fait quelques journées, on sentit toutes les difficultés avec lesquelles on auroit à lutter. A Neustadt sur la Dosse, Massenbach proposa de rassembler tout le corps et de continuer la marche en phalange fermée; cet avis ne fut point suivi. Le 25 d'octobre Massenbach exigea qu'on envoyât au général de Blucher l'ordre de se joindre à la première colonne. Cet ordre lui fut porté le lendemain; mais le général de Blucher répondit qu'il craignoit une marche nocturne beaucoup plus qu'il ne craignoit les François. Massenbach eut encore l'idée de mener le corps à Stralsund; mais l'incertitude où l'on étoit s'il falloit regarder la Suède comme une puissance amie ou ennemie, le fit renoncer à ce projet. Il falloit donc, quoi qu'il en arrivât, conduire le corps vers l'Oder; et l'on pourra se faire une idée de la peine que Massenbach dut avoir pendant cette marche, si l'on pense qu'il avoit à lutter non-seulement avec sa fièvre, mais encore avec l'assoupissement du prince de Hohenlohe qui

ne faisoit presque plus que dormir. Tout ce que je viens de rapporter amena la capitulation de Prenzlau. On a reproché à Massenbach d'avoir fait marcher le corps de Boizenbourg à gauche par Schœnermark. Qu'on remarque cependant pour sa justification, que, lorsque cette marche fut ordonnée, la colonne étoit sans cavalerie (à moins qu'on ne veuille donner ce nom à cinquante houssards qui accompagnoient le corps), et que, d'après sa disposition, la colonne devoit de Schœnermark marcher par Nieden, mais point par Prenzlau. On se dirigea vers Prenzlau, pour procurer du pain aux soldats. Même auprès de cette ville, il auroit encore été possible de sauver l'armée, si, comme Massenbach l'avoit ordonné, les portes de Prenzlau avoient été occupées, et qu'on eût rompu le pont de l'Uker près de Sechausen. Mais ces ordres n'avoient point été exécutés, et outre cela la position des Prussiens n'étoit point un secret pour leurs ennemis.

Lorsque le prince de Hohenlohe déli-

béra avec Massenbach, s'il falloit capituler ou non, celui-ci fut d'avis qu'on demandât aux généraux et aux officiers commandans, si les soldats avoient assez de force pour livrer un combat. En même temps Huser, chef de l'artillerie, fit annoncer qu'il n'avoit plus que cinq charges pour chaque canon. De tous les généraux et les officiers commandans qui formèrent le conseil de guerre, aucun ne s'opposa à la capitulation que leur proposa le prince de Hohenlohe. Ce ne fut que lorsque la capitulation conclue eut fait cesser le danger, qu'on se mit à accabler Massenbach de reproches, et qu'on osa même faire tomber sur lui le soupçon avilissant d'avoir été gagné par l'or de l'ennemi.

Dans le courant de l'année dernière, un prince allemand ne rougit point de demander au frère de Massenbach : Si le fidèle conseiller du prince de Hohenlohe étoit content des napoléons d'or qu'il avoit reçus pour avoir trahi l'armée ? Ne pourroit-on pas demander aussi : La soif de l'or est-elle donc assez générale pour faire

croire non-seulement la populace, mais encore les grands, à la toute puissance de ce métal? Mais demandons plutôt simplement : Le public est-il donc assez aveugle pour ne point comprendre que, même sans le secours de l'or, une armée française doit toujours nécessairement battre une armée prussienne? D'ailleurs, faut-il avoir connu long-temps Massenbach, pour être convaincu que la trahison et l'infidélité ne trouvent point d'accès dans son âme? Peut-on avoir moins de besoins que lui? Peut-on, dans une fortune médiocre, montrer plus de libéralité à toutes les occasions? Des hommes d'un caractère pareil ne peuvent être avilis par la cupidité!

C'est par lui, nous le disons avec une conviction entière, que la Prusse auroit été sauvée si elle avoit pu l'être; mais donnant toujours dans le vide avec ses idées et avec ses efforts, il hâta, malheureusement pour lui-même, la chute de cette monarchie; car il contribua à faire disparoître l'unité des mesures, tandis qu'il n'y

avoit que cette unité, que l'accord des hommes éclairés et vertueux qui pussent arrêter la Prusse sur le bord de l'abîme. Il a été, dans cet état, ce que Caton d'Utique fut à Rome; mais c'étoit moins sa faute que la faute de ceux qui s'imaginent que l'idée du bon et du vrai n'est faite que pour être exposée dans des livres et non pour être exécutée dans la réalité; et qui, sans songer à mériter leur puissance, préfèrent d'en jouir aussi long-temps qu'il plaît à Dieu.

Méconnu et poursuivi de toutes parts, Massenbach doit s'en consoler, en songeant que son sort étoit inévitable; que le vulgaire ne cesse point d'exercer cet ancien privilége dont il jouit, de calomnier ce qui est au-dessus de sa portée, et que tous les hommes dont la conduite n'a point été comprise ont eu le même malheur : il se déshonoreroit s'il ne le supportoit point avec patience et avec fermeté.

GALERIE
DE
CARACTÈRES PRUSSIENS.

SECONDE PARTIE.

CONSEILLERS DU CABINET, MINISTRES D'ÉTAT ET SAVANS.

I.

Le conseiller du cabinet Beyme.

Les successeurs de Frédéric-le-Grand héritèrent du cabinet qu'il avoit créé. Sans doute ce grand roi auroit rendu un service immense à l'état qu'il a gouverné avec tant de succès, s'il lui avoit donné de meilleures lois organiques, et s'il avoit établi des corps sociaux destinés à remplacer son génie et ses connoissances étendues, et à augmenter l'autorité royale en la limitant. Cependant, si l'on considère que Frédéric II portoit les entraves de son siècle,

c'est-à-dire, qu'il nourrissoit des préjugés défavorables à une pareille création ; si l'on songe, outre cela, que l'établissement des corps sociaux, soit en Prusse, soit dans d'autres états, suppose l'annulation des priviléges héréditaires : on concevra comment Frédéric II a pu tranquillement transmettre le cabinet à ses successeurs. Après avoir été, sous son gouvernement, le premier bureau d'état, le cabinet devint une espèce d'oligarchie sous son successeur. Le mal étoit à son comble, lorsque Frédéric Guillaume III fut chargé de la tâche difficile d'arrêter l'état chancelant sur les bords de l'abîme. Une nouvelle organisation du cabinet sembloit devoir y suffire. Le nombre des conseillers du cabinet fut réduit ; il n'en resta qu'un seul. C'étoit le conseiller Mencken, bel esprit, peu propre aux affaires, qui ne remplissoit qu'à moitié ce que son poste exigeoit. Sa santé délabrée l'engagea lui-même à demander un collègue, ou plutôt un successeur. De tous ceux que les ministres proposèrent pour le remplacer, le

roi choisit M. Beyme, qui étoit alors conseiller de la chambre de justice.

Beyme est de moyenne taille ; il a le corps robuste, sa physionomie est d'une beauté mâle. Pour peu qu'on s'entende à déchiffrer les traits du visage, on doit trouver que de ce feu céleste, ravi par Prométhée, une forte étincelle lui est tombée en partage ; ses yeux, qui se font remarquer surtout, annoncent, par le feu de leurs regards, la vivacité de son imagination. Son maintien, sans être parfait, n'a rien de gauche, et dans sa démarche assurée, on voit, à moins qu'on n'ait des préjugés contre cette manière de voir, toute la fermeté d'un homme à principes et d'un honnête homme. Le son de sa voix est sonore, et il s'énonce d'une manière qui, sans être étudiée, a toute cette précision à laquelle s'accoutume un esprit formé dans les affaires. Quoique ses manières soient différentes d'après l'idée différente qu'il se fait des personnes qui l'approchent, la plupart y ont cru remarquer je ne sais quoi de froid ou même de dur

qui les caractérise. On lui a fait à cause de cela le reproche d'insensibilité ; on l'a accusé d'orgueil et même de hauteur. Je crois cependant que cette froideur ou cette dureté des manières est plus affectée que naturelle, et que dans M. Beyme elle doit moins être mise sur le compte de l'homme que sur celui du conseiller du cabinet. S'il est vrai que les qualités morales se peignent dans la physionomie, Beyme doit avoir l'âme très-sensible : c'est son poste qui l'oblige à déguiser son caractère véritable ; car dès que sa bonté seroit connue, chacun ne chercheroit-il pas à l'entraîner en le prenant par son foible ? Peut-être cependant garderoit-il envers tous son amabilité naturelle, s'il s'élevoit à une plus grande hauteur de principes. L'empereur Titus, sans jamais promettre plus qu'il ne pouvoit tenir, ne rebuta jamais personne, et renvoyoit contens tous ceux qui sortoient de sa présence.

Quoi qu'il en soit, ce qui fait beaucoup d'honneur à M. Beyme, c'est la manière

dont il s'est conduit envers les amis de sa jeunesse. Il n'a point rompu ses liaisons avec eux; ce qui prouve la bonté de son cœur : il ne les a point assez élevés pour qu'on pût l'accuser de partialité ; ce qui montre sa prudence.

L'on s'étonnera peut-être qu'avec de si beaux talens, M. Beyme ait pu se contenter de la jurisprudence, comme s'il n'étoit qu'un homme ordinaire, sans jamais éprouver de passion pour les arts, pour les sciences exactes ou pour la philosophie. J'avoue que je ne saurois résoudre ce problème : tout ce que je sais, c'est que Beyme, dans son premier poste, gagna l'estime de tous ses collègues, en ennoblissant et en sanctifiant, pour ainsi dire, la jurisprudence. En général, pour le peindre d'un seul trait, je dirois qu'il a le caractère religieux : j'appelle religieux ce qui réunit la perfection morale à la perfection intellectuelle. Cette gaîté franche, cet abandon qu'il montre dans le cercle de ses amis intimes, confirment, ce me semble, le jugement que j'ai porté de lui.

Un homme tel que Beyme, entrant, en vertu de son poste, dans une relation intime avec un roi tel que Frédéric Guillaume III, ne pouvoit manquer d'acquérir une prépondérance qu'aucun conseiller du cabinet n'avoit eue avant lui ; et il eut d'autant moins de peine à l'obtenir, qu'il n'avoit point de collègues qui la lui disputoient. Dès que les ministres d'état se furent aperçus de cette prépondérance, ils commencèrent à le détester. Non que Beyme, en abusant de son crédit, ou en donnant prise de quelqu'autre manière, eût justifié cette haine ; elle n'avoit d'autre motif que la relation où des ministres d'une caste privilégiée se trouvoient avec un roturier, dans lequel ils voyoient, sinon le chef de l'état, du moins un premier ministre. Si auparavant on s'étoit répandu en éloges sur l'honnêteté et les lumières de Beyme, on ne rougit point maintenant de le dépeindre comme un simple jurisconsulte qui, avec toute la pédanterie de son premier état, sacrifioit sans cesse l'esprit à la lettre. Cependant il

n'y avoit point d'homme au monde qui méritât moins que Beyme un reproche pareil. Je ne nie point, et il en conviendra sans doute lui-même, qu'en entrant au cabinet il étoit loin d'être un homme d'état consommé; mais je prétends qu'il l'étoit à un bien plus haut degré que la plupart de ceux qui l'accusoient d'être un pur formaliste. Car il avoit du moins le mérite d'avoir étudié à fond une science, quand même ce n'eût été que le droit; tandis que les ministres, ses ennemis (j'en excepte M. de Strouensée, qui aussi ne l'a jamais jugé si défavorablement, et M. de Stein), étoient l'ignorance même, et n'avoient étudié que la représentation.

Pour appaiser cette haine qui augmentoit de jour en jour, Beyme choisit de tous les moyens qui se présentoient à son esprit, celui qui paroissoit le plus efficace : il engagea le roi à créer un second conseiller du cabinet. Lombard, qui jusqu'alors avoit été secrétaire du cabinet, obtint ce poste. L'administration intérieure et les affaires étrangères de la Prus-

se ressortoient donc maintenant à deux roturiers, qui, malgré le titre modeste de conseillers du cabinet, étoient véritablement premiers ministres. Les ministres, crevant de dépit, adressoient de temps en temps au roi des projets de réforme; le roi, ne se fiant point à ses propres lumières et à son propre jugement, renvoyoit ces mémoires à ses conseillers du cabinet, ce qui ne faisoit qu'augmenter la haine que Beyme s'étoit attirée; et tandis que Lombard n'étoit en relation d'affaires qu'avec le ministre du cabinet, Beyme se trouvoit en butte à l'inimitié de cette foule des autres ministres. Il y auroit eu un moyen de se réconcilier avec eux : c'étoit de se faire anoblir. Il ne tenoit qu'à lui d'en faire usage. Comme il est riche, c'étoit-là encore un titre pour être agrégé au premier ordre de l'état, puisque premier ordre et noblesse étoient synonymes en Prusse; cependant il ne se fit point anoblir. Soit qu'un instinct, soit que des principes réfléchis l'en aient empêché, toujours lui est-il fort honorable de n'a-

voir point imité la folie du tribun du peuple Rienzo Rienzi, qui se fit armer chevalier pour avoir la tête tranchée bientôt après. Sans doute les ministres auroient supporté plus patiemment d'être dans la dépendance de M. de Beyme, noble comme eux, que dans celle de M. Beyme, roturier. Mais il est sûr aussi qu'en se faisant anoblir, Beyme auroit, de sa propre main, détruit son autorité, et qu'il se seroit rendu nul pour son poste. Les choses en restèrent donc au point où elles étoient, et l'on continua à imputer à Beyme lui-même, ce qu'on auroit dû mettre sur le compte de ses relations. On ne pouvoit ou l'on ne vouloit pas comprendre que l'organisation de la Prusse étant telle qu'elle étoit alors, ce n'étoit qu'un roturier qui pouvoit être premier conseiller du cabinet; que tout autre à sa place (supposé que c'eût été un homme à caractère) se seroit plus ou moins conduit de même. Et dans cette guerre où l'ambition, qui vouloit se faire jour, confondoit la relation avec la personne, on se couvrit d'un ridi-

cule dont on auroit dû rougir. Je n'ai pas besoin de dire que, par cet antagonisme des ministres d'état et des conseillers du cabinet, la machine du gouvernement fut souvent arrêtée dans sa marche.

J'ai dans ce moment devant moi un mémoire, dans lequel un ministre de Prusse propose à Frédéric Guillaume III une réforme dans l'organisation du gouvernement, en conseillant au roi de régler en personne les affaires, avec un conseil d'état composé de cinq ministres. Voici comment ce mémoire, qui ne s'accorde pas tout à fait avec les bons principes d'organisation politique, caractérise M. Beyme :

« Comme conseiller de la chambre de justice, M. Beyme se faisoit estimer par une conduite honnête et franche, par un esprit juste et profond, et par une activité infatigable. Il est versé dans le droit ; mais il manque des connoissances nécessaires à l'administration de l'intérieur. Les nouvelles relations dans lesquelles il est entré, comme conseiller du cabinet, l'ont rendu hautain et présomptueux. La. . . .

. . . . . .

. . . . . Ses liaisons avec Lombard et avec la famille de celui-ci ont gâté ses mœurs, refroidi son amour pour le bien public, et diminué son activité. »

Voilà bien un noble qui trace le portrait d'un roturier! Le même ministre, qui accuse ici M. Beyme de manquer des connoissances nécessaires pour l'administration de l'intérieur, faisoit, dans le temps même où il écrivoit ce mémoire, une opération importante, dont vraisemblablement les suites funestes ne lui sont point échappées. Je ne dis rien des autres reproches; car, si c'étoit être coupable que d'y donner prise, il n'y auroit pas d'homme au monde qui ne le fût plus ou moins.

Mais on fait encore à M. Beyme un autre reproche, plus grave s'il étoit fondé, en l'accusant d'avoir profité, pour s'enrichir, de la situation avantageuse où il se trouvoit. Mais si, comme M. Beyme, on possède une fortune considérable, qu'y a-t-il de plus naturel que l'augmentation

de cette fortune dans un poste comme le sien, qui, sans exiger beaucoup de dépenses, rapporte d'assez gros revenus pour qu'on puisse faire des épargnes? Qu'on ajoute à cela qu'un conseiller du cabinet, quelqu'incorruptible qu'il soit, est souvent obligé d'accepter des présens, parce que ceux qui les lui font sont élevés au-dessus de lui en dignité, et qu'en dédaignant stoïquement leurs dons, il offenseroit des personnes auxquelles il doit du respect. Il vaudroit mieux certainement qu'on ne lui fît point de présens du tout; mais c'est ce qu'on ne pourra jamais obtenir, à moins qu'on ne donne au conseiller du cabinet un rang proportionné à l'influence politique qu'il exerce. Le défaut essentiel commis dans l'établissement du cabinet, c'est que l'autorité réelle du conseiller est plus grande que son autorité apparente. De cette disproportion naît une foule d'inconvéniens, et les présens qu'on peut oser offrir au conseiller du cabinet n'en sont certainement pas le moin-

dre. Mais cette disproportion subsistera aussi long-temps que l'inégalité des conditions dont elle résulte.

Lorsqu'après toutes ces observations, j'aurai encore assuré que mon estime pour M. Beyme augmente, à mesure que je comprends davantage ses relations, l'on me permettra, j'espère, les questions suivantes : D'où vient que M. Beyme, pouvant se faire une société à son choix, s'est borné à sa famille et aux amis de sa jeunesse? D'où vient qu'il n'a jamais recherché les savans qui font leur étude principale des intérêts des états, afin d'étendre ses idées et d'aiguiser son esprit dans leur commerce? D'où vient qu'il s'est contenté d'une connoissance historique des arts? D'où vient qu'il n'a jamais combattu énergiquement l'aristocratie féodale, quoiqu'elle-même l'ait provoqué à la lutte, et que son poste semblât lui en faire un devoir; et qu'il a permis à cette aristocratie de précipiter l'état dans l'abîme où il se trouve? Tandis que d'autres lui ont fait des reproches, je me contente de propo-

ser ces questions, auxquelles je n'entreprends pas de répondre, convaincu qu'il y a bien des choses où il faut se dire :

Scit Genius, natale comes qui temperat astrum,
Naturæ Deus humanæ, mortalis in unum-
Quodque caput, voltu mutabilis, albus et ater.

II.

Le conseiller du cabinet Lombard.

Dans le mémoire que j'ai cité plus haut, se trouve le portrait suivant de Lombard :

« Le conseiller du cabinet, Lombard, est physiquement et moralement énervé. Ses connoissances se bornent à la littérature françoise ; les sciences plus solides, étudiées par l'homme d'état et par le savant, n'ont jamais occupé cet homme frivole. Initié de bonne heure aux orgies de Rietz et de la comtesse de Lichtenau, il prit part à leurs débauches, qui étouffèrent sa moralité, à la place de laquelle elles mirent une parfaite indifférence pour le bien et

pour le mal. C'est dans les mains foibles et impures d'un bel esprit de basse extraction, dont le père fut perruquier; d'un roué, qui joint à la perversion morale le délabrement physique; d'un hébété, qui perd son temps au jeu, dans des sociétés insipides et insignifiantes : c'est dans les mains d'un homme pareil que se trouve le maniement des affaires étrangères de la Prusse, dans une période qui est sans exemple dans l'histoire moderne! »

Quelle que soit la difformité de ce portrait, je n'ose le taxer d'exagération. Il y a eu très-souvent des hommes qui, tout en se plongeant dans les jouissances sensuelles, étonnoient en même temps par le travail dont leur esprit étoit capable; un tempérament fougueux semble être en général la condition de l'énergie de l'âme; mais ce n'est pas M. Lombard qu'il faut mettre au nombre de ces hommes extraordinaires. Tiré du collége par Frédéric II, et placé comme secrétaire du cabinet, cédant par sa légèreté naturelle à chaque séduction, il devint un roué véritable sous

le règne de Frédéric Guillaume II. Sans connoissances solides, qu'il n'eut jamais l'occasion d'acquérir ; épris du talent qu'il possédoit de bien tourner quelques vers françois ; sans idées et par conséquent sans ressources en lui-même, et sans pudeur : tel étoit Lombard, lorsqu'en 1800, à un âge où l'on ne change plus, il fut fait conseiller du cabinet. Le mince talent d'écrire le françois et de composer des lettres insignifiantes à quelque tête couronnée, fut la base de sa fortune. Jamais il n'a compris, jamais il n'a cherché à comprendre les véritables intérêts des états ; les relations entre la France et l'Angleterre, ces relations importantes, qui devoient décider du sort de l'Europe, lui sont toujours restées un mystère. On ne le croira point, et pourtant il n'est que trop vrai que ce conseiller du cabinet, qui par son poste avoit la plus grande influence sur les destinées de la Prusse, n'a commencé qu'en 1805 à lire les œuvres posthumes de Frédéric II. Encore n'avança-t-il point

beaucoup dans cette lecture, uniquement entreprise pour dissiper l'ennui que lui causoit le séjour de Charlottembourg. Pouvoit-il y avoir un travail plus intéressant que celui de son poste? et cependant il haïssoit ce travail plus qu'il ne l'aimoit; car, il étoit si ignorant en politique, qu'il ne pouvoit se passionner pour des occupations qui s'y rapportoient. Se souvenant que dans sa jeunesse il avoit fait en vers françois des traductions assez heureuses de quelques morceaux d'Ossian et de Virgile, il nourrissoit toujours le désir de se faire une réputation dans la poésie françoise. Il y a quelques années qu'il lut une ode au jour de naissance de Frédéric II, célébré par l'académie des sciences de Berlin, institut qui, depuis la mort de ce grand roi, est devenu une espèce d'hôpital pour les gens de lettres émérites, et dont Lombard a l'honneur d'être membre. Dans cette ode, admirée alors comme un chef-d'œuvre, faut-il dire de poésie lyrique ou d'impudence? il assuroit que son roi, si jamais il dégaînoit l'épée, feroit preuve

d'un héroïsme éclatant. Sa plus grande ambition a toujours été de faire une tragédie françoise; il l'a essayé, mais il n'a pu en venir à bout; et on pourroit lui appliquer ce qu'a dit je ne sais quel auteur françois: que, pour faire une bonne tragédie, il faut avoir de bons c.....s. Car, énervé par des jouissances immodérées, il peut à peine, âgé comme il est au plus de quarante ans, se tenir ferme sur les jambes, et supporter d'autre travail que celui de l'hombre et du wisk.

Il étoit de son devoir, en 1805, de sauver la Prusse. Il auroit dû s'opposer à l'idée absurde d'une neutralité complète, avec cette énergie que le véritable patriotisme peut donner à l'âme qu'il remplit; et la Prusse n'ayant à choisir qu'entre l'Angleterre et la France, il devoit travailler de tout son pouvoir à lui faire embrasser résolument les intérêts de celle-ci, M. de Hardenberg et le duc de Brunswick eussent-ils été mille fois d'un avis différent. Qu'il fut loin de remplir cette destination! qu'il fut loin de cette hauteur de principes

d'où l'on aperçoit avec certitude le parti qu'il faut prendre !

En punition de cela, il fut chargé, l'année suivante, de mettre son esprit à la torture, pour rassembler de toutes parts les phrases dont il composa ce fameux manifeste contre la France : travail qui, par les efforts qu'il lui coûta, mérite certainement d'être comparé aux travaux d'Hercule. A peine ce manifeste venoit-il de paroître à Berlin, que déjà Lombard s'occupoit à faire emballer les archives; car, après deux batailles livrées le même jour et perdues toutes deux, il n'y avoit point de temps à perdre. Jamais certainement guerre ne fut plus mal concertée; mais ce qu'il y a surtout de remarquable, c'est que ceux qui l'avoient suscitée, la craignoient autant qu'ils la désiroient, et qu'ils étoient sûrs de leur perte avant même que le jeu sanglant eût commencé.

A Stettin, Lombard eut le malheur d'être traîné en prison par ordre de la reine, comme un vil criminel, et d'être couvert de boue par la populace. Ce traitement,

quoique je ne sache point ce qui peut y avoir déterminé la reine, me semble trop dur envers un homme qui par sa foiblesse même ne pouvoit être coupable. Tel fut sans doute aussi le sentiment de Frédéric Guillaume III, qui le fit mettre en liberté sans examen.

Après la paix de Tilsit, Lombard a été nommé sécrétaire perpétuel de l'académie. On pouvoit tout aussi bien le placer dans quelqu'autre hôpital, bien entendu qu'on lui donnât une pension assez forte pour qu'il pût faire chaque jour sa partie d'hombre. Pour ce qui est de sa tragédie, comment pourroit-il jamais l'achever, puisqu'il n'a pu achever son propre développement ?

III.

Frédéric Guillaume, comte de Schoulenbourg-Kehnert.

Il y a des hommes qu'on n'est en état d'apprécier que lorsque le sort leur fait subir

une épreuve extraordinaire. Aussi longtemps que tout reste autour d'eux dans l'ordre accoutumé, ils brillent comme des étoiles de première grandeur, et l'on ne s'aviseroit point de les comparer à ces divinités phéniciennes sur lesquelles, pour exprimer leur toute-puissance, on plaçoit une tête de bœuf. Mais lorqu'ils sont assaillis par des événemens extraordinaires qu'ils n'ont pu prévoir et qu'ils ne savent maîtriser, dépouillés alors de l'éclat emprunté qui les environnoit, ils manifestent toute leur incapacité, semblables à des chiens qui savoient à la vérité faire aller le tourne-broche, mais qui ne peuvent remonter la machine, lorsqu'elle s'écroule sur eux.

Cette estime qu'on sent si naturellement pour des hommes revêtus de dignités et de pouvoir, on devoit l'éprouver pour le comte de Schoulenbourg plus que pour tout autre ministre de la monarchie prussienne. Et comment n'auroit-on pas respecté un ministre, dans les lumières duquel trois monarques avoient mis une

confiance entière; qui, ayant travaillé dans toutes les branches de l'administration, devoit savoir mieux que tout autre embrasser d'un seul coup d'œil l'ensemble du gouvernement? Enfin, si l'on mettoit du prix à l'expérience, il falloit estimer celle que le comte de Schoulenbourg pouvoit avoir acquise dans une longue carrière. Approchoit-on de plus près, on voyoit un homme d'un extérieur imposant, qui s'énonçoit avec précision, et qui, lorsqu'il manquoit de raisons pour appuyer son sentiment, usoit du stratagème d'en appeler à l'expérience : comme s'il étoit possible que l'expérience donnât des résultats contraires à ceux du raisonnement! Une autre échappatoire qu'il avoit toujours prête, c'étoit de dire : « Ce ne sont là que de beaux rêves inutiles pour la réalité; ce monde est un monde de relations et non pas d'idées; il faut savoir se plier aux circonstances pour se faire valoir, etc. »

C'est un préjugé assez commun de ceux qui travaillent dans les affaires, de croire que les lumières dont ils ont besoin, ne

peuvent être acquises que dans la vie active. Ils ignorent, à ce qu'il paroît, que l'idée qui fait agir, doit toujours être antérieure à l'expérience. Et d'ailleurs, qu'est-ce donc que cette expérience dont ils se vantent? C'est un assemblage de fragmens et de parcelles, sans principes qui les lient, ou même, plutôt, contraire à tous les principes. J'ai souvent pensé que le monde seroit beaucoup mieux gouverné, si ceux qui se chargent du maniement des affaires apportoient des idées à ce travail, au lieu de chercher à s'élever par ce travail aux idées. L'homme n'y arrive jamais, s'il attend que l'expérience l'y conduise; car sa vie est trop courte pour cet effet, et parmi les inquiétudes et les distractions des affaires il n'a point assez de calme pour généraliser les faits. Afin de s'élever avec quelque succès à la région des idées, il faut qu'on étudie, c'est-à-dire, qu'on augmente sa propre expérience de celle de tous les siècles. Celui qui néglige l'étude parce qu'elle lui semble ou trop pénible, ou trop peu néces-

saire, aura tort d'attacher beaucoup de prix à son expérience, puisqu'elle ne pourra jamais être que très-imparfaite. Un juge compétent sur ce point, milord Bacon, va même jusqu'à prétendre que ceux qui n'ont point consacré une grande partie de leur temps à l'étude (*qui non in libris evolvendis operam collocarunt*), n'ont point d'aptitude aux affaires, et que la triste expérience, à laquelle ils se bornent, ne peut jamais leur enseigner le parti qu'ils doivent prendre.

Ce qui empêcha surtout en Prusse le développement des talens administratifs, ce fut le principe suivi sous les trois derniers règnes, de mettre d'anciens militaires à la tête des principaux départemens. On supposoit que, la machine étant toute arrangée, elle n'avoit besoin pour rester en mouvement que d'une impulsion forte, et que nul n'étoit plus propre à lui donner cette impulsion qu'un militaire d'extraction noble, dressé dès sa jeunesse à l'ordre et à l'exactitude. En suivant cette maxime on mettoit naturellement le mécanis-

me à la place de l'intelligence : malheur peu funeste sous Frédéric II, puisque l'intelligence, en disparoissant même de toute la machine du gouvernement, résidoit du moins dans le chef de l'état. Il en fut autrement sous le règne de ses successeurs. Accoutumés à recevoir une impulsion forte et même terrible, les ministres prussiens se trouvèrent dans un véritable délaissement après la mort de Frédéric II ; ils ne surent comment se conduire par eux-mêmes, et le gouvernement dégénéra dans une polygraphie qui ne pouvoit manquer d'avoir les suites les plus déplorables. Un homme qui a prévu beaucoup d'autres événemens, me dit, il y a quatre ans : Cette bureaucratie subsistera encore quelques années ; et, si elle s'écroule alors, soit par sa propre foiblesse, soit par un choc du dehors, on aura beaucoup de peine à trouver un homme qui monte une machine nouvelle.

Ce fut aussi à quelques années de service militaire que le comte de Schoulenbourg-Kehnert dut les places administra-

tives qui lui furent confiées ; il fut d'abord conseiller provincial du département de Salzwedel, et ensuite vice-directeur de la chambre des domaines à Magdebourg, postes dans lesquels il ne resta pas long-temps. Dans sa vingt-neuvième année, il fut nommé ministre des finances auprès du directoire général. L'aptitude extrême qu'il avoit à travailler d'après les idées d'un autre, lui gagna la faveur de Frédéric-le-Grand, au point qu'il étoit presqu'accablé de la confiance que ce roi lui témoignoit. Dans la campagne de Bavière, il fut nommé ministre de la guerre et on lui confia la disposition des caisses d'armée. En 1782, il fut placé à la tête de la société maritime ; deux ans après, il reçut des mains du grand roi l'ordre de l'Aigle Noir. Frédéric Guillaume II, quoiqu'il ne l'aimât point, lui donna le titre de comte. Bientôt après, il prit son congé et vécut près de quatre ans dans ses terres aux environs de Magdebourg. L'incapacité du comte de Schoulenbourg-Blumenberg, qui lui avoit succédé dans les plus importantes de ses fonc-

tions, le fit rappeler de son exil. Le roi, pour le dédommager d'être tombé précédemment en disgrâce, le fit lieutenant général et le nomma président directeur du collége de guerre qui fut organisé alors. L'année suivante (le 2 de mai 1791) il lui conféra la charge de ministre du cabinet. Dans cette qualité, il accompagna, en 1792, Frédéric Guillaume II à Anspach, à Mayence et dans la campagne du Rhin. Seroit-il permis de croire que ce fut le sentiment de son incapacité qui l'engagea, au commencement de l'année suivante, à quitter ce poste important, à se contenter du ministère de la guerre, de la direction de la banque et de la loterie, et à se retirer pour quelques mois dans ses terres? Je reviendrai bientôt sur ce sujet.

Vers la fin de 1793 il retourna à l'armée du Rhin. L'année suivante il fut gouverneur de Francfort-sur-Mein. En 1795, peu après la paix de Bâle, il donna sa démission qui ne fut point reçue. Sans quitter ses terres, il administra pendant plusieurs années le département de la banque et de la

loterie. Frédéric Guillaume III, étant monté sur le trône, il fut, *à cause de sa longue expérience, de ses connoissances profondes dans toutes les branches de l'administration, de son activité infatigable, de sa probité reconnue, et de la confiance générale qu'il possédoit;* il fut, dis-je, rappelé à Berlin, nommé contrôleur général des finances, et fait général de la cavalerie à la première revue. Il obtint bientôt après les charges de surintendant du trésor royal, directeur général des postes, et de directeur de la loterie. En 1802 il reçut la commission de prendre possession des provinces nouvellement acquises, et de les organiser. En 1806, le pays d'Hanovre devint pour lui l'objet d'une commission pareille. A l'ouverture de la dernière campagne contre la France, il retourna à Berlin, pour être gouverneur de cette ville. Il la quitta le 21 d'octobre, pour suivre le roi en Prusse. Après la bataille d'Eilau, il retourna dans ses terres. La paix de Tilsit le rendit sujet du roi de Westphalie, et rompit enfin les relations où il s'étoit trou-

vé avec les trois derniers monarques de la maison de Brandebourg.

L'on voit par cette esquisse que, pendant une période de près de trente-cinq ans, les rois de Prusse témoignèrent la plus grande confiance au comte de Schoulenbourg, et le comblèrent de distinctions. Consacrons quelques momens à examiner s'il méritoit et ces distinctions et cette confiance.

Pour juger des lumières du comte de Schoulenbourg, il ne faut point le considérer pendant l'époque de 1771 jusqu'en 1786, où il n'agissoit que par l'impulsion de Frédéric II; car, quoiqu'il fût très-utile comme instrument, il n'étoit cependant que cela durant cette longue époque, et ne brilloit que d'un éclat emprunté.

Mais depuis le mois de mai 1791, où le ministère de cabinet lui fut conféré, il auroit eu occasion de montrer du génie et du caractère. On connoît assez les raisons pour lesquelles M. de Herzberg, qui l'avoit précédé dans ce poste, reçut son

congé. Cependant, nous n'accuserons point le comte de Schoulenbourg d'avoir commis une faute impardonnable, en favorisant cette guerre aventurière contre la France. Il est vrai qu'un bon politique, enrichi de l'expérience de tous les siècles, ne l'auroit jamais approuvée ; mais il faut remarquer que cette approbation étoit la seule condition sous laquelle le comte de Schoulenbourg pouvoit entrer au ministère du cabinet, et qu'il étoit impossible alors de prévoir les événemens de cette guerre malheureuse, avec autant de certitude qu'on apprit à les connoître quelques années après. Mais c'est comme moteur du dernier partage de la Pologne, que le comte de Schoulenbourg commit deux fautes inexcusables qui eurent les suites les plus funestes pour la Prusse. D'abord, il fit sur ce sujet des ouvertures précipitées à M. Alopæus, envoyé de Russie à Berlin : ouvertures qui autorisoient le cabinet de Saint-Pétersbourg à rejeter sur celui de Berlin tout ce que cette démarche avoit d'odieux, comme il le fit

effectivement dans son manifeste. En second lieu, le ministre de Schoulenbourg détruisit par ce partage le système d'administration qui, jusqu'alors, avoit été observé pour l'intérieur de l'état. Le blé acheté à bas prix en Pologne remplissoit les magasins de Frédéric II, qui les ouvroit en temps de cherté, pour faire baisser le prix des objets de première nécessité. Mais, dès que les provinces polonoises furent ajoutées aux états de Prusse, et que par conséquent le prix du blé se fut partout mis de niveau, on vit disparoître les magasins qui sous Frédéric II avoient fait le nerf de la monarchie. Si donc le ministre de Schoulenbourg avoit résolu de ravir à la Prusse cet aplomb que lui donnoit l'achat des grains en Pologne, il devoit savoir ce qu'il mettroit à la place; s'il ne le savoit pas, il falloit qu'il fût inepte ou enragé pour proposer le partage de la Pologne. En effet, dès que les deux provinces polonoises furent incorporées à la Prusse, dès qu'il n'y eut plus de magasins, les objets de première nécessité monté-

rent à un prix exorbitant; la cherté mit des entraves à l'industrie du pays, et ruina les manufactures des villes; les armées n'eurent plus de base assurée; toute cette foule innombrable d'employés fut autorisée, pour ainsi dire, à se laisser corrompre; et ce n'étoit plus que dans les relations commerciales avec l'Angleterre que la Prusse trouvoit encore un foible appui. Dira-t-on que ce sont-là des conséquences que le comte de Schoulenbourg ne pouvoit prévoir? Mais qui donc pourra jamais prévoir de ces sortes de choses, si le ministre qui représente la sagesse politique ne les prévoit point? Et comment M. de Schoulenbourg n'a-t-il pu les prévoir, lui, qui pendant dix-sept ans avoit été, sous Frédéric II, *conseiller privé d'état et de guerre, vice-président et ministre-directeur auprès du directoire général des finances et domaines*? Je le dis à regret; mais la vérité m'arrache cet aveu: le ministre de Schoulenbourg n'étoit, comme tant d'autres, qu'un ministre, qui, pour me servir encore une fois d'une

comparaison déjà employée, savoit à la vérité faire tourner la broche, mais qui ne comprenoit rien à la construction de la roue qu'il faisoit aller. Il doit se faire à lui-même ces réproches, s'il a de la réflexion et de la conscience, ce qui cependant est fort douteux; car ces qualités n'entrent pas dans l'idée commune qu'on se fait d'un homme d'état. Des fautes pareilles sont ordinairement irréparables; et si le ministre du cabinet, après avoir joué un tour de cette espèce, donne, comme M. de Schoulenbourg, sa démission, il prouve qu'il sent son incapacité, sans avoir envie de pâtir pour les fautes qu'il a commises.

Un écrivailleur inepte *, qui trouve au comte de Schoulenbourg des talens supérieurs pour l'administration, tout en disant qu'il est grand paillard; cet écrivailleur prétend que le comte de Schoulenbourg étoit l'homme qui pouvoit sauver la Prusse, et qu'il l'auroit en effet préservée de ses derniers malheurs, s'il avoit employé le crédit dont il jouissoit pour

* C'est l'auteur des *Vertrante Briefe*.

s'élever au rang de premier ministre. L'on pourroit dire bien plutôt : Je crois que ce fut le comte de Schoulenbourg qui, par son incapacité, causa les malheurs de la Prusse. Mais, abstraction faite de cela, quelles étoient les qualités qui le rendoient digne de faire le premier ministre; car, quoique ce soit une grande avance pour un ministre d'être en même temps général de cavalerie, il ne suffit point de cela, et il faut encore des lumières de toute espèce; et le comte de Schoulenbourg les avoit-il ces lumières? Comprenoit-il assez bien les rapports politiques entre la France et l'Angleterre, pour savoir les maîtriser et les tourner à l'avantage de la Prusse? Savoit-il apprécier assez bien les progrès des lumières en Europe, pour ne rien entreprendre qui n'y fût conforme, et pour craindre plus que la mort tout le reste? D'intelligence avec le génie de l'humanité, connoissoit-il les changemens devenus nécessaires à l'ordre social en Europe? Telles étoient cependant les qualités nécessaires à l'homme qui auroit pu sauver la Prusse; et, si l'on prétend

que le comte de Schoulenbourg étoit cet homme, et qu'on ne prouve pas qu'il possédoit ces qualités, on n'a avancé rien de raisonnable. Il semble qu'il s'est beaucoup mieux jugé lui-même. Dans une situation aussi avantageuse que la sienne, il auroit certainement ambitionné le poste de premier ministre, s'il avoit trouvé en lui-même assez de forces pour le remplir. Mais puisque sous Frédéric Guillaume III, il préféra à ces fonctions difficiles et élevées, les charges de contrôleur général, de directeur des postes et de directeur de la loterie, n'a-t-il pas prouvé lui-même, qu'il n'étoit point fait pour être premier ministre, et démenti tous les flatteurs qui oseroient le supposer?

Tandis que tous les autres ministres ne pouvoient agir sur le roi que par le canal du cabinet, le comte de Schoulenbourg avoit le privilége d'une séance particulière par semaine, appelée à Berlin la conférence du jeudi. Quoiqu'on ne sache point les objets qui s'y traitoient, on peut affirmer avec assez de certitude que le comte de Schou-

lenbourg n'a jamais fait connoître au roi la grandeur de sa destination, et qu'il ne l'a jamais encouragé à la remplir. On m'objectera que ce n'est point là le devoir d'un ministre : aussi je prétends dire simplement que, si M. de Schoulenbourg étoit un homme de génie, il auroit même sans le vouloir élevé le roi à sa hauteur. Il y a même des courtisans (on sait que cette classe est malicieuse par tout pays) qui assurent que c'étoit de la chronique scandaleuse de la ville que le ministre de Schoulenbourg entretetenoit Frédéric Guillaume III, dans les conférences du jeudi. Et cela doit paroître assez probable à ceux qui savent que ce même ministre, à son retour de Hildesheim, ayant l'honneur de dîner avec le roi, ne l'entretint que des aventures galantes du clergé catholique dans les provinces nouvellement acquises. Malgré son âge, malgré la bonne opinion qu'on avoit de son esprit, il en possédoit donc assez peu pour faire l'agréable ! Comme chef de la police secrète, il ne pouvoit manquer d'avoir toujours des contes pour

rire, et ces misères s'accordoient beaucoup mieux avec son caractère, qu'il ne le pensoit lui-même,

J'ai dit que le comte de Schoulenbourg fut chargé deux fois de prendre possession, à la tête d'un corps de troupes, de provinces acquises par la Prusse, et de les organiser. L'on croira peut-être que c'est là une commission très-difficile, qui ne peut être donnée à tout le monde, et l'on n'aura pas tort d'en juger ainsi. Mais pour ce qui est du comte de Schoulenbourg, il avoit un expédient qui facilitoit la chose. Nouveau Procruste, il apportoit un lit, dans lequel il couchoit, si je puis m'exprimer ainsi, la province qu'il devoit organiser, coupant ce qui dépassoit, et allongeant ce qui étoit trop court. Je connois sur ce sujet des anecdotes très-piquantes, et qui font bien peu d'honneur aux lumières de M. de Schoulenbourg; mais je les supprime ici, de peur d'être trop long.

Nommé gouverneur de Berlin, à la place du maréchal de Mœllendorf, le comte de Schoulenbourg quitta le pays d'Hano-

vre, dès que les troupes prussiennes furent entrées en campagne. Il arriva dans la capitale, ayant un double droit au respect des Berlinois par la double qualité de ministre et de général dont il étoit revêtu, et trouvant les esprits très-disposés à sentir pour lui ce respect. Mais, soit qu'il n'ait jamais eu d'esprit, soit que dans l'organisation du pays d'Hanovre il eût perdu le peu qu'il en avoit, il s'embarrassoit continuellement dans ses doubles fonctions. S'adressoit-on au ministre? il mettoit en avant le général; vouloit-on aborder le général? c'étoit le ministre qu'il faisoit paroître. Le mal empira lorsqu'on apprit les premières défaites des Prussiens; et lorsque la nouvelle des batailles d'Auerstaed et de Jéna fut arrivée, il perdit la tramontane au point qu'il se couvrit du dernier ridicule. Il s'adressa à l'ex-lieutenant de Voss, pour apprendre de lui comment on pourroit défendre la ville. Cependant il renonça bientôt à ce projet. Le ministre général croyoit partout voir les François. Un commissaire de justice, revenu de Halle

peu de jours après la bataille de Jéna, se hâta de lui apporter la nouvelle certaine que les François étoient encore fort éloignés de la capitale. Sans ajouter foi à ce rapport, il prétendit qu'ils arriveroient dans quelques jours à Berlin. Croyez-en, disoit-il, un vieux soldat formé à l'école de Frédéric! On l'avertit vainement qu'il falloit sauver les provisions de poudre, de plomb et de fer qui se trouvoient dans l'arsenal; qu'il falloit du moins, si l'on ne pouvoit les transporter, les jeter dans la Sprée, ou en frustrer l'ennemi de quelqu'autre manière. Il n'en est plus temps, il n'en est plus temps! s'écria-t-il avec désespoir. Il ne sauva que l'argent comptant, et abandonna tout le reste à l'ennemi. Les François, qui ne pouvoient concevoir tant de bêtise, le crurent traître envers sa patrie, pour avoir laissé tomber en leurs mains tant de poudre et de plomb, dont ils alloient se servir contre les Prussiens eux-mêmes. Cependant tout son crime étoit d'avoir perdu la tête; car, pour ce qui est

de la haine contre les François, il étoit difficile qu'il y trouvât son pareil.

Rien de plus ridicule que la sortie qu'il fit de Berlin le 21 d'octobre, à la tête de quelques bataillons qu'il alloit conduire à Stettin. Il faut qu'il ait craint d'être lapidé par la populace ; car qu'est-ce qui auroit pu sans cela lui inspirer cette affabilité doucereuse avec laquelle il la harangua ? *Que je suis fâché*, dit-il, *de vous quitter, mes enfans ! J'y suis forcé par ce malheureux uniforme.* (C'étoit ici le général qu'il mettoit en avant.) *Soyez tranquilles cependant ; je vous laisse mes enfans qui me remplaceront. Adieu ! soyez patiens et soumis.* Ce fut ainsi qu'il sortit de Berlin.

Le prince de Hatzfeld, son gendre, se mit à sa place. Il ne s'annonça point d'une manière avantageuse ; mais le grand besoin que l'on avoit d'un chef, lui tint lieu de talens. L'empereur Napoléon fut à peine arrivé à Berlin, qu'il fit arrêter le prince de Hatzfeld, et il l'auroit fait juger par une commission militaire, si la maison Ferdinand n'étoit intervenue en sa faveur. Le

délit du prince étoit d'avoir donné avis au prince de Hohenlohe des mouvemens de l'armée françoise.

Cependant le ministre de Schoulenbourg escortoit le trésor, les caisses de la banque et de la société maritime, avec tout ce qu'on avoit jugé à propos de sauver en fait de choses précieuses. Et comme ce convoi arriva heureusement à Kœnisberg, l'activité que montra le ministre de Schoulenbourg à cette occasion, doit être regardée comme le service le plus essentiel qu'il ait rendu à la Prusse.

Je n'ai rien appris de certain touchant son séjour à Kœnisberg et à Memel. Après la bataille d'Eilau il revint à Berlin ; il évaluoit à cinquante mille risdales la perte qu'il avoit faite dans la guerre, et se disoit un homme ruiné. Dans cette évaluation, le *lucrum cessans* étoit sans doute aussi mis en ligne de compte. Cependant, quelle qu'ait été sa perte, ses liaisons avec plusieurs banquiers juifs le mirent en état de la réparer. Il profita de la défaveur des

obligations de la société maritime, pour en acheter tant, qu'il pourra se regarder comme pleinement indemnisé du dommage qu'il a souffert, aussitôt que ces papiers reprendront leur valeur entière. La masse de ces obligations acquises par lui fut si grande, que de cinquante-neuf pour cent, jusqu'où elles avoient baissé, elles haussèrent aussitôt jusqu'à soixante-dix pour cent. Si le ministre de Schoulenbourg a cru, comme on peut supposer, qu'il étoit fort généreux à lui de contribuer ainsi à la hausse des papiers, il a oublié que le ministre, dans lequel l'état ne trouve point de garantie, est le dernier des hommes. Mais comment auroit-il fait une réflexion pareille? Car s'il y a eu jamais un homme enclin à nier par le fait la réciprocité des obligations, c'est bien le comte de Schoulenbourg, cet aristocrate féodal qui, sans noblesse de sentimens et sans élévation d'idées, ne se plaisoit qu'au trafic d'argent et de blé. Sujet du roi de Westphalie, il ne se fera aucun scrupule

de trahir ses relations précédentes, s'il croit échapper par là à cette égalité où le code civil le condamne.

La vie du comte de Schoulenbourg-Kehnert n'est remarquable qu'en ce qu'elle prouve jusqu'où, dans de certaines circonstances, l'on peut monter par la seule aptitude à servir d'instrument, et jusqu'où, dans d'autres circonstances, l'on peut déchoir par un manque absolu de mérite. S'il a jamais senti quelqu'affection, ç'a été pour les Juifs, qu'il a toujours aimés à cause de la bassesse avec laquelle ils savent faire la cour aux hommes puissans.

Si ce ministre n'a point d'héritier mâle légitime, ce n'est certainement pas un grand détriment pour l'humanité.

IV.

Chrétien Henri Charles, comte de Haugwitz, seigneur de Krappitz, ministre du cabinet.

Il y a des hommes dont la foiblesse, au lieu d'exciter notre pitié, excite notre haine : seroit-ce peut-être parce que ces hommes, se trouvant placés dans une sphère étendue et élevée, nous offrent l'image toujours choquante d'une destination qui n'est point remplie, et d'une force qui ne peut suffire à l'activité qu'on exige d'elle? Il est sûr du moins que nous sentons toujours de l'indignation en voyant des hommes qui n'ont pas le moindre soupçon de ce qu'ils devroient être : indignation qui augmente, lorsque ces mêmes hommes ont, malgré leur incapacité, des prétentions à notre estime, et pensent nous en imposer par la seule importance de leur poste. Ne sommes-nous donc pas

des êtres raisonnables dans lesquels l'idée du but réveille en même temps l'idée des moyens?

Le premier qui éleva publiquement la voix contre le comte de Haugwitz, ce fut, si je ne me trompe, le comte d'Antraigues, qui, dans son fragment du dix-huitième livre de Polybe, le représente comme le plus vil des hommes. Les traits sous lesquels le mémoire déjà cité deux fois le dépeint à Frédéric Guillaume III, ne lui sont guère plus favorables. D'après l'auteur de ce mémoire, « Le comte de Haugwitz a partagé toute sa vie entre l'extravagance et le vice; il fit des études superficielles et peu solides à l'université où il passoit pour un homme sans caractère : il fut, il y a trente ans, un de ces écervelés en Allemagne, qui jouoient le génie; il ambitionna ensuite pendant quelque temps l'odeur de sainteté, et se distingua comme théosophe et comme magicien; participant, après cette époque, aux orgies de la comtesse Lichtenau, il perdit son temps au jeu, et se ruina par des débauches de

toute espèce ; enfin, traître envers ses amis, intrigant, perfide, voluptueux, lâche et malhonnête, il est depuis long-temps couvert d'une infamie ineffaçable. »

Si le comte de Haugwitz avoit été un de ceux qui, en 1805, désiroient que la Prusse prît part à la guerre contre la France, il auroit été sans doute traité avec plus de ménagement par le comte d'Antraigues et par l'auteur du mémoire. Tous les deux doivent donc être regardés comme des juges prévenus, auxquels leur propre intérêt a dicté la sentence qu'ils ont prononcée. Pourquoi, par exemple, l'auteur du mémoire appuie-t-il si fort sur les erreurs de la jeunesse du comte de Haugwitz ? Quels qu'ils soient, l'auroient-ils empêché de devenir un homme de mérite, s'il en avoit eu l'étoffe ?

Voilà cependant de quoi l'on peut douter. La première éducation du comte doit avoir été très-mauvaise, puisqu'elle ne lui apprit point à sentir pour la réalité ce respect si nécessaire lorsqu'on veut soi-même rester estimable. J'ai souvent pensé que, si

le hasard l'avoit mis en train de rimer, cela auroit pu faire un fort joli poëte; non pas, à la vérité, un poëte tel qu'Homère, le Tasse, Cervantes ou Goethe, car avec ses talens naturels le mieux cultivés, le comte de Haugwitz ne seroit jamais devenu rien de pareil; mais un de ces poëtes, comme l'Allemagne en fourmille, auxquels la vivacité du tempérament et une imagination qui s'affranchit des convenances tiennent lieu de génie. Ce sont là en effet les qualités qui dominent dans le caractère du comte de Haugwitz; elles furent cause et de son inapplication pendant ses années d'université, et de toutes les folies qu'il a faites depuis. Il passa les premières années de son mariage dans une poursuite fantasque d'un bonheur imaginaire; détrompé enfin par la réalité, son exaltation cessa; sa mollesse se changea en dureté; on dit même qu'il maltraita son épouse, qui, enfin, se décida au divorce.

Avec une tête comme la sienne, avec un esprit si peu juste, il ne pouvoit manquer de donner dans la mysticité. Entraîné

par ce nouveau penchant, il se rendit auprès de Lavater. Celui-ci se laissa d'abord gagner en sa faveur par une ressemblance frappante qu'il lui trouvoit avec une tête de Christ; cependant, malgré ses singularités, Lavater avoit le tact beaucoup trop juste pour rester long-temps dans l'erreur; il pénétra bientôt le caractère de son disciple, et alla même jusqu'à conseiller à ses amis de se garder du jeune comte, en leur disant, avec sa bonhomie ordinaire, qu'il n'avoit jamais vu d'homme qui, sous un masque pareil, cachât plus d'immoralité.

La théosophie et la magie introduisirent le jeune comte dans la société de Frédéric Guillaume II. Il est fort incertain, pour le dire ici en passant, si ce roi croyoit à ces sortes de choses, ou s'il s'en amusoit simplement. Gagné par la physionomie heureuse du comte, il le lança dans la carrière diplomatique, pour laquelle il ne s'étoit pas mieux préparé que tant d'autres qui sont redevables de leur éducation à la gouvernante françoise et au maître à danser. Haugwitz fut envoyé à la cour impériale de

Vienne comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

Le comte de Haugwitz dut s'apercevoir bientôt qu'il n'avoit pas assez d'étude pour bien remplir sa mission ; mais à quarante ans on n'a guère le courage de regagner ce qu'on avoit perdu dans sa jeunesse. Pour cacher son ignorance, il n'avoit d'autre moyen que de tergiverser, et il fit de cet expédient un usage presque trop effronté. Il est vrai que le comte de Schoulenbourg, qui se trouvoit alors à la tête des affaires étrangères, et qui auroit dû l'orienter, n'en étoit point capable. L'on doit dire encore, pour excuser le comte de Haugwitz, que la révolution françoise, en renversant tous les principes de politique qu'on avoit suivis jusqu'alors, venoit d'amener une période où la diplomatie devenoit un art très-difficile. Cependant on lui fit un mérite de cette tergiversation, qui n'étoit que l'effet nécessaire de sa foiblesse et que l'ouvrage des circonstances.

La première année de sa carrière diplo-

matique ne s'étoit point encore écoulée, que la direction des affaires étrangères lui fut confiée. On ne pouvoit être moins propre que le comte de Haugwitz à un poste comme celui-ci, qui exige une grande fermeté de caractère jointe à des connoissances étendues. Mais ce qui distingue les états mal organisés, c'est que la faveur y prodigue à l'incapacité des places dues au mérite. Vers la fin de l'année 1792, le comte de Haugwitz fut donc nommé, par Frédéric Guillaume II, ministre d'état, de guerre et du cabinet, et chargé de continuer les négociations et les correspondances du comte de Schoulenbourg et du marquis de Lucchésini. Un mois après, le même jour où Louis XVI fut guillotiné, il entra au ministère du cabinet, dont le comte de Schoulenbourg s'étoit démis; les comtes de Finkenstein et de Alvensleben étoient ses collègues. L'un, par la représentation éternelle sous Frédéric II, avoit perdu la faculté de penser; l'autre, ruiné par des jouissances de toute espèce,

incapable d'études sérieuses, ne savoit plus rafraîchir son imagination mourante que par la lecture des romans.

Que faut-il davantage qu'une société pareille pour faire croire qu'on a du talent? Si Haugwitz se fit illusion sur ce point, les grâces dont Frédéric Guillaume II le combloit contribuèrent à l'y entretenir. Il reçut l'ordre de l'Aigle Rouge; ce ne fut pas tout: pour le récompenser du désintéressement avec lequel il avoit servi la patrie, le roi lui donna, dans la Prusse méridionale, des terres dont la valeur a été estimée à deux cent mille écus de Prusse. On devine aisément qu'il devoit en partie ces récompenses à la faveur de la comtesse Lichtenau, et l'on ne doit point s'étonner qu'il ait assisté aux fêtes et partagé les intrigues de cette comtesse pour conserver une protection aussi utile. En 1794, il reçut la mission d'aller à la Haye pour négocier et conclure un traité de subsides avec les ambassadeurs d'Angleterre et des états-généraux. Cette mission n'empêcha point les François de pénétrer dans la Hol-

lande, et de renverser ainsi le système de l'équilibre politique dont le comte de Haugwitz devoit avoir des notions bien imparfaites, puisqu'il le défendit si mal. Quoi qu'il en soit, l'ordre de l'Aigle Noir fut la récompense de ce nouveau service rendu à l'état : voilà comment les distinctions et les récompenses furent prodiguées à un ministre sans mérite !

Rien de plus facile pour le ministre du cabinet, que de demander avis ou de donner son avis lorsqu'on le demande, dès qu'il ne s'agit point de faire l'un ou l'autre d'une manière judicieuse, et qu'on a pris la résolution de se laisser aller au courant des choses sans suivre avec fermeté un système invariable. Outre cela, un poste distingué offre tant de moyens de se faire valoir ! Haugwitz, qui sut en faire usage, cacha non-seulement son ignorance, mais fit tellement prendre le change à beaucoup de personnes, qu'elles le préféroient même à Herzberg. « Herzberg, disoit-on, ne faisoit jamais un secret de ses principes et de ses desseins; il rebutoit tout le monde

par des manières brusques et même offensantes. Voyez au contraire Haugwitz : il se déguise si bien qu'on ne sait que penser de lui ; sa souplesse polie et adroite convient parfaitement au poste qu'il occupe. » L'on ne savoit pas que Herzberg * avoit des principes et des projets qui lui donnoient le droit d'agir et de parler avec assurance ; au lieu que Haugwitz, qui n'avoit ni l'un ni l'autre, tâchoit d'en couvrir le défaut en prenant un air mystérieux. La convention secrète qu'il conclut en 1796 avec le citoyen Caillard, alors ambassadeur de la république françoise, ne peut avoir été basée sur aucune idée solide, aussi peu que tous les autres traités qu'il conclut avant ou après.

La comtesse de Lichtenau étoit, comme je l'ai dit, l'appui de Haugwitz, et elle le resta jusqu'à la mort de Frédéric Guillau-

* On ne peut apprendre sans attendrissement que le comte de Herzberg avoit la maxime : *Recte faciendo neminem timeas.* Il le dit lui-même dans une lettre au signor Angelo Fabroni de Pise, insérée dans le septième cahier des *Annales européennes* de l'an 1807. Qu'il y a peu de ministres pareils en Europe!

me II. Alors Haugwitz, ne sachant où se tenir pour conserver son poste, prit le parti de s'attacher à Lombard, qui alors étoit secrétaire du cabinet et qui bientôt après fut nommé conseiller. Un frère cadet de celui-ci, appelé Pierre, cimenta leur amitié. Protégé par Haugwitz, ce jeune fat obtint un revenu annuel de quatre mille écus de Prusse; le public prétendoit même que leur intimité étoit fort contraire aux bonnes mœurs. Quoi qu'il en soit, Haugwitz se maintint dans sa dignité. Après la mort de Finkenstein, les affaires du département furent partagées entre Haugwitz et son collègue Alvensleben. Celui-ci fut chargé de tout ce qui se rapportoit aux affaires de la maison et de la souveraineté. Haugwitz garda la direction des affaires politiques proprement dites : ces deux ministres s'accusoient l'un l'autre d'ignorance : en effet, ils méritoient également ce reproche, et un roi comme Frédéric II les auroit congédiés tous les deux.

Malgré les sollicitations des alliés, la Prusse ne prit point part à la campagne

de 1800. Cependant il est très-décidé que ce n'est pas au comte de Haugwitz qu'il faut faire honneur de cette modération. Pendant un voyage en Westphalie, il avoit travaillé l'esprit de Frédéric Guillaume III, jusqu'à le faire consentir à une coalition avec l'Autriche; il avoit même reçu du roi l'ordre de rappeler de Carlsbad le comte de Panin. Les deux conseillers du cabinet firent revenir le roi de cette résolution, quoiqu'ils n'eussent point le courage de proposer une alliance avec la république françoise. On ne fit point ce qu'il falloit faire dans une conjoncture aussi importante; car dès ce moment la Prusse, pour conserver son existence politique, devoit embrasser les intérêts de la France.

En 1802, après les batailles de Marengo et de Hohenlinden, les affaires de l'Allemagne alloient être réglées. Je ne sais si ce fut le comte de Haugwitz ou quelqu'autre qui fit remarquer à Frédéric Guillaume III, qu'en sacrifiant un demi-million pour se faire des amis à Paris, on en

pourroit retirer de grands avantages. « Et quand il en seroit ainsi, répondit le roi, quel sera le sort de l'Europe, si les souverains font trafic de provinces? » S'il est vrai qu'il ait fait cette réponse, ce sont certainement les paroles les plus mémorables que notre siècle ait entendues. Cependant la Prusse eut lieu d'être satisfaite de l'équivalent qu'elle reçut, quoiqu'elle n'ait point assez profité des circonstances. Il falloit qu'elle cédât tant de possessions éparses dans l'Allemagne, et qui formoient pour elle des îles au milieu du continent, et qu'elle se fît donner en compensation des provinces qui l'auroient arrondie davantage. Pour récompenser le zèle que Haugwitz avoit témoigné dans ces négociations, le roi lui fit présent de cent vingt mille écus; l'année précédente l'empereur Alexandre lui avoit envoyé l'ordre de Saint-André-Newski et de Sainte-Anne; un an après il reçut de l'électeur de Bavière l'ordre de Saint-Hubert.

On ne prend garde, ordinairement, qu'aux péchés de commission dont se ren-

dent coupables les hommes d'état (j'entends ceux qui prennent ce titre parce qu'ils sont ministres, présidens, conseillers, etc.); et on leur fait grâce des péchés d'omission, quoique ceux-ci soient presque toujours plus préjudiciables que ceux-là. Une paresse, qui étoit devenue une véritable horreur pour le travail, rendoit le comte de Haugwitz fort enclin à cette sorte de péchés. S'il différoit de Herzberg, c'étoit bien sous ce rapport-là. Herzberg travailloit du matin jusqu'au soir sans sortir de son cabinet, et comptoit tous les momens que lui faisoit perdre la moindre interruption; Haugwitz, dès qu'il avoit consacré quelques heures aux affaires, se sentoit épuisé et avoit besoin de repos ou même de récréation : rien au fond de plus naturel. On n'aime que les occupations dont on connoît et dont on estime le but; or, Herzberg embrassoit d'un seul coup d'œil les rapports politiques de l'Europe, tandis que Haugwitz ne comprenoit et ne savoit apprécier aucun des événemens qui se passoient autour de lui. Voilà pourquoi

les plaisirs de la table, le jeu, la conversation, le sommeil, avoient pour lui plus de charmes que les fonctions de son poste. Or, de là il résultoit d'abord que les objets les plus importans n'étoient point expédiés, et qu'on exerçoit cruellement la patience de ceux qui attendoient une décision; bien plus, le *dolce far niente* du ministre détériora son caractère. Herzberg, ferme dans ses principes, infatigable dans le travail, ne craignoit point la publicité; Haugwitz, n'ayant point de système, fuyant toute activité, avoit besoin de s'envelopper des ombres du mystère. Herzberg, par les mêmes raisons, haïssoit le mensonge plus que la mort; la vie politique de Haugwitz au contraire fut une suite continuelle de fausseté, parce qu'il ne savoit se tirer d'affaire que par là.

Les gazetiers et les journalistes parlent quelquefois d'un repos devenu nécessaire après une grande activité lorsque cette activité n'a pas eu lieu. Ce fut aussi à cette cause qu'ils attribuèrent la dispense que Haugwitz reçut en 1804 de la direction des affaires

étrangères. Néanmoins il est sûr qu'il ne la dut qu'aux plaintes multipliées portées contre son indolence et sa paresse. Le baron de Hardenberg, qui lui succéda au département, pourroit mieux que personne décrire la confusion où il trouva le porte-feuille. La retraite momentanée de Haugwitz n'étoit certainement pas volontaire; car en quittant son poste, il perdoit un traitement annuel de quatorze mille écus de Prusse, et les revenus qu'il tiroit de ses terres ne pouvoient le dédommager de cette perte. En général ce qui caractérise ce ministre, c'est qu'il négligeoit ses propres affaires autant que celles de l'état, et qu'il resta toujours pauvre, malgré les bénéfices extraordinaires que son poste lui rapportoit : circonstance très-essentielle ; car rien n'est plus nécessaire qu'une bonne économie à un ministre et surtout à un ministre des affaires étrangères. C'étoit le congé qu'il méritoit, et qu'il auroit reçu d'un roi plus sévère. Au lieu de cela on lui donna une dispense à temps illimité, dans laquelle Frédéric Guillaume III se réservoit expressément de l'employer dès

qu'il auroit besoin de ses services. Cette clause fut sans doute l'ouvrage de Lombard, qui ne savoit pas calculer sur-le-champ s'il pourroit se rendre nécessaire au baron de Hardenberg. Haugwitz resta peu au-delà d'une année à sa terre de Krappitz en Silésie. La situation critique où la Prusse se trouva en 1805, jointe à l'amitié que les Lombard lui conservèrent, le fit rappeler à Berlin et à Postdam. Les derniers jours d'octobre, il fut envoyé porter à Napoléon des propositions de paix. L'empereur des François ne lui donna audience qu'après la bataille d'Austerlitz. A la nouvelle de cette bataille, dont l'issue n'étoit guère favorable à sa mission, il s'écria, en présence du ministre Talleyrand : « Dieu merci ! nous avons vaincu ! » Cette effronterie, et l'impudence qu'il eut de vivre aux dépens de l'empereur, étoient tout d'une pièce.

Les propositions qu'il rapporta de Vienne ; les soupçons que le gouvernement françois fit tomber sur la probité de M. de Hardenberg ; la maladresse de ce ministre dans ses négociations avec l'envoyé d'An-

gleterre (maladresse qu'il poussa jusqu'à refuser à l'empereur des François, reconnu par la Prusse, les titres qui lui étoient dus); les efforts que firent les Lombard pour faire rentrer M. de Haugwitz dans le poste de ministre du cabinet; la conclusion du traité de Paris, qui, quoique très-précipitée, assuroit du moins pour le moment la tranquillité; tous ces événemens et toutes ces circonstances réunies occasionnèrent d'abord cette vacillation dans l'administration des affaires étrangères, et finirent par rétablir le comte de Haugwitz dans son ancienne charge, dont le baron de Hardenberg se démit. Le comte de Keller, auquel on avoit fait espérer qu'il auroit ce poste, fut joué d'une manière impardonnable. Ses espérances alloient être réalisées, lorsque Haugwitz le culbuta; et ne le traitant pas comme un homme de même condition que lui, mais comme un simple pétitionnaire, il le fit, sous l'égide de l'autorité ministérielle, attendre des heures entières dans son antichambre.

L'événement a prouvé que le comte de

Haugwitz n'étoit point capable d'empêcher la guerre contre la France. Qu'on ne dise pas que ce problème étoit trop difficile à résoudre, puisque toute la Prusse demandoit la guerre. Si c'est là une excuse, ce n'est point une justification. Lorsqu'à la face de l'Europe, Louis XIV voulut épouser la marquise de Maintenon, Louvois se jeta aux pieds du roi, lui présenta son épée et le conjura de l'en percer plutôt que d'avilir ainsi la dignité royale. Voilà ce que fait un homme à caractère pour l'exécution d'une idée dont il est pénétré. Le comte de Haugwitz a-t-il rien fait de pareil? a-t-il prouvé qu'il avoit des principes, qu'il étoit capable d'idées? Rien de tout cela; il a cédé, il a préféré à tout autre avantage celui de rester ministre du cabinet, et il a fini aussi pitoyablement qu'il avoit commencé.

Rien n'est plus propre à faire apprécier le mérite ministériel du comte de Haugwitz, qu'une scène qu'il eut avec un Juif nommé Ephraïm. Et pourquoi me ferois-je un scrupule d'ajouter ce dernier coup

de pinceau, puisqu'il achève mon portrait ?

Le juif Ephraïm, dont je parle, est connu à Berlin sous le nom du conseiller privé Ephraïm. Il reçut ce titre sous le règne de Frédéric Guillaume II, pour je ne sais quels services qu'il rendit en Hollande. On dit qu'il a deux fois . . . . ; quoi qu'il en soit, le gouvernement ne s'en scandalisa point. Le feu duc de Brunswick se servoit de cet Ephraïm pour apprendre toutes sortes de secrets ; il engagea même Frédéric Guillaume III à lui faire toucher mille ducats, pour les bons et loyaux services qu'il avoit rendus en 1805. Quelque part qu'on aille à Berlin, partout on y rencontre le conseiller privé Ephraïm ; on l'appelle le batteur de pavé diplomatique ; car d'un hôtel de légation il chemine sans cesse à l'autre ; toujours aux écoutes pour avoir de quoi faire des rapports, il assure qu'il tient ses nouvelles de la première main, et fait souvent même le mystérieux. En un mot, c'est un babillard si inepte et si dégoûtant ; il joint à sa folie des manières si repous-

santes, que je ne conçois pas comment un homme qui a de l'esprit, du goût, et qui s'estime lui-même, peut supporter pendant une demi-heure la présence d'un être aussi insoutenable. Je ne l'ai pas moins rencontré chez presque tous les ministres de Prusse, excepté chez M. Stein.

Il étoit, peu s'en faut, journellement chez le comte de Haugwitz; il y avoit même entr'eux une apparence de sympathie; du moins ils étoient sur un ton très-familier. Lorsqu'à la fin d'août et au commencement de septembre de l'an 1806, on ne pouvoit plus douter que la Prusse n'eût résolu la guerre contre la France, Ephraïm se rendit chez Haugwitz pour se faire donner sur cet objet important quelques renseignemens certains, par lesquels il pût obliger l'ambassadeur de France. Ce fut alors qu'il y eut entr'eux le dialogue suivant, qu'Ephraïm a fait imprimer pour le public, ou du moins pour ses amis.

Éphraïm. Mais que dira le public de votre excellence, s'il apprend qu'elle veut actuellement la guerre contre les François;

tandis qu'elle ne la vouloit point l'année passée, où les circonstances étoient beaucoup plus favorables?

Haugwitz. Je me ch.e du public.

Ephraïm. Le public apprendra donc du moins quelle est l'odeur de la m...e d'un ministre.

Quelle ne devoit point être la dissolution d'un état où un dialogue pareil pouvoit avoir lieu entre un Juif bavard, pouilleux et traître, et le ministre des affaires étrangères? Tout commentaire seroit ici superflu; et si après cela il se trouve encore un homme qui puisse estimer Haugwitz comme ministre, je soutiens que cet homme n'a point reçu de la nature de sens moral; ou bien, puisque cela est impossible, que tous les organes nobles de son être ont été paralysés.

Peu de jours après cet entretien, Ephraïm fut arrêté dans la rue, et jeté en prison. Il y resta pendant plusieurs semaines, sans que son affaire fût examinée. Peu de jours avant l'arrivée des François, il fut transporté à Custrin. Il prétend avoir

été extrêmement maltraité dans la route et dans la forteresse; cependant on ne doit pas l'en croire sur sa parole, car un mensonge ne lui coûte rien. Il obtint sa liberté à la reddition de Custrin, et revint vers la mi-novembre à la capitale, où il alla de maison en maison, racontant sa pitoyable aventure.

Cependant Haugwitz avoit suivi le roi dans la campagne. La défaite de Jéna lui fit prendre la fuite. Il accompagna le roi jusqu'à ce qu'il sentît bien qu'il étoit tombé en disgrâce; il se retira alors pour la seconde fois à sa terre de Krappitz, où l'on prétend qu'il est devenu aveugle. Si cela est vrai, il en est d'autant moins probable qu'il sera jamais rappelé.

V.

Quelques autres ministres.

AVANT la dernière guerre, la Prusse étoit peut-être l'état du monde qui avoit

le plus de ministres; car on en comptoit jusqu'à seize qui tous étoient en activité.

C'étoit là, il me semble, une suite naturelle de la mauvaise organisation du gouvernement. On n'avoit pas songé à bien diviser les différentes branches de l'administration, et à mettre à la tête de chacune un ministre dont la direction fût bornée à cette seule branche. Il y avoit plusieurs ministres de la justice, quoiqu'il eût suffi d'un; il y avoit de même plusieurs ministres du culte: mais il n'y avoit point de ministre de la police, soit qu'on ne sût pas ce que la police devoit être, soit que la noblesse trouvât les affaires de police incompatibles avec sa dignité. Pour les finances il y avoit une foule de ministres, ce qui venoit du mode très-compliqué de percevoir les revenus publics; mode qui faisoit douter s'il falloit regarder le ministre des finances comme ministre ou comme gouverneur de sa province. Au lieu d'un ministre, la Silésie avoit un souverain ou, si l'on veut, un ministre souverain dans la personne du comte de Hoym.

Tous les ministres des finances portoient le titre de *ministre-directeur d'état et de guerre,* sans que l'objet particulier de leur administration fût indiqué. Les ministres du culte s'appeloient *ministres d'état et de justice.* Cette confusion dans les dénominations devoit, de manière ou d'autre, causer de la confusion dans les affaires. Tous ces inconvéniens ont été souvent relevés; mais plus la constitution de la Prusse étoit bizarre, plus c'étoit un *noli me tangere.* Ce qui rendoit toute réforme extrêmement difficile, c'étoit qu'en vertu de l'usage, et dans les derniers temps même en vertu d'une loi expresse, les charges de ministre étoient réservées aux nobles; c'étoit ensuite le principe qu'on avoit (et dont j'ai parlé plus haut) de confier certaines branches d'administration principalement à d'anciens militaires; car moins des ministres pareils comprenoient aux choses, plus ils tenoient strictement aux formes. On ne le croiroit point, et pourtant il n'est que trop vrai que les idées, qui passoient dans le conseil d'état, étoient

toujours celles des ministres qui venoient en bottes et en éperons, et avec les autres attributs de général; tandis qu'un ministre comme Strouensée n'a jamais pu faire adopter une idée quelqu'utile qu'elle fût, parce qu'il paroissoit en bas et en souliers. Cet amalgame de l'esprit militaire et de l'esprit civil a fait le plus grand mal à la Prusse, en empêchant l'un et l'autre de se développer.

Il seroit ennuyeux de parler de chaque membre de cette *ministraille**; je me borne donc à faire mention de ceux qui ont acquis une certaine célébrité hors de la Prusse, célébrité qu'ils doivent plus aux circonstances qu'à leur propre mérite. Je commence par *Charles Auguste, baron de Hardenberg, ministre du cabinet.*

Sa conduite envers un prince anglois, étudiant à Gœttingue, qui faisoit la cour à sa femme, l'obligea, comme on dit, à

* Je forme ce mot d'après l'analogie du mot *ducaille*, fort en usage en France peu avant la révolution, et dont l'origine est assez connue.

quitter le service d'Hanovre. Le duc de Brunswick l'accueillit et l'envoya en 1786 à Berlin, pour y porter le testament que Frédéric II avoit déposé à Brunswick. Frédéric Guillaume II, apprenant à connoître M. de Hardenberg, le plaça comme ministre directeur des principautés d'Anspach et de Bayreuth au service du margrave qui régnoit encore. Lorsque ce margrave, las des soins du gouvernement, eut résigné en 1792, et se fut rendu à Londres avec sa maîtresse, Hardenberg reçut la commission de se faire rendre au nom du roi l'hommage du civil et du militaire, d'introduire la constitution de Prusse dans ces nouvelles provinces, et d'en guider l'administration. Il fut dès-lors pour ces deux principautés ce que Hoym étoit pour la Silésie. Nommé ministre du cabinet, décoré de l'Aigle Rouge, il fut en 1793 appelé à Francfort-sur-Mein. Il resta pendant l'hiver au quartier-général, aidant à pourvoir aux besoins de l'armée, après quoi il fut nommé commissaire du roi pour les

affaires politiques. Ce fut lui qu'on chargea d'examiner les propositions qu'apportoient lord Malmesbury et l'amiral Kinkel : ce fut lui qui, après la mort du comte de Golz, continua les négociations avec la France, et qui les termina par la paix de Bâle, le 5 avril 1795. Il ne semble pas qu'à cette occasion il ait gagné l'estime du gouvernement de France, qui depuis ce temps n'a cessé de soupçonner sa probité. La paix conclue, il retourna dans les principautés de Franconie, pour en achever l'organisation et pour régler les passages accordés, en vertu d'une convention, aux armées étrangères. Il eut le grand mérite de médiatiser l'ordre équestre teutonique dans ces principautés, et de donner plus d'unité et de consistance à leur administration par des échanges et des conventions qu'il conclut avec des princes voisins. Frédéric Guillaume III étant monté sur le trône, il cessa d'être ministre souverain ; car le département de la justice fut réuni avec le ministère de la justice, le département des finances avec le directoire général, et le

département ecclésiastique avec le consistoire. Cependant Hardenberg, quoique depuis ce temps il résidât à Berlin, resta chef du département de ces deux principautés. Avec cette dignité il réunit, après la mort du ministre de Werder, le département de Magdebourg et de Halberstadt; et, après la mort du ministre Heinitz, le département de Westphalie et de Neufchâtel. L'ordre de l'Aigle Noir lui avoit été donné immédiatement après la conclusion du traité de Bâle. Il passoit pour un homme d'état consommé à tous égards. Lors donc qu'en 1804 le comte de Haugwitz se retira dans ses terres, on crut qu'il ne pouvoit être mieux remplacé que par Hardenberg. Ce fut lui en effet qui obtint ce poste, avec lequel on lui permit de réunir l'administration du pays de Magdebourg et de Halberstadt, et celle des deux principautés de Franconie. Ce malheureux amalgame fut cause en partie du sort que la Prusse eut en 1806.

On prétend que Hardenberg, Hanovrien de naissance, ayant vécu assez long-

temps à la cour de Saint-James, devoit être aussi dévoué aux intérêts de l'Angleterre, qu'opposé à ceux de la France : cependant, en disant cela, on n'a rien dit au fond; car il est très-sûr que Hardenberg, quels que fussent ses motifs, ne désiroit point, en 1805, la guerre contre la France. L'idée d'une neutralité parfaite étoit certainement aussi mal imaginée qu'impossible à exécuter; cependant il avoit cette idée, il devoit même l'avoir; car, noble qu'il étoit, comment auroit-il pu croire avantageux pour la Prusse de lutter contre l'Angleterre, conjointement avec la France? Peut-être aussi n'aimoit-il point la personne de l'empereur des François. Il vacilla pourtant dans son système, lorsque les François, sans respecter les frontières prussiennes, furent passés par le pays d'Anspach. Ce fut alors que l'administration départementale, réunie dans les fonctions de M. de Hardenberg aux affaires politiques, exerça son influence funeste sur celles-ci. Hardenberg, qui aimoit les deux principautés de Franconie comme

sa propre création, se trouva personnellement offensé par le passage des François. Dans la note qu'il remit immédiatement après à l'ambassadeur de France, on reconnoît bien le langage d'un particulier outragé par un souverain, et qui se vengeroit sur-le-champ, s'il en avoit la puissance. Irrité contre Napoléon, il fut un des moteurs du voyage que l'Empereur Alexandre fit à Berlin; voyage auquel, en bon politique, il auroit dû s'opposer de toute sa force. Dès-lors il désira même la guerre; voilà du moins ce qu'assurent tous ceux qui l'observèrent pendant cette période: mais il ne parvint point à son but, car les opérations rapides de Napoléon détruisirent ses espérances, et, après la bataille d'Austerlitz, sa propre chute étoit inévitable. S'il avoit été ce qu'on le croyoit, je veux dire bon politique, il auroit prévenu cette chute par une démission volontaire. Il empira sa situation par la maladresse qu'il eut d'attendre et de différer; enfin, pour excuser ses fautes, il en fut réduit à déclarer qu'il n'avoit fait que

suivre l'ordre du roi en les commettant.

On auroit cru qu'un ministre capable de quitter le théâtre en compromettant son roi, se seroit pour jamais perdu d'honneur et de réputation. Bien loin de là, Hardenberg conserva non-seulement le département de Magdebourg et de Halberstadt, mais il fut encore associé aux conférences qui, en 1806, se tenoient à Charlottembourg. A l'exception de quelques voyages qu'il fit, et dont le but n'est pas connu, il passa presque tout l'été de cette année à sa terre de Tempelhof près Berlin. Après la bataille de Jéna, il suivit le roi en Prusse. Pendant assez longtemps, il eut l'air de ne vouloir plus se mêler des affaires étrangères; cependant, lorsque le général de Zastrow se fut lassé des chicanes qu'il éprouva pendant la crise de décembre jusqu'à février, Hardenberg reprit le portefeuille. Les bonnes grâces de l'empereur Alexandre sembloient devoir le maintenir dans son poste; dans les conférences que cet empereur, après son arrivée à Kœnigsberg, eut avec lui, le public

voyoit du moins autant de marques de faveur. Cependant, après la bataille de Friedland, ce même Napoléon, auteur de sa première chute, le bannit pour la seconde fois du cabinet. Après la paix de Tilsit, las des déboires qu'il éprouvoit, il résolut de s'établir en Russie.

M. de Hardenberg a dans le public beaucoup d'amis très-chauds, qui ne le sont certainement que parce qu'ils ne savent pas distinguer l'homme du ministre. Sous le premier rapport M. de Hardenberg peut mériter autant d'estime que d'amour; sous le second il n'a point rempli sa destination. Quoique plus laborieux que Haugwitz, il a su tout aussi peu que ce ministre s'identifier et agir de concert avec l'esprit de son siècle. Dominé par le système de l'équilibre politique, il le suivoit partout, sans être capable de l'apprécier et de comprendre qu'il ne convenoit plus aux circonstances. Cette incapacité lui a fait commettre beaucoup de fautes, je veux dire qu'elle l'a empêché de faire ce qu'il falloit pour sauver la Prusse. Ravi après l'expé-

dition d'un courrier qui ne devoit revenir que dans quelques semaines, lui aussi se félicitoit certainement de pouvoir consacrer aux amusemens de la société l'heureux loisir dont il alloit jouir jusque-là.

Mais je n'en ai déjà que trop dit de M. de Hardenberg. Je vais plus loin dans mon catalogue des ministres prussiens, et je passe à *Charles-Jules, comte de Hoym.*

Il est impossible d'avoir plus d'ennemis et en même temps plus d'amis que ce ministre. Malgré ses ennemis, il s'est maintenu pendant trente-sept ans dans le même poste, ce qui suppose, sinon des talens supérieurs, du moins un grand esprit de conduite. En effet le comte de Hoym possédoit cette qualité, et ceux qui ont eu lieu de le comparer avec les autres ministres prussiens, doivent convenir que c'étoit la meilleure tête de tous. Il y a peu de crimes que ses ennemis ne lui imputent ; il y a peu de vertus que ses amis ne lui attribuent. Ni les uns ni les autres ne semblent cependant avoir compris les relations très-compliquées où il se trouvoit : relations qui ne

pouvoient être maîtrisées que de la manière dont il l'a fait, et qui expliquent toute sa conduite. Il faut donc savoir qu'avec un revenu de six mille écus, Hoym disposoit, comme ministre de la Silésie, d'une somme de deux millions, sans autre obligation que de la tenir prête au cas d'une guerre. Combien d'amis ne pouvoit-il point se faire en disposant de ce dépôt? et combien d'ingrats ne devoit-il pas faire en même temps, si, comme il est probable, il n'en disposoit pas toujours avec circonspection? Il faut ajouter encore que presque tous les ministres de la capitale envioient le poste de Hoym, et qu'ils appuyoient d'une manière ouverte ou sourde tous les bruits défavorables qui circuloient sur son compte. Cependant Hoym a ruiné toutes les cabales faites contre lui, et il n'a fallu pas moins que les destinées mêmes de l'Europe, pour le faire tomber de son poste à l'âge de soixante et dix-sept ans. A cet âge l'on tombe sans exciter de pitié, mais l'on ne tombe point sans gloire. Hoym, empêché par les circonstances de conti-

nuer un rôle joué pendant trente-sept ans, devoit se féliciter de recevoir son congé. Il avoit joui long-temps d'un bonheur digne d'envie; la catastrophe du drame, si elle étoit arrivée, auroit été lamentable.

Il a toujours condamné le projet d'une guerre contre la France : il est vrai que ses raisons n'étoient guère solides; elles faisoient même soupçonner que la perte dont la banque du ministre étoit menacée en cas d'une guerre, avoit beaucoup de part à sa désapprobation. Accoutumé à un revenu de quarante mille écus, on en doit craindre la diminution.

De tous les autres ministres de Prusse, celui dont on a eu la plus grande attente, c'est *M. de Stein, seigneur de Stein.*

Président de la chambre des domaines à Munster, il fut, après la mort de Strouensée, en novembre 1804, nommé ministre des finances auprès du directoire général, et chargé des affaires d'accise, de douane, de commerce et de fabrique. A peine entré au ministère, il eut le mérite d'abolir les douanes intermédiaires : mesure im-

portante et utile qui délivra le commerce d'une partie des entraves dont on l'avoit surchargé, et qui fit disparoître ce qu'il y avoit de chimérique dans le tableau des revenus de l'état.

Il est vrai que d'un autre côté ce ministre a commis une grande faute. Il ne s'est point opposé à l'introduction d'un papier monnoie, projeté il y a plusieurs années par ce grand ministre banquier, le comte de Schoulenbourg, et qui se trouvoit tout prêt, quoique sous une autre forme. Les billets au trésor, dont je parle, ont déjà perdu par la guerre le quart de leur premier crédit; et comme notre siècle n'est pas favorable au papier monnoie, ils en pourront d'autant moins rentrer en faveur lorsque la paix sera rétablie. En effet, l'on doit souhaiter qu'une création qui repose sur des principes aussi faux, soit bientôt anéantie.

Depuis qu'au mois d'octobre de l'année courante, l'administration entière a été confiée à M. de Stein, depuis qu'il peut être regardé comme premier ministre et

comme dépositaire du pouvoir souverain, l'on a conçu les plus grandes espérances de son énergie si vantée, et l'on attend de lui qu'il sauvera l'état. Loin de démentir à contre-temps des espérances aussi flatteuses, je conviens que M. de Stein est doué de qualités éminentes, et qu'on peut tout attendre d'une force comme la sienne. Je ne ferai que proposer ingénuement les questions suivantes : A-t-il suffisamment sondé le terrain glissant où le place sa charge de premier ministre? Croit-il, par la supériorité de son génie, pouvoir ruiner toutes les intrigues de sa propre caste, qui, jalouse de voir un étranger comme lui revêtu d'une autorité qui éclipse tout, ne manquera pas de conspirer sa chute? Sait-il que la Prusse, pareille aux étables d'Augias, ne peut être nettoyée que par une force d'Hercule; et qu'il échouera dans cette entreprise, s'il ne se met en équilibre avec l'esprit de son siècle; avec cet esprit, qui demande l'abolition des priviléges héréditaires, et qui promet une base

nouvelle à la souveraineté? Sait-il enfin qu'il ne suffit point de réformer quelques détails, mais qu'il s'agit de construire une constitution nouvelle sur les ruines de l'ancienne, et que cette réorganisation est impossible, à moins que le règne des principes ne s'étende tout à coup?

Je ne connois point assez M. de Stein, pour pouvoir répondre à ces questions; mais j'admire le courage qu'il a eu de se charger de la restauration d'un état, qui, parce qu'il s'étoit écarté des vrais principes, devoit tomber dans le plus affreux chaos. En attendant que l'événement montre s'il réussira, on doit désirer avec ardeur que cet événement réponde à l'attente que tous les Prussiens ont de M. de Stein; quoique, à ne considérer que la difficulté de l'entreprise, on pourroit trembler pour le succès. Richelieu, Chatham et Pitt n'étoient pas doués d'un esprit moins vaste que M. de Stein, et ils jouissoient, dans leur sphère, d'une plus grande liberté que lui; cependant ils ne vacil-

lèrent que trop souvent, et durent avoir recours à la consolation :

In magnis voluisse sat est.

Je n'ose consacrer un article à part à chacun des autres ministres, tel que Angern, Goldbeck, Massow, Ostau, Reck, Reden, Schroetter, Vofs. Ils ont trop peu qui les distingue et qui mérite une attention particulière; et tel qui auroit pu jouer un rôle, en a été empêché par les circonstances. Je me bornerai donc à faire quelques observations qui se rapporteront à tous en général, ou à quelques-uns en particulier. L'esprit de féodalité qui les dominoit, en faisoit de véritables machines, et les empêchoit de réfléchir par eux-mêmes, et d'apercevoir ce qui pouvoit être salutaire à la branche d'administration dont ils étoient chargés : ils louoient des idées nouvelles lorsqu'on leur en communiquoit; mais par indolence, pour ne rien dire de pis, ils n'en faisoient point usage. Ils en renvoyoient l'examen à leurs conseillers, qui de tout temps avoient été fa-

connés au mécanisme, ou qui en étoient devenus les victimes dans leur carrière. Et ces conseillers avoient à peine déclaré que le projet alloit contre telle ou telle institution établie, qu'ils étoient autorisés au *reponatur ad acta.* Ainsi la Prusse ne gagnoit ni pour la forme du gouvernement, ni pour la vigueur de l'administration.

Zélateurs des anciennes formes et ennemis des nouvelles, les ministres ne comprenoient aucun des événemens qui se passoient autour d'eux : ils étoient tous, surtout les ministres des finances, partisans décidés de l'Angleterre. En hiver 1804, dans une société réunie chez le ministre....., on parloit de la perte de Saint-Domingue. Un de ceux qui se trouvoient présens, remarqua que les Anglois, auteurs de cette perte, mettoient l'Europe dans une situation très-critique. Je voudrois, s'écria le ministre, que les François eussent perdu leur dernière colonie! En ce cas, lui répondit-on, il se pourroit bien que dans quelques années nous vissions les François à Berlin. *Il y a moyen de*

l'empêcher, répondit le ministre. Sa manière de voir étoit celle de la plupart de ses collègues. L'événement a bien prouvé qu'elle étoit fausse.

Toute réforme paroissoit d'abord impraticable à ces ministres; si malgré cela elle étoit introduite, ils s'en étonnoient, ils perdoient la tête; revenus à eux mêmes, ils la blâmoient en secret, ou, s'ils l'osoient, ils la condamnoient ouvertement. Le ministre de la justice trouvoit que la justice étoit mieux administrée qu'en France; les ministres des finances prétendoient la même chose par rapport à leur branche: et ils ne songoient point que, dans un état où les impositions ne sont point également réparties, l'injustice même a établi son empire. La police seule n'osoit se comparer à la police françoise; et, pour n'être point forcée de se mépriser, elle en étoit réduite à louer son humanité et à prétendre que c'étoit une tyrannie d'environner la volonté d'entraves qui l'empêchoient de commettre des crimes.

Jamais, depuis la guerre de trente ans,

la Prusse n'avoit eu, pour se soutenir, un plus grand besoin d'excellens ministres, que sous le règne de Frédéric Guillame III; et jamais elle n'eut moins de ministres pareils. Uniquement occupés du présent, ne s'embarrassant point de l'avenir, ils ressembloient à ces sauvages qui, sans penser au lendemain, consomment leur petite provision à mesure qu'ils la trouvent. Le défaut de lumières et d'une impulsion forte se manifestoit surtout dans les conférences du conseil d'état où jamais peut-être rien ne fut discuté avec un intérêt général. Chacun cherchoit à se faire valoir personnellement, et cette vanité puérile ne permettoit pas de songer à l'utilité publique. Tous les ans on faisoit dans les provinces des voyages très-coûteux, dont le résultat étoit toujours égal à zéro, parce qu'à force de faire bonne chère, on n'avoit pas le temps de rien examiner. Avant de relever un abus, on attendoit qu'il eût atteint le comble, et lorsqu'on ne pouvoit plus s'empêcher de le réformer, on le faisoit avec un ménagement qui encourageoit aux délits et aux

malversations plutôt qu'il n'en éloignoit.

Malgré tous ces défauts que je viens de leur reprocher, il n'y avoit, je le crois, aucun de ces ministres qui ne fût ce qu'on appelle honnête homme; malheureusement l'honnêteté ne suffit pas pour un ministre, et lorsqu'il s'y borne, il fera beaucoup de choses contraires à *la vertu* qui découle de l'idée du bon. C'est ainsi qu'on accusoit hautement à Berlin quelques ministres des finances d'être accapareurs, ou de favoriser les accaparemens, afin que le prix des objets de première nécessité ne diminuât point. On se racontoit de même beaucoup de faits qui ne prouvoient pas en faveur de l'incorruptibilité de tel ou de tel autre ministre de la justice.

VI.

Henri de Bulow.

Lorsqu'on dit qu'une tête est excentrique, faut-il entendre par là qu'avec

une impétuosité aveugle elle s'est échappée du centre où elle devoit se fixer, ou bien, que, désirant de s'y trouver, elle en reste toujours éloignée par la faute même de ce centre qui n'a pas assez de force pour l'attirer? J'avoue que je préférerois de prendre le terme dans cette dernière acception.

Je m'explique : il y a dans le monde moral une force attractive que j'appelle intelligence. Répandue dans la société entière, son centre est le gouvernement de l'état. Plus donc le gouvernement est vigoureux, c'est-à-dire, plus il possède d'intelligence, plus aussi il attirera tout ce qui est doué de cette même qualité. Voilà pourquoi, sous un gouvernement de cette nature, on voit tendre toutes les forces de la société à l'ordre, à l'unité et à l'harmonie. Sous un gouvernement foible au contraire, on verra toujours, sinon des ligues et des factions, du moins des têtes rebelles qui lui feront la guerre, parce qu'il n'est pas en état d'employer cette mesure de force dont elles sont douées. Donc sous

un gouvernement foible, tous les hommes de génie seront extrêmement malheureux. Ils désireront d'employer leurs talens au service de l'état; car le génie est toujours aimant, c'est-à-dire qu'il tend à se mettre en harmonie avec tout ce qui l'environne; et ce n'est qu'un siècle aussi dépravé que le nôtre qui puisse l'accuser d'avoir du penchant pour l'isolement. Mais ce désir ne peut être rempli, parce que, entre un gouvernement foible et eux, il y a je ne sais quelle incompatibilité qui augmente à mesure qu'ils travaillent pour la faire disparoître. Pour les préserver de la lutte où ils ont coutume de s'engager avec le pouvoir, il n'y a qu'un seul moyen : c'est qu'ils aient l'esprit assez calme pour apprécier leurs relations avec le gouvernement, pour distinguer au juste jusqu'où ils peuvent aller dans leurs prétentions; afin que, si le gouvernement est hors d'état de les attirer, ils se contentent du centre qu'ils trouvent dans leur propre force. A moins de cela, ils sont perdus sans ressource. Voulant à toute force être attirés par un gou-

vernement qui en est incapable, ils le provoqueront par chacune de leurs démarches, jusqu'à ce qu'enfin, quelque disposé qu'il soit à les épargner, ils le forceront de recourir, pour sa propre sûreté, à quelque lettre de cachet, ou à des mesures plus sévères encore. Voilà, si je ne me trompe, l'histoire de beaucoup d'hommes, qui, avec le mérite qu'ils avoient, auroient pu, dans d'autres circonstances, devenir l'ornement de l'humanité et les bienfaiteurs de leur siècle; voilà du moins l'histoire de l'homme intéressant dont le nom a été placé à la tête de cet article. Les événemens de sa vie sont si remarquables par eux-mêmes, que l'art n'a pas besoin d'y rien ajouter pour les embellir.

Henri de Bulow étoit fils d'un gentilhomme assez riche, mais que la vivacité de son esprit entraînoit à toutes sortes de folies. Son père l'éleva en homme aisé; à l'académie militaire de Berlin il se familiarisa avec les formes françoises; âgé de 14 ou 15 ans il fut placé dans le régiment d'infanterie, qui en dernier lieu se nom-

moit de Thiele, et qui alors étoit en garnison à Berlin. Le service militaire ne pouvoit convenir à cette jeune tête de feu; mais ne sachant s'il devoit s'en prendre à lui-même, ou aux devoirs de son métier, il crut se faire un sort beaucoup plus heureux en échangeant le service d'infanterie contre celui de cavalerie. Son désir fut rempli, car son père l'aimoit beaucoup trop pour lui rien refuser. Placé dans le régiment de cavalerie de Reitzenstein, il fut très-content de sa position aussi longtemps que l'équitation l'intéressa; mais dès que cet attrait fut usé, il sentit dans ses nouvelles occupations autant de vide qu'il en avoit senti à Berlin dans ses anciennes fonctions. Il vécut bientôt en solitaire, car il étoit tout aussi incapable de partager les passe-temps de ses camarades, que ceux-ci l'étoient de s'intéresser à ce qui l'occupoit. Ce n'étoit rien moins que l'étude de Polybe, de Tacite et de J.-J. Rousseau. Ces auteurs firent naître tant d'idées dans sa tête, que, retombant entièrement sur lui-même, il ne regarda plus qu'avec mé-

pris l'activité que son poste lui assignoit.

Ces écrits auroient fait passer dans son âme cet esprit de liberté qui les anime, si cet esprit ne s'y étoit pas développé naturellement à mesure que ses idées s'étendoient. La force qui a suffi pour briser les barrières de l'état où l'on avoit été jeté par le sort, tend, dès qu'elle les a outre-passées, à un affranchissement entier. Certes! l'on ne doit pas mésestimer les âmes capables d'une fermentation pareille, nonobstant les jugemens du vulgaire, qui a coutume de rabaisser leur conduite en la ramenant à des motifs qui leur sont étrangers.

Après avoir demandé et obtenu son congé, Bulow s'imagina que la carrière de la liberté et de la gloire s'ouvroit à lui dans les Pays-Bas, alors en insurrection contre l'empereur Joseph II. Il s'y rendit; la haute idée qu'on avoit de la tactique prussienne lui procura bientôt une place dans un régiment; mais l'incapacité et l'indolence du général Schœnfeld ne lui firent trouver aucune occasion de se distinguer. L'histoire de cette insurrection est assez connue.

Bulow, trompé dans ses espérances, retourna dans sa patrie.

Il y prit un goût passionné pour le théâtre; rassemblant aussitôt une troupe de comédiens, il la pourvut de tout l'attirail nécessaire. Ils alloient débuter dans une ville de province, lorsque les difficultés que le magistrat apporta à ce début, et peut-être aussi une honte secrète qui s'empara de Bulow au moment où il alloit exercer les fonctions de directeur d'une troupe de comédiens, le firent renoncer brusquement à son entreprise. Il vendit aussitôt les habits et les décorations qu'il s'étoit procurés à grands frais (ce fut un nommé Boutenop, encore actuellement directeur d'une troupe ambulante, qui les acheta); il congédia ses comédiens, et songea à se faire d'autres occupations.

Gentilhomme comme il étoit, on pense bien qu'il a toujours tiré le rideau sur cette époque de ses faits et gestes. Ce qu'on en sait, on le doit à des personnes qui, attirées par son originalité, ne le perdirent jamais de vue. Ayant donc renoncé au

théâtre, il prit la résolution de faire un voyage en Amérique. Ce furent, je crois, les obstacles que le magistrat de Tangermunde apporta à son début, en demandant l'exhibition de ses priviléges, qui lui inspirèrent le désir d'aller voir un pays, où, comme il croyoit, la liberté civile avoit établi son règne. Il s'embarqua accompagné de son frère. Cependant il ne trouva point en Amérique cette liberté qu'il cherchoit, et dont il étoit bien loin de se faire une juste idée. Avec tout le dégoût qu'inspirent des espérances trompées, il quitta les États-Unis pour revenir en Europe. Son frère écrivit sur l'Amérique. Ce livre prouve assez qu'ils s'attendoient à trouver dans les États-Unis une constitution parfaite, telle que leur intérêt particulier la demandoit; où les meilleures lois civiles fussent garanties par les meilleures lois organiques; et que cette attente trompée les rendit injustes, et les empêcha même de convenir que cet état travaille et tend du moins à se faire une bonne constitution. Cependant l'esprit de commerce des Américains avoit été con-

tagieux pour les deux frères. Ayant remarqué qu'à New-York, à Philadelphie, la verrerie se vendoit à un prix énorme, ils fondèrent là-dessus une spéculation pour remonter leur fortune délabrée. Le reste de leur héritage fut consacré à l'achat d'une quantité considérable de verrerie, avec laquelle ils s'embarquèrent à Hambourg, pour aller une seconde fois en Amérique. Mais comme ils n'étoient pas négocians de profession, comme ils furent obligés, pour débiter leur marchandise, de faire crédit sur de grandes sommes; comme, en un mot, leur entreprise étoit fondée sur la probité des Américains, ils se virent bientôt trompés de toutes parts, et forcés de retourner en Europe.

Des personnes qui ont connu Bulow en Amérique, assurent qu'il a prêché dans des conventicules religieux; rapport aussi vraisemblable d'un côté, qu'il est invraisemblable de l'autre: vraisemblable, parce que c'étoit une des singularités de Bulow d'être pénétré de la doctrine élevée répandue dans les écrits de Swedenborg; in-

vraisemblable parce qu'il ne possédoit pas le talent de s'énoncer avec facilité. Du reste, comme il a gardé lui-même le silence sur cette particularité de son histoire, le lecteur pourra se décider pour l'opinion qui lui plaira le plus.

Tel qui a connu Bulow croira peut-être qu'à cause de sa conduite libre et peu chaste il ne pouvoit être vrai disciple de Swedenborg. Qu'on remarque cependant que, le système mystique de Bulow ayant le même sort qu'eut dans la suite son système militaire, c'est-à-dire, n'étant adopté par personne, Bulow, hors d'état de se créer un monde extérieur analogue à son monde intérieur, entraîné par les circonstances, fouloit sans cesse aux pieds tout ce qu'il y avoit de plus sacré pour lui. S'il y a souvent une grande disparité entre la conduite et le système des hommes de génie, la faute en est moins à eux qu'à leurs entours. Les circonstances les forcent à se mettre en contradiction avec eux-mêmes; si elles avoient été plus favorables à Bulow, il seroit devenu un saint.

Revenu d'Amérique sans fortune, mais avec les richesses de son esprit et de son cœur, Bulow songea aux moyens de se distinguer. Renonçant désormais aux spéculations mercantiles, parce qu'il sentoit qu'elles étoient incompatibles avec son caractère, son ancien métier revint dans sa pensée. Les considérations de Bœrenhorst sur l'art militaire venoient de paroître alors : ouvrage, dans lequel l'auteur cherche à prouver que l'art militaire n'échoue si souvent dans la pratique que parce qu'il est défectueux dans la théorie. Tout esprit raisonnable devoit convenir de cette vérité. La lecture de ce livre électrisa la tête de Bulow, l'étincelle de son génie devint une flamme rayonnante : il sentit que la théorie de l'art militaire n'étoit si défectueuse, que parce qu'elle n'avoit point été soumise aux procédés d'une philosophie qui remonte dans ses abstractions jusqu'aux termes de l'esprit humain. Guidé par cette idée, il composa son livre intitulé : *Esprit du nouveau système de l'art militaire.* Après y avoir établi une distinction trop

peu observée entre la stratégie et la tactique ; il réduisoit toutes les opérations militaires à la forme du triangle, et déterminoit le rapport entre la base et le sommet de ce triangle ; il donnoit ensuite sur la tactique des préceptes, sinon neufs, du moins tirés de l'oubli ou ils étoient tombés depuis long-temps.

Cet ouvrage étoit une preuve bien manifeste de son génie. Il le sentoit lui-même ; et, plein d'une espérance crédule, il se regardoit déjà comme l'auteur d'une révolution totale dans les systèmes militaires de l'Europe ; excepté peut-être dans celui de la France, qui lui avoit donné l'idée du sien. Il y eut, en effet, beaucoup de personnes qui, reconnoissant son génie, le comblèrent d'éloges : mais, sur un qui adoptoit son système, il y en avoit cent qui ne le jugeoient pas digne de leur attention ; et comme c'est toujours la majorité qui décide, il n'obtint pas de ses contemporains l'estime qu'il en avoit attendue.

Voilà sans doute ce qui exaspéra son

humeur, et répandit dans son âme un fiel qui lui étoit étranger. Guidé soit par le sentiment de son mérite, soit par l'amour de sa patrie (car le patriotisme est toujours l'apanage du génie), il revint à Berlin en 1799. Tous ses vœux tendoient à être placé, soit dans l'état-major, soit dans le département des affaires étrangères. Il auroit pu être également bien employé dans l'un et dans l'autre : dans l'état-major, parce qu'on peut dire sans exagération qu'il étoit sans égal dans la théorie militaire; dans le département, parce qu'il étoit extrêmement versé dans la géographie, et qu'il possédoit en perfection les langues angloise et françoise. S'il avoit été placé, que son sort auroit été différent! Pour son malheur, peut-être aussi pour celui de sa patrie, les hommes qui se trouvoient à la tête de ces branches de l'administration, ne se soucioient point d'avoir affaire avec un homme de génie. Ils n'avouèrent point hautement cette répugnance, car qui se couvriroit volontairement d'une pareille ignominie? mais ils

rappelèrent que Bulow avoit donné dans les idées révolutionnaires, et prétendirent que c'étoit une mauvaise tête, peu propre à remplir un emploi.

Se voyant ainsi dédaigné, et n'ayant, pour vivre, d'autre ressource que son talent, il fut obligé de faire un métier du travail d'auteur, autant que cela est possible à un homme de génie. Il écrivit *sur l'argent*, en développant, dans son ouvrage, les idées de je ne sais quel auteur suédois. Outre cela, il traduisit de l'anglois le voyage de Mungo Parc. Ces occupations le rendoient extrêmement malheureux, parce qu'elles ne faisoient que lui tenir lieu de la vie active, à laquelle il se sentoit appelé, et dont rien ne pouvoit le dédommager. La dépendance où elles le mettoient de la caisse plus ou moins remplie du libraire, contribuoit aussi à le désespérer. Cependant il avoit beau rechigner, pour vivre il n'y avoit d'autre moyen que d'écrire. Dans l'hiver 1801, il écrivit l'histoire de la campagne de l'année précédente, ouvrage historique, pour

lequel il n'avoit eu, outre les richesses de son génie, d'autre source que la gazette de Hambourg, et dont la feuille imprimée ne lui fut payée qu'à raison de six écus de Prusse.

Après plusieurs affaires que son originalité lui avoit suscitées, il prit la résolution d'aller en Angleterre. Rien de plus naturel; car il devoit mépriser une patrie ingrate qui le repoussoit, et il crut ne pouvoir mieux manifester ce mépris qu'en la quittant. Il se disoit sans doute : *Ingrata patria, nec ossa mea habebis.* Je n'oublierai jamais la manière dont il justifia auprès de moi la résolution qu'il avoit prise. « Les Anglois, me dit-il, sont la nation la plus exécrable de l'Europe; mais ils sont les seuls qui aient de l'énergie, et qui sachent estimer l'énergie. » Je l'assurai des vœux que je faisois pour lui. Le capitaine Nothard, homme d'une générosité rare, lui avança six cents écus de Prusse pour le voyage. Bulow, se proposant d'écrire un journal sur l'Angleterre, s'arrangea là-dessus avec le libraire Frœlich, qui pro-

mit de lui faire parvenir la somme de cent livres sterlings, aussitôt qu'il auroit reçu le manuscrit pour les trois premiers cahiers.

Bulow arriva heureusement à Londres. Les premiers cahiers de son journal parurent; mais ils ne trouvèrent point d'acheteurs, parce que Bulow étoit l'homme du monde le moins propre à observer avec calme, et à rapporter avec simplicité ce qu'il avoit observé. Frœlich, trompé dans son attente, ne trouva point à propos de tenir sa promesse. Les embarras qui en résultèrent pour Bulow, finirent par un séjour qu'il fut forcé de faire à Kingsbench. J'ignore à quelles circonstances il dut sa liberté; quoi qu'il en soit, après avoir passé six mois en Angleterre, il s'embarqua pour Calais, d'où il se rendit à Paris.

De là il avoit d'abord envie de faire un voyage en Afrique; mais, soit qu'il renonçât volontairement à cette idée, soit que des commissions dont il fut chargé l'aient fixé dans la capitale de la France, il y resta

jusqu'en été 1804, où, reparoissant inopinément à Berlin, il étonna tout le monde par son arrivée. Si j'ai bien compris ce qu'il m'a dit lui-même, il avoit été à Paris agent de l'ordre équestre germanique, avec la commission spéciale d'empêcher que cet ordre ne fût médiatisé. Voilà peut-être ce qui explique la possibilité d'un séjour de plus de trois ans qu'il fit à Paris, quoique du reste il ne pût avoir de caractère reconnu comme agent de l'ordre équestre germanique; car, devenu suspect à la police de Paris, elle l'avertit qu'il avoit à quitter promptement cette ville, avertissement qu'il s'étoit attiré parce qu'il fréquentoit uniquement des ci-devant nobles.

A peine arrivé à Berlin, il s'engagea dans une dispute littéraire. Il venoit alors de paroître une brochure, en forme d'une lettre adressée à Napoléon, auquel l'auteur reprochoit, avec plus de passion que de logique, d'avoir pris, au lieu de la dignité de consul, la dignité impériale héréditaire. Quoique Bulow n'aimât point Napoléon, dans lequel il voyoit, d'après son expres-

sion, *a man of cruel frigidity*, il résolut néanmoins de défendre sa cause à Berlin. Il écrivit donc une brochure intitulée : *Napoléon Bonaparte*, et dédiée, si je ne me trompe, à l'ambassadeur de France. Il en résulta une guerre qui mit en mouvement pendant près d'une année les plumes des deux adversaires, et qui, après avoir été faite avec assez d'acharnement, surtout par l'auteur de la lettre, finit par une réconciliation et par des témoignages d'amitié qu'ils se donnèrent réciproquement.

Bulow ne débuta point à Berlin d'une manière propre à lui faire des amis. Il y eut des personnes qui le soupçonnèrent d'être espion françois, ce qui étoit bien l'idée la plus ridicule qu'on pût se faire de lui, puisque Bulow étoit l'homme du monde le moins propre à ce métier. D'autres le regardèrent comme un original d'un commerce insoutenable, et ils n'avoient pas tout à fait tort; car, se voyant en tous lieux poursuivi par le malheur, il se nourrissoit de fiel et d'amertume, et faisoit

éclater son humeur noire dans ses écrits comme dans ses discours.

Forcé, pour vivre, de recourir au métier d'auteur, il travailla plus que jamais, et publia plusieurs ouvrages qui se suivirent rapidement. Ce furent : les *Principes de la Guerre moderne*, ou *Stratégie théorique et appliquée, abstraite du système de guerre actuel*; l'*Histoire du prince Henri de Prusse* (qu'il mettoit au-dessus de Frédéric II pour l'art de la guerre); le *Journal militaire*, et la *Tactique des modernes, telle qu'elle devroit être*. L'attention du public que lui attirèrent ces écrits, les avantages pécuniaires qu'ils lui rapportoient, et qui le mettoient en état de vivre à son aise, ne pouvoient point le consoler des rebuts et des mépris qu'il essuyoit de la part du gouvernement; mépris qui lui sembloient d'autant plus cruels qu'il comprenoit moins le rapport entre un homme de génie et un gouvernement foible.

Le dépit dont il étoit animé perçoit dans tous ses ouvrages, et s'y exprimoit par une foule de traits énergiques et de

réflexions mordantes, qui ont peut-être attiré davantage les lecteurs que le mérite philosophique de ces livres. Enfin, le gouvernement persévérant toujours dans une indifférence que rien ne pouvoit vaincre, Bulow tomba dans un abattement dont il ne pouvoit plus se tirer que par des liqueurs enivrantes. Qui l'auroit cru qu'un homme que la nature avoit doué d'une veine si riche, dût jamais avoir recours à une inspiration artificielle? Voilà cependant comme le malheur peut dégrader le plus beau naturel, si l'âme n'a pas la force de se rendre maîtresse de sa destinée, et qu'elle ne renonce point à chercher au-dehors ce qu'elle ne peut trouver que dans elle-même et ce qu'elle possédoit depuis long-temps. Bulow ne fut si malheureux que parce qu'il méprisoit le métier d'auteur; parce qu'il ne pouvoit dépouiller l'ambition, trop naturelle à un noble, de briller et d'imposer par sa personne; et parce qu'il ne faisoit pas assez de cas de ce qu'il y avoit en lui de plus excellent, du don d'éclairer le monde par des idées nouvelles.

Nous approchons de la catastrophe de son sort : Bulow avoit prévu en gros l'issue de la guerre de 1805 ; il lui prit envie, après la bataille d'Austerlitz, d'écrire l'histoire de la campagne. Il l'écrivit à sa manière, c'est-à-dire en se permettant mille sorties contre les généraux des alliés, et mille épisodes déplacées. Cet ouvrage n'ayant point obtenu l'approbation des examinateurs de Berlin, qui ne pouvoient en effet la lui accorder, Bulow le fit imprimer à Leipsick, chez Gérard Fleicher. Ce livre parut en été 1806, et il fut lu avec une avidité d'autant plus grande, qu'on s'attendoit à une rupture prochaine entre la Prusse et la France. Le gouvernement, accoutumé à passer beaucoup de choses à Bulow, n'auroit pas pris garde à ce nouvel épanchement de sa bile, si des ambassadeurs étrangers n'avoient demandé qu'il fût puni. Ses amis eurent connoissance de la prise-de-corps qui étoit décernée contre lui, long-temps avant qu'elle fût expédiée ; ils lui donnèrent le conseil de s'enfuir ; il ne le fit point, et il eut raison ; car où se-

roit-il allé, lui qui avoit rompu avec le monde entier? Il fut arrêté dans les bras d'une fille qu'il aimoit et dont il étoit aimé. Une scène bien ignominieuse l'attendoit dans la prison; lui qui, en écrivant son livre s'étoit regardé comme l'arbitre des rois; qui, pour excuser sa pétulance, avoit assuré ne s'entendre qu'à commander des armées et à gouverner des peuples, il vit une commission de médecins examiner l'état de son cerveau. Un membre de cette commission fit le rapport: « Que, les esprits vitaux étant fort animés dans M. de Bulow, une plus longue arrestation pourroit lui être dangereuse; qu'il seroit à souhaiter qu'on lui rendît la liberté, en l'avertissant d'être plus circonspect à l'avenir ». Le médecin avoit raison sans doute; l'esprit de Bulow n'étoit rien moins qu'aliéné : il donna des preuves si évidentes de son bon sens, que tous les autres prisonniers en furent étonnés; il leur démontra entr'autres, dans la cour de la prison, que, dans la position entre l'Elbe et la Saale, les Prussiens seroient immanquablement bat-

tus. Cependant, après ce rapport fait dans la meilleure intention du monde, on fut forcé d'intenter un procès criminel à Bulow. Tombé sous les griffes d'une justice armée de formes épineuses, le pauvre Bulow fut sommé de rendre compte des extravagances de son génie; lui qui, en prenant la plume pour instruire et pour amuser le public, étoit bien loin de pouvoir analyser lui-même ce qui se passoit dans son esprit. On devine bien que sa justification ne fit qu'aggraver son délit. Dans l'ordre accoutumé des choses, il auroit été condamné à une prison perpétuelle, dont il n'auroit pu être sauvé qu'en obtenant sa grâce du roi.

L'issue des batailles de Jéna et d'Auerstaedt opéra un changement imprévu dans sa destinée. Comme on attendoit à Berlin l'arrivée des François, on résolut de le mener à Colberg. Au moment du départ, il dit en riant sardoniquement : « Voilà ce qui arrive lorsqu'on met les généraux en prison, et les ânes à la tête des armées. »

En passant par Stettin, il fut couvert de

bote par la populace, qui le prenoit pour le conseiller du cabinet Lombard, tombé en disgrâce auprès de la reine, auquel il ressembloit par sa taille. De Colberg il écrivit à ses amis de Berlin d'un ton triomphant : « Ne suis-je pas prophète? Aussi m'a-t-on traité en vrai Ezéchiel »! Il avoit envie d'écrire la campagne de 1806; mais il ne trouva point de libraire qui voulût publier des productions aussi dangereuses que celle-ci alloit l'être; le sort qu'avoit eu Gérard Fleicher, éditeur de la campagne de 1805, étoit encore un exemple trop récent. Ce qui contribua peut-être aussi à faire peur aux libraires, ce fut la résolution que Bulow avoit prise de faire entrer dans sa narration un exposé du système de Swedenborg.

Il comptoit être bientôt tiré de prison par les François; mais, dans le moment où ils alloient assiéger Colberg, on le transporta à Kœnigsberg, je ne sais si ce fut par mer ou par terre. Le sort qu'il a eu depuis n'est pas parvenu à ma connoissance; d'après un bruit assez répandu,

il trouva moyen de s'évader de Kœnigsberg, et parvint jusqu'en Courlande : là il tomba entre les mains des Cosaques, qui, en le maltraitant cruellement, le conduisirent à Riga, où il mourut en prison. Si ces dernières circonstances sont vraies, on doit gémir de la rigueur du sort qui ne cessa de le persécuter. J'avoue, pour moi, que j'ai toujours regardé et que je regarde encore Bulow comme un des hommes les plus intéressans de la monarchie prussienne. Tandis que tout croupissoit dans le mécanisme et dans la routine, il étoit le seul qui, en répandant des idées nouvelles, cherchoit à faire renaître la vie et le mouvement; mais le haut degré de force d'inertie dont ses adversaires étoient doués, rendit inutiles tous ses efforts. On lui rendra justice dès qu'il y aura quelques années d'écoulées après sa mort, et on pourra lui faire une application bien glorieuse de la sentence : *Sublatam ex oculis virtutem invidi quærimus!* Il n'y avoit point dans son caractère cette élévation qui commande le respect; cependant ses

défauts disparoissoient auprès de son divin génie, comme les taches du soleil se perdent dans l'éclat de cet astre, et l'on doit sentir la douleur la plus vive, en songeant qu'une étoile funeste l'empêcha de se montrer dans toute sa gloire.

VII.

Jean de Muller.

Ce savant, dont j'ai fait mention en parlant du prince Louis, mérite par le rôle qu'il a joué pendant les dernières années, que je lui consacre un article particulier.

Il y a des hommes doués d'un génie éminent, qui ne savent pas même ce que c'est que la gloire; ou qui, s'ils le savent, ne s'en soucient pas, parce que rien n'a droit de les intéresser que l'activité seule à laquelle leur génie les entraîne. Il y en a d'autres pour qui la gloire est le souverain bien, qui la croient digne de tous leurs efforts, qui consacrent toute leur vie à sa

poursuite, et qui se tourmentent vainement sans jamais atteindre le but. En effet, il en est de ceux qui courent après la gloire, comme de ceux qui courent après la fortune : ce qu'ils cherchent, fuit toujours devant les uns comme devant les autres; car le bonheur ainsi que la gloire ne sont que des accessoires qu'on rencontre toujours chemin faisant, dès qu'on possède l'essentiel. Mais pour ce qui est de la *réputation*, il y a moyen de s'en faire une, sans qu'on ait même besoin d'un talent bien distingué; il suffit de beaucoup de vanité, jointe à un caractère très-facile : avec ces qualités on pourra même se passer de la recette de Térence *.

Dans les lettres de Muller ** à son ami Bonstettèn, ce qui doit frapper le plus tout

* Voici cette recette :

. . . . . *Facile omnes perferre ac pati;*
Cùm quibus eris cunque una, iis te dedere;
Adversus nemini; eorum studiis obsequi,
Nùnquam præponens te illis. Ita facillume
Sine invidia amicos invenias, et laudem pares.

** Elles sont écrites en allemand, et publiées sous le titre : *Briefe eines jungen Gelehrten an seinen Freund.*

lecteur attentif, c'est un amour de la gloire, qui, plus brûlant que les flammes d'enfer, plus inextinguible que le feu grégeois, consume les entrailles de Muller. A chaque page de ce recueil on voit percer une présomption et en même temps une foiblesse dont le contraste paroît tantôt digne de risée et tantôt digne de pitié. On y voit un homme qui prétend se faire adorer de l'Europe entière par son érudition, par ses découvertes en morale et en politique et par la force de son éloquence. Cet homme s'isolera donc sans doute, pour analyser dans le silence de la solitude, pour creuser ses idées, pour étudier les penseurs les plus solides et les plus profonds de toutes les nations? Non pas: il se dissipe tous les jours par des sociétés frivoles, par des lectures hétérogènes, et parmi les auteurs il préfère toujours ceux qui éblouissent à ceux qui éclairent. Avec une si petite mesure de force, on ambitionne vainement la gloire, on n'obtient que de la réputation. Muller s'en fit une, en prenant part et en fournissant beaucoup de morceaux aux ga-

zettes littéraires; en donnant de la précision à son mécanisme; en faisant parade d'érudition; enfin en mettant l'esprit de ses lecteurs à la torture dans les ouvrages par lesquels il comptoit aller à l'immortalité. Mais il faut que je m'explique davantage sur ce dernier point.

Il y a des livres dont la lecture est rendue extrêmement fatigante par le désordre dans lequel l'auteur présente ses idées. Est-on capable de juger par soi-même, sans suivre aveuglément l'autorité des gazettes littéraires, on aura bientôt apprécié ces ouvrages et rejeté ce qui fait tourner la tête sans éclairer l'esprit. Si au contraire le lecteur n'est point d'un jugement solide, si ce n'est qu'un écolier qui veut se former par la lecture, il ne saura point s'il doit imputer à lui-même ou au livre le sentiment pénible qu'il éprouve; et, dans le sentiment de sa propre foiblesse, il finira par élever jusqu'aux nues un ouvrage qui, des tourmens de l'ennui, l'a fait passer aux douceurs du

sommeil. En appliquant ceci aux productions de M. Muller, je prétends que sur dix de leurs admirateurs elles en doivent toujours neuf à la fatigue qu'elles leur ont causée. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait, par ci par là, des pensées brillantes qui occupent l'esprit; le défaut essentiel de ces ouvrages, c'est qu'ils ne sont pas d'un seul jet; c'est que les notices accumulées n'y sont pas tellement fondues les unes dans les autres qu'elles deviennent des faits; c'est, en un mot, qu'ils sont écrits non-seulement en style de chronique, mais même en style de gazette. Dans dix ou dans douze ans d'ici, lorsqu'on jugera avec plus d'impartialité l'*Histoire des confédérations helvétiques*, et qu'on pourra dire son sentiment sur cet ouvrage sans être taxé d'envie ou de paradoxie; bien des voix s'élèveront, je pense, pour ravir à M. Muller, qui au fond n'a jamais saisi l'esprit de l'histoire; pour lui ravir, dis-je, l'honneur d'être appelé le prince ou le Tacite des historiens allemands : jamais

peut-être réputation ne fut moins méritée que celle dont Muller jouit comme historien. La postérité lui rendra plus de justice; car, sauf le respect dû à MM. les journalistes allemands, je soutiens qu'elle ne fera pas la moindre attention à ces compilations très-laborieuses, il est vrai, mais écrites sans esprit et sans goût.

Tourmenté d'ambition et de vanité, Muller fit, en 1780, un premier voyage à Berlin. Au fond du cœur il n'étoit point ami de Frédéric; dans une lettre à Bonstetten, il l'avoit même nommé un grand brigand *; mais le désir d'être membre de l'académie de Berlin étoit plus fort que cela, et l'engagea même à ne demander qu'une pension de quatre cents écus. L'essentiel étoit de se faire agréer par un roi armé contre tous les prestiges, et qui savoit bien juger son monde. Le poëte Gleim, le ministre de Herzberg, et Frédéric Guillaume II, alors prince royal, s'intéressèrent pour Muller, et crurent qu'il parvien-

* C'est dans la quinzième lettre du recueil.

droit au but de ses désirs si d'Alembert le recommandoit au roi. D'Alembert voulut bien leur prêter sa plume ; il écrivit au grand roi en date du 9 février 1781 :

« On me mande, sire, qu'il y a actuellement à Berlin un jeune savant nommé M. Muller, qui vient de publier en allemand une excellente histoire de la Suisse; que cette histoire a été traduite en françois ; qu'elle est pleine de philosophie et de vérités courageuses; que l'auteur est en état d'écrire en françois ; qu'il désireroit se fixer dans les états de votre majesté ; et que l'académie feroit en lui une excellente acquisition, si votre majesté jugeoit à propos de l'y attacher, en le fixant d'abord par une modique pension de quatre cents écus, dont il se contenteroit jusqu'à ce qu'il eût mérité, par son travail, d'obtenir une plus forte récompense. Votre majesté pourroit prendre des informations au sujet de cet homme de lettres ; et, comme je m'intéresse au bien de son académie, je prends la liberté de demander à votre majesté ses

bontés pour M. Muller, en cas qu'après les informations elle le juge digne de les obtenir * ».

Cette recommandation ne resta point sans effet. Frédéric fit appeler Muller : on ne sait rien touchant l'entretien qu'il eut avec lui ; mais le résultat en a été conservé dans une lettre que Frédéric écrivit à d'Alembert, en date du 24 février 1781 **.

« Ce M. Mayer a été ici. (Si Frédéric confondoit le nom de Muller avec un nom semblable, c'étoit sans doute parce que Muller n'avoit fait aucune impression sur lui.) Je vous confesse que je l'ai trouvé minutieux ; il a fait des recherches sur les Cimbres et sur les Teutons, dont je ne lui tiens aucun compte ; il a encore écrit une analyse de l'histoire universelle, dans laquelle il a studieusement répété ce qu'on a écrit et dit mieux que lui : si l'on ne veut que copier, on augmentera le nombre des livres à l'infini et le public n'y gagnera rien.

* Œuvres posthumes de Frédéric II, édit. de Bâle, 1789, tome III, p. 244.

** *Ibid.*, page 247.

Le génie ne s'attache point aux minuties; ou il présente les choses sous des formes nouvelles; ou il se livre à l'imagination; ou, ce qui est mieux encore, il choisit des sujets intéressans et nouveaux. Mais nos Allemands ont le mal qu'on appelle *logondiarrhoea :* on les rendroit plutôt muets qu'économes en paroles. »

D'Alembert étoit trop bon courtisan, pour ajouter encore un mot à l'avantage de Muller, après que le roi en eut porté un jugement pareil. Sans lui restituer son vrai nom, il écrivit à Frédéric, en date du 30 mars 1781 *:

« Je m'en rapporte entièrement à V. M. sur le jugement qu'elle a porté de ce M. Mayer, dont j'avois eu l'honneur de lui parler. On m'en avoit écrit des merveilles, et je les avois crues assez facilement pour demander à V. M. si elle connoissoit cet homme de lettres. Me voilà maintenant bien instruit de ce qu'il vaut, et parfaitement tranquille sur le parti que V. M. voudra prendre à cet égard. Je crois volontiers

* *Ibid.*, page 250.

que les littérateurs allemands sont encore bien malades de cette indisposition que V. M. appelle si plaisamment une *diarrhée de paroles*. Il leur suffiroit d'entendre, ou plutôt d'écouter plus souvent et plus attentivement V. M., pour apprendre d'elle à ne dire que ce qu'il faut, et comme il le faut ».

Ainsi Muller vit échouer le projet qu'il avoit eu de se faire placer à l'académie de Berlin. Dans sa biographie, écrite par lui-même, il dit à ce sujet : « Que l'idée de l'agréger extraordinairement au corps de l'académie n'avoit pu, comme Minerve, sortir que de la tête de Jupiter, où, dans le moment décisif, elle avoit été étouffée par la ruse et l'envie ». Je crois qu'on n'a pas besoin de recourir à des suppositions pareilles : l'esprit juste de Frédéric devoit lui faire trouver que Muller n'avoit point de qualités assez éminentes, pour mériter d'être associé à une académie à la tête de laquelle il se trouvoit lui-même. En effet, quel eût été le point où l'esprit de

Frédéric auroit pu se rencontrer avec celui de Muller?

Eloigné de Berlin par l'indifférence de Frédéric, Muller eut dessein de retourner à Genève. En y allant, l'intervention du ministre d'état lieutenant général de Schlieffen lui procura une place au Carolinum de Cassel. Il la quitta deux ans après, et se rendit à Valeires, terre de son ami Bonstetten, où il se voua tout entier à l'étude de l'histoire. En 1786, il se rendit à Mayence à la vocation de l'électeur. Honoré de la familiarité de Frédéric Charles Joseph, il réunit les fonctions de conseiller d'état aux travaux d'historien. La guerre contre les François étant éclatée, il fut envoyé d'Achaffenbourg à Vienne, six semaines avant l'invasion que les François firent sous Custine. Sa mission n'eut point d'effet, et il accepta une place à la chancellerie d'état à Vienne. Quoique surchargé de travaux ingrats et pénibles, « Il provoqua le courage des Allemands à défendre le nom germanique, l'indépen-

dance d'une grande monarchie, et l'équilibre de l'Europe, contre une *prépotence* étrangère ». De Vienne il fit un voyage dans sa patrie; et lorsque l'embrasement de la révolution alloit se répandre sur la Suisse, il la quitta, pour retourner à Vienne. Comme bibliothécaire impérial, il fut pendant quelques années assez content de son sort, jusqu'à ce qu'il se trouvât gêné pour l'impression de ses ouvrages, et offensé par les rebuts qu'il essuyoit. Tous ces faits se trouvent dans l'autobiographie de M. de Muller, dont j'ai déjà parlé, et dans laquelle il s'est dépeint du beau côté plus souvent que la vérité ne le permettoit.

Après une absence de vingt-deux ans, Muller revint en 1803 à Berlin, pour chercher à y être placé. L'opinion publique ne lui étoit point favorable; mais beaucoup de choses parloient en sa faveur. D'abord, le gouvernement se sentoit flatté de ce qu'un savant célèbre alloit faire imprimer sous son égide des ouvrages dont les lois de l'Autriche défendoient la publica-

tion. Outre cela le gouvernement étoit depuis quelques années assez injuste envers les savans du pays, pour suivre la maxime de s'emparer de réputations étrangères. Cependant ces motifs n'auroient point suffi pour lui faire donner une place; il la dut à la chaleur avec laquelle il se déclara contre le gouvernement de la France, et contre le premier consul Bonaparte. Tous les aristocrates de Berlin haïssoient un homme qui, en instituant une légion d'honneur, avoit élevé le mérite au-dessus de la naissance. Si un historien fameux déclamoit contre la *prépotence*, et défendoit le système de l'équilibre, c'étoit là pour eux, comme ils croyoient, une autorité d'un grand poids. Muller fut donc nommé membre de l'académie, avec le titre de conseiller privé, et avec une pension de trois mille écus; et après tout cela on eut l'air de se féliciter d'avoir fait à si peu de frais une acquisition si importante. Il n'y en eut que peu qui s'aperçurent qu'on se trompoit ou qu'on étoit trompé.

Muller de son côté, ne paroissant occupé

que de grandes choses, déclara qu'il écriroit l'histoire de Frédéric-le-Grand. Après un assez long intervalle, il exposa dans une séance académique ses idées sur cette histoire. Dans ce petit discours, le ton devoit choquer les gens modestes; le désordre des idées devoit déplaire à ceux qui savent penser. L'opposition qui commençoit à se former contre Muller auroit pu lui être dangereuse, s'il ne s'étoit défendu par ses liaisons avec les ministres et avec la noblesse de Berlin. Il encensa les préjugés des hommes revêtus de pouvoirs, et cacha son ambition sous le masque du patriotisme et de la vertu; il se déchaînoit contre la *prépotence* françoise, à laquelle il opposoit pour contraste la générosité de l'Angleterre envers le continent. Il sut se maintenir par ces moyens, qu'il rendit sans doute plus efficaces encore que ses liaisons avec ... ,... ...., et avec d'autres criailleurs enragés qui, par les grands mots qu'ils avoient comme lui à la bouche, tâchoient d'échapper au sentiment de leur turpitude.

Lorsqu'enfin en 1805, beaucoup trop

tard pour ses désirs, la guerre continentale se ralluma, il voulut que la Prusse se joignît à la troisième coalition contre la France. Pour l'y engager, son argument principal étoit tiré du succès avec lequel, au commencement du dix-huitième siècle, Eugène et Marlborough s'étoient opposés à l'ambition de Louis XIV. En se servant de cet argument, Muller prouva combien il savoit peu apprécier les événemens politiques; cependant il croyoit pouvoir convaincre par là non-seulement les courtisans et les femmes, mais encore des hommes plus profonds en politique que lui. Son zèle déplacé étant pour lors resté sans effet, il publia l'année suivante un écrit bizarre, composé par un de ses amis, et qui avoit pour titre : *Trompette guerrière de Mahomet* *.

Les inclinations belliqueuses de Muller formoient un contraste bien singulier avec son physique. C'étoit le spectacle le plus

* On dit que cette brochure est de M. de Hammer, secrétaire de la légation d'Autriche à Constantinople, et plus versé dans les langues orientales qu'en politique.

drôle du monde, de voir un homme d'une taille si petite, qui n'avoit jamais senti le moindre élan de courage, emboucher sans cesse la trompette guerrière. Il ressembloit à cet égard aux acteurs dont parle Lucien, lesquels, en représentant Hercule, succomboient presque sous le poids de l'attirail postiche dont ils avoient chargé leur petite figure.

Je vais maintenant rapporter une anecdote propre à caractériser et M. Muller et quelques-uns des ministres prussiens.

Monsieur Merkel, rédacteur du journal dit l'*Ingénu*, jusqu'au 18 d'octobre 1806, et panégyriste décidé d'Alexandre, dans lequel il admiroit un prince consommé, eut, après la bataille d'Ulm, l'idée sublime de publier une feuille politique, dont la hardiesse étonnât l'Europe, et qui, si elle n'éclipsoit pas le *Moniteur*, lui disputât du moins le rang. Il communiqua cette idée à plusieurs ministres, qui la trouvèrent excellente et lui promirent leur protection. Hardenberg et Schoulenbourg favorisèrent surtout une entreprise qui leur paroissoit

très-avantageuse pour la Prusse. Par malheur, l'audacieux Merkel, qui, pour le dire ici en passant, est encore un petit homme à peine haut de cinq pieds, étoit le plus franc ignorant en politique. Pour suppléer à ce défaut, il s'adressa au conseiller privé Muller, supposant que celui-ci travailleroit de toutes ses forces pour son journal, tandis qu'il n'auroit lui-même que la peine de le rédiger. Muller, ayant entendu la proposition de Merkel, consentit à ce qu'il demandoit, et lui promit d'abord d'écrire pour *le Moniteur* prussien une introduction qui feroit du bruit. Charmé de cette promesse, Merkel voulut encore s'associer Frédéric Bouchholz comme collaborateur, et ne douta point que, par quelques complimens et par la perspective du lucre, il ne l'engageât à lui prêter sa plume. Bouchholz s'informa quel seroit l'esprit du soi-disant journal officiel, qui, si je ne me trompe, devoit avoir pour titre : *le Spectateur*. Merkel ne lui cacha point qu'il seroit dirigé contre la France. « Et qui se rendra garant d'une feuille pareille? de-

manda Bouchholz ». « Le gouvernement de Prusse ! répliqua Merkel ». « Je ne puis donc m'associer à votre journal, répondit Bouchholz; car cette garantie n'en est point une. En général, pourquoi formeroit-on cette opposition ? Si le *Moniteur* est offensant, il ne l'est que pour les Anglois et pour leurs alliés, et il est bon qu'il le soit; car, si la constitution angloise subsiste encore pendant vingt ans, tous les pays civilisés de l'Europe seront ruinés ». Cependant Merkel ne renonça point à l'idée du journal officiel; car il se promettoit un revenu considérable de la rédaction. Plusieurs tentatives qu'il fit auprès de Bouchholz étant restées inutiles, il employa encore l'intervention de quelques personnes, de l'autorité desquelles il se promettoit beaucoup; jusqu'à ce que Bouchholz, afin de couper court aux importunités, déclara que, pour se placer entre un Lieflandois et un Suisse, il falloit être Suabe *. En attendant, les Russes s'étoient

* Merkel est Lieflandois ; Muller est Suisse ; les Suabes sont les Béotiens de l'Allemagne.

laissé ravir la victoire dans les champs d'Austerlitz, et après cette bataille mémorable, il ne fut plus question d'un journal officiel prussien, destiné à servir de contre-poids au *Moniteur*. Muller ne composa donc point d'introduction énergique.

La guerre entre la Prusse et la France remplit enfin tous les vœux de Muller; mais il tomba des nues, lorsque les batailles de Jéna et d'Auerstaedt eurent donné un résultat qui surpassoit de beaucoup tout ce que l'on auroit pu imaginer de funeste et de terrible. Le jour même où les François entrèrent à Berlin, on le vit à la grande promenade de cette ville errer pâle et tremblant, accompagné d'un ami intime. Il avoit l'air d'un homme qui voit venir sa dernière heure. Cependant il reprit courage, lorsqu'il vit que les François n'étoient point une horde de Tartares, comme il l'avoit redouté, et surtout lorsqu'il apprit que le général Hulin, qui est de Genève et qu'il pouvoit regarder comme un compatriote, étoit nommé commandant de la place. Lui, qui avoit haï Napoléon, qui

l'avoit comparé à un orage destructeur, désira maintenant d'avoir un entretien avec lui. Le général Hulin et quelques autres généraux françois dont il avoit fait la connoissance, lui procurèrent cet honneur. Aussitôt il subit une de ces métamorphoses très-naturelles aux hommes foibles : la *prépotence* françoise n'étoit plus à craindre ; la monarchie universelle n'étoit plus le tombeau du bonheur des peuples ; Napoléon, loin d'être un Attila, étoit le premier des héros et le plus vaste génie qui eût jamais existé. Ce fut dans ces dispositions qu'il composa, l'hiver 1807, ce fameux discours académique pour le jour de naissance du Grand Frédéric; discours dans lequel il prouva qu'un héros ne pouvoit être tout à fait mal intentionné pour la postérité d'un autre héros. La cour de Memel ne s'attendoit point à un pareil langage ; on y avoit souvent demandé des nouvelles du bon Muller, et l'on croyoit qu'il étoit, plus que tout autre Berlinois, accablé par les malheurs de l'état.

Cette conduite devoit naturellement

étonner tous les patriotes prussiens. La foiblesse qui y perçoit, méritoit de l'indulgence *. Mais le même homme qui montroit cette foiblesse, ne s'étoit-il pas annoncé comme la force même, et n'étoit-ce pas précisément sa haine contre Napoléon qu'on estimoit le plus en lui? Il arriva donc ce qui arrive ordinairement, lorsqu'on se voit trompé dans l'attente qu'on avoit de l'énergie morale d'un homme: on l'accusa d'hypocrisie, et on l'évita autant qu'on l'avoit recherché jusqu'alors. Il sentit lui-même combien sa position étoit critique, et donna une démission qui ne pouvoit manquer d'être acceptée. N'ayant pu obtenir une magistrature qu'il recherchoit à Hambourg, il désira d'être placé comme professeur à Tubingue; je ne sais

* L'éditeur ne peut s'empêcher de faire ici observer à l'auteur, que ce n'est point là une preuve de foiblesse. Ce qui arriva à M. de Muller, est arrivé à beaucoup de personnes rien moins que foibles. Prévenus contre Napoléon, à peine lui eurent-ils parlé, qu'ils devinrent ses partisans et ses admirateurs éclairés. Le génie sublime de ce grand homme se soumet non-seulement le monde politique, mais encore le monde intellectuel et moral.

(*Note de l'éditeur.*)

s'il y réussit mieux : une feuille françoise qui en parla la première, n'a dit rien de certain sur ce sujet *. Comme pendant toute sa vie il n'a fait que changer un système contre l'autre, qu'il a été tantôt royaliste et tantôt républicain, et qu'il a toujours cherché le bonheur là où il ne pouvoit le rencontrer, il aura de la peine à trouver un séjour où il puisse passer tranquillement le reste de sa vie **. Jamais il n'obtiendra cette gloire qu'il a toujours ambitionnée.

* Voici ce qu'il y avoit dans cette feuille : « Jean de Muller, historien de la Suisse, va se rendre à Tubingue, pour se rapprocher de sa patrie et pour satisfaire ses goûts ».

** Cette feuille allant être imprimée, on a lu dans les papiers publics, que M. Jean de Muller, appelé à Paris, a reçu le grand ordre de Hollande. Il paroît donc qu'il va courir la carrière des grandes places, et l'on doit attendre qu'il les remplira avec honneur. Voyez du reste la préface au sujet de ce savant, jugé ici avec trop peu d'équité.

(*Note de l'éditeur.*

VIII.

Le professeur Kiesewetter.

POUR se convaincre que la maxime * établie par Salluste au commencement de la *Guerre Catilinaire,* n'est pas à beaucoup près généralement observée, il suffit de considérer les philosophes de l'Allemagne. Tandis que les uns, pour me servir des expressions de Schiller **, adorent la philosophie comme une divinité descendue du ciel, elle n'est pour les autres qu'une bonne vache à lait. En effet, il y en a beaucoup qui la regardent simplement comme le métier qui les nourrit, et qui protestent ainsi par toute leur conduite contre la sen-

* *Omnes homines qui sese student præstare cæteris animalibus, summa opera niti decet, ne vitam silentio transeant, veluti pecora, quæ natura prona et ventri obedientia finxit.*

** *Einem ist sie die hohe, die himmlische*
Gottin; dem andern
Eine tüchtige Kuh, die ihu mit Butter
versorgt.

tence de Salluste. Il ne faut pas du reste, je crois, accuser ces messieurs de profaner la philosophie; en passant par leurs mains elle a tellement changé de nature que ce n'est plus elle-même; ce n'est plus rien de saint qui puisse être profané; ce sont des profanes eux-mêmes qui se présentent dans toute leur turpitude. Dussent-ils mille fois trouver des écoliers : qu'importe ? Heureusement ils n'ont pas le monopole de la science !

Kiesewetter fit fortune à Berlin, lorsque les principes de Kant y devinrent l'objet de l'attention publique; il s'érigea en apôtre du philosophe de Kœnigsberg, et promit d'éclaircir tout ce que le simple sens commun n'avoit pu comprendre dans sa doctrine. Il ne fut pas tout à fait capable de remplir ces engagemens : mais on n'y regarda pas de si près, comme en général le *in magnis voluisse* suffit pour le monde. De plus la capitale de la Prusse étoit le meilleur théâtre qu'il pût choisir pour ses minces talens. Tout y étoit plongé dans le plus grossier matérialisme; quel-

ques femmes, pour échapper à l'ennui, s'occupoient encore d'arts et de sciences; on avoit perdu l'habitude de penser, et dans ce pays des Pygmées, Kant étoit admiré comme un géant; de prétendus philosophes trouvoient qu'il écrasoit tout; et, après s'être fatigués à l'étude de ses livres, ils ne savoient mieux reposer leur esprit qu'en comptant les tuiles des toits. Faut-il s'étonner que dans une ville pareille Kiesewetter ait trouvé des auditeurs et des partisans, et que cette vogue lui ait tourné la tête? Commentateur des écrits de Kant, il auroit dû surtout indiquer la route par laquelle ce philosophe s'étoit élevé à ses abstractions; mais les singulières idées qu'on se faisoit à Berlin de la philosophie, lui épargnèrent la peine d'étudier ce qui fait la base de tous les systèmes. Il se contenta de répandre sur les propositions de Kant une sauce longue, destinée à en faciliter la digestion; et ses auditeurs, qui ne le comprenoient point, furent persuadés que c'étoit une tête lumineuse, un penseur profond, un philo-

sophe du premier ordre : car la foule estime uniquement ce qu'elle ne comprend pas, et elle insulteroit Dieu même s'il cessoit de se cacher avec tant de soin à ses regards. En un mot, par ce concours de circonstances heureuses, Kiesewetter devint le philosophe de Berlin ; tandis que le petit nombre de gens raisonnables l'appeloient le philosophe bannal, d'après une analogie qui n'a pas besoin d'explication.

Dans le prologue de l'*Hécyre*, Térence se plaint de ce que, à la première représentation de cette pièce, le public avoit quitté le théâtre pour aller voir les tours d'un danseur de corde, et le combat d'une couple de gladiateurs. Kiesewetter auroit formé les mêmes plaintes, si la philosophie de Kant avoit été pour lui ce que l'art dramatique étoit pour Térence ; car tous les habitans des grandes villes ont cela de commun, que le plaisir est leur principale affaire, et qu'ils aiment à changer de passe-temps. Kiesewetter, plus adroit que Térence, ne s'est jamais plaint de l'inconstance des Berlinois. En hom-

me d'esprit, il avoit plus d'une corde à son arc. Profitant de sa vogue, il fit si bien, qu'on lui confia les branches philosophiques de l'instruction à plusieurs instituts. Ce ne fut pas tout. Par toutes sortes de petites manœuvres indignes d'un philosophe, il sut se mettre en crédit à la cour, et s'emparer exclusivement de la partie la plus importante de l'instruction des princes et des princesses. C'est sous ce rapport qu'il m'a semblé mériter quelqu'attention : c'étoit uniquement par lui que les princes pouvoient apprendre à connoître leur siècle ; il ne faut donc pas s'étonner s'ils ne l'ont connu que très-imparfaitement. Comme il est assez bon mathématicien, il pouvoit leur être très-utile d'un côté; mais comme de l'autre il est fort mauvais philosophe, il leur fit plus de mal que de bien. Ce qui le rend surtout ennuyeux, est la manie qu'il a de faire le conteur ; ses anecdotes sont d'un mauvais genre, et ne peuvent amuser que des personnes sans esprit et sans goût.

Ses liaisons à la cour l'enflèrent de va-

nité. Tel que cet avare dont parle Horace, qui se consoloit des huées du public par l'aspect de son argent comptant : de même le philosophe Kiesewetter se consoloit, par les succès qu'il avoit à la cour, de la risée des gens raisonnables. On ne sauroit être pendant une demi-heure avec lui, qu'on ne l'entende parler des princes et des princesses qu'il a l'honneur d'approcher. Le caractère de philosophe lui semble si peu incompatible avec les fonctions de maître de spectacles et de plaisirs, qu'il ne se fait point scrupule de parler des fêtes qu'il a l'honneur d'arranger à la cour. Ce fut lui qu'on chargea d'inventer les quadrilles pour ce fameux bal masqué où la reine joua le personnage de Statyre aux yeux du public. Cette commission passoit ses forces. Il pria le conseiller Hirt de le tirer d'embarras. Celui-ci eut la complaisance de se charger des parties principales du bal masqué, et il ne resta à Kiesewetter que l'honneur d'avoir inventé le quadrille des quilles. Je renvoie le lecteur à la description qui a été

publiée de ce bal masqué; et je demande si la philosophie a jamais prêté son ministère à des objets pareils?

Quoiqu'un philosophe de profession ne doive point être étranger en politique, je ne crois pas qu'elle soit le côté brillant de Kiesewetter. Il paroissoit plutôt avoir pris pour modèle ce sultan dont parle Wieland, qui se reposoit sur les dieux et sur les fées du gouvernement du monde, et qui protestoit de son innocence lorsque les affaires alloient mal. En 1805, lorsque Frédéric Bouchholz venoit de publier son *Nouveau Léviathan*, j'entendis Kiesewetter lui dire d'un air affable : Que le *Nouveau Léviathan* se trouvoit sur son secrétaire, et qu'il le liroit à la première occasion. « C'est trop d'honneur que vous voulez me faire, répliqua Bouchholz; le *Nouveau Léviathan* ne mérite point d'être lu par un Kantien, et peut servir tout au plus à instruire un homme ordinaire ». Kiesewetter ne sentit point le persifflage; il agréa le compliment, et en fit un à son tour à un homme qui venoit de lui lan-

cer le sarcasme le plus amer. Une autre fois j'entendis dire à ce philosophe, véritablement abondant en platitudes, qu'il ne se fioit pas à Napoléon, parce qu'il étoit italien : *Ex ungue leonem!* Comment un philosophe pareil auroit-il pu avoir une influence salutaire à la cour?

A l'arrivée des François, le professeur Kiesewetter craignit que son ameublement ne fût gâté, et mit tout en usage pour se faire exempter des charges de la guerre, qui pesoient sur tous ses concitoyens. Pour cet effet il pria la princesse Auguste, princesse héréditaire de Hesse-Cassel, et sœur du roi de Prusse, qui étoit restée à Berlin, de lui donner quelque titre propre à faire croire qu'il étoit au service de Hesse. Cette supercherie finit avec l'existence de l'électorat de Hesse, et ce ne fut pas sans une joie maligne que messieurs du bureau des logemens virent le philosophe bannal dépouillé de sa peau de lion.

Le séjour de Berlin lui devint odieux après l'éloignement de la cour. Pour se chauffer aux rayons de la faveur, il fit un

voyage pénible par Copenhague à Memel. Il y resta assez long-temps, et revint à Berlin, en été 1807, après la paix de Tilsit. Sa vanité ne se démentit point; il parla d'une manière extrêmement mystérieuse d'une conversation qu'il avoit eue avec l'empereur Alexandre.

Je n'aurois pas consacré un article à part au professeur Kiesewetter, si de tous les savans de Berlin ce n'étoit point celui qui avoit le plus de crédit à la cour, et qui, avec des connoissances et du caractère, auroit pu être le plus utile à cette cour. Malheureusement, la seule réflexion qu'on puisse faire à son sujet, est : .... : ... . En effet, comment un philosophe profond, qui ne chercheroit qu'à répandre des idées vraies, pourroit-il vivre à une cour qui ne demande qu'à s'amuser? Eh bien! que toutes les cours dégénérées voient donc au milieu d'elles de prétendus philosophes jouer le rôle d'arlequin, jusqu'à ce que tous ces arlequins puissent redevenirphilosophes. Pauvre Kant, vous qui, enfermé dans

votre cabinet, en prenant votre thé, consacriez des matinées entières à creuser, à approfondir une idée, et qui ne pouviez penser sans un saisissement de respect aux lieux habités par le roi de Prusse : l'eussiez-vous pensé que, dans ces mêmes palais, le plus bavard de vos écoliers feroit un jour le farceur?

IX.

Le conseiller aulique Hirt.

Dans un pays où le gouvernement vacille dans son système politique, rien ne frappe davantage l'observateur attentif, que la présomption avec laquelle des ignorans exposent leurs systèmes. Et cependant rien de plus naturel; car, par là même que le gouvernement n'a point de principes invariables, il accorde à chaque citoyen le privilége d'avoir en politique ses principes particuliers. Sous un Frédéric II, sous un Napoléon, qui oseroit avoir un

système politique à lui? Sous un François II, sous un Louis XVI, au contraire, chacun entreprend de tracer au gouvernement le plan qu'il doit suivre, et d'établir ce qui est nécessaire pour le salut de l'état. Et cet abus ne disparoîtra que lorsque les gouvernemens seront perfectionnés par de meilleures lois organiques, et que les qualités individuelles du monarque ne seront plus l'unique espérance des états.

M. Hirt étoit un de ces anglomanes qui déclamoient sans cesse contre la France et contre Napoléon, qui admiroient la générosité de l'Angleterre envers les pays du continent, et pour lesquels la guerre contre la France étoit une espèce de croisade qu'ils prêchoient sans relâche. On devoit s'étonner de lui voir tenir un pareil langage, de voir un homme qui ne sait pas s'énoncer avec précision sur les choses les plus communes, faire le Démosthène contre le Philippe moderne. Cependant on devinoit l'énigme dès qu'on approchoit de plus près, et qu'on se faisoit conter, par lui-même, quel enchaîne-

ment de circonstances lui a procuré l'honneur d'être membre de l'académie de Berlin.

Né en Souabe, Hirt, jeune encore, fut lancé par le hasard en Italie, où il fit le *cicerone* pour les voyageurs. Je dis qu'il *le fit;* car pour être bon cicerone, comme Winkelmann le fut pendant quelque temps, il n'avoit point des connoissances assez étendues, et ne s'étoit point suffisamment familiarisé avec la littérature grecque, sans laquelle il est impossible de comprendre l'art des anciens. Les voyageurs anglois n'examinent pas ce qu'ils voient, et ne savent pas de quelle manière les restes précieux de l'antiquité doivent être considérés; c'est-là ce qui sauva notre cicerone. Il eut même la vogue chez eux et fut richement récompensé de ses soins.

La comtesse Lichtenau étant arrivée à Rome, il eut le bonheur de lui servir de guide. Bientôt après les François firent de grands progrès en Italie. Craignant pour lui-même, appréhendant peut-être aussi que son métier n'allât mal, il prit la réso-

lution de retourner en Allemagne. Il rencontra la comtesse Lichtenau qui de son côté se disposoit aussi au départ. Elle fut prête à le recevoir dans sa suite, où il ne figura pas mal; car il est assez bel homme, quoique sa physionomie manque d'expression. Arrivée à Berlin, la comtesse Lichtenau employa son crédit pour faire nommer le cicerone de Suabe instituteur du prince Henri, troisième fils du roi. Je n'ai pas besoin de dire qu'en cette qualité il ne pouvoit être utile au prince; mais cela n'importoit guère, pourvu que du reste on atteignît son but. Ce poste d'instituteur devoit simplement servir de degré pour le faire entrer à l'académie. En effet, on vit bientôt M. Hirt surgir à cet heureux port ouvert aux littérateurs impotens. Une pension de dix-huit cents écus de Prusse n'étoit certainement point une récompense trop grande pour un homme qui, à la vérité, ne jouoit aucun rôle dans la république des lettres, mais qui avoit eu le bonheur de plaire à la maîtresse d'un roi.

Satisfait du sort qui lui étoit échu, surtout parce que sa paresse monacale, qui ne se plaît qu'à la contemplation, y trouvoit parfaitement son compte, Hirt nourrissoit cependant toujours de doux souvenirs de l'Italie, et se rappeloit sans cesse les liaisons qu'il y avoit eues avec des voyageurs de qualité et surtout avec des lords anglois. Les guerres des François en Italie l'irritèrent contre la nation entière. Peut-être auroit-il pu se consoler de tout ce que l'Italie souffrit à d'autres égards; mais l'ambition de Bonaparte, qui ravissoit à ce pays les chefs-d'œuvres de l'art, lui paroissoit demander vengeance. De là ses déclamations éternelles contre la France, et ses panégyriques éternels du gouvernement anglois. En vain on lui représentoit que le système commercial de l'Angleterre détruiroit l'ordre social du continent; que la conduite de cette puissance envers la France et l'Espagne étoit très-propre à faire un désert du midi de l'Europe : ces idées ne trouvoient point entrée dans une tête aussi dure que la sienne; dans le midi de l'Eu-

rope il ne voyoit que ce terrible Bonaparte dont la chute lui sembloit nécessaire au bonheur du genre humain. Au fond, on avoit tort d'entamer avec lui une discussion politique. Confus dans ses idées, et parlant aussi mal qu'il écrit, il se perdoit d'abord en phrases longues et embrouillées, qui faisoient sur l'interlocuteur l'effet narcotique de la fumée de tabac. Et pourtant des énergumènes pareils étoient estimés à Berlin ! Tout ce qui faisoit la plus grande honte à leur esprit, étoit regardé comme le triomphe de leur patriotisme. C'est ainsi que M. Hirt, ignorant en histoire, ne comprenant rien en politique, écrivant un allemand détestable, n'ayant comme académicien d'autre occupation que de lire tous les trois mois un discours, soit sur la cage de Varron, soit sur le temple d'Ephèse ; c'est ainsi, dis-je, que M. Hirt passa pour un savant de mérite et pour un des citoyens les mieux intentionnés. Et cela uniquement, parce qu'on le voyoit déclamer sans cesse, et souvent même avec un oubli total des

convenances, contre Napoléon, dont il se faisoit une idée semblable à celle que Muller, avant d'être nommé académicien, se faisoit de Frédéric II. Je me suis souvent demandé quelle révolution se feroit dans l'âme de ces messieurs si l'institut national, à l'impulsion de Napoléon, les appeloit dans son sein, en leur assurant une bonne pension; et il m'a semblé qu'il n'y auroit aucun de ces énergumènes qui n'imitât l'exemple de l'abbé Denina.

X.

Frédéric Bouchholz.

ETANT à Berlin en 1805, je fus curieux de voir l'auteur du *Nouveau Léviathan*, ouvrage qui parut comme à point nommé dans le temps où la guerre des Autrichiens et des Russes contre la France alloit éclater. Plus ma patrie étoit intéressée dans cette guerre, plus les vues, exposées dans le livre que je viens de nommer, s'éloignoient des idées ordinaires; plus je devois désirer de faire la connoissance de l'au-

teur. Désespérant de le rencontrer dans les cercles que je fréquentois, j'allai tout droit le trouver chez lui.

Bouchholz a la taille assez grande et le corps robuste ; dans son visage pâle, un front très-saillant frappe le plus au premier aspect ; ses yeux bruns, un peu enfoncés, expriment à la fois et le sérieux de son caractère et la vivacité de son esprit ; des sourcils peu épais et des cheveux clairs annoncent qu'il n'y a point de véhémence dans son naturel. Il articule lentement et arrondit ses phrases comme tous ceux qui écrivent plus qu'ils ne parlent. Je ne lui ai point trouvé cet orgueil d'auteur dont on l'accuse, excepté peut-être lorsqu'il défend son système politique ; encore sait-il se résigner lorsqu'il rencontre des têtes trop éprises de leurs préjugés. Il se démit d'une place de professeur qu'il avoit à l'académie militaire de Brandebourg, pour s'unir avec sa femme qu'il avoit aimée plusieurs années, en dépit de l'éloignement. Depuis qu'il est à Berlin, il a uniquement vécu de sa plume.

Ce fut au commencement d'octobre que j'allai le voir. Il me reçut avec la cordialité d'un ancien ami : car il connoissoit mon sort; et, comme il me l'assura, il avoit toujours approuvé mes principes. Notre conversation tourna bientôt sur la guerre: « L'on s'attend cette fois, me dit-il, à un résultat plus heureux, parce que le fantôme de liberté républicaine, pour lequel les François ont combattu jusqu'à présent, s'est évanoui; mais l'on se trompe. Je parierois, si l'on veut, qu'avant le milieu de ce mois les François auront remporté des victoires qui leur garantiront un plein succès dans cette guerre. » Sans accepter la gageure, je lui demandai par quelles raisons il appuyoit sa prédiction? « La seule raison que j'ai, me répondit-il, c'est qu'il y a un homme de génie à la tête de l'armée françoise; or, le génie est toujours sûr du succès, car la force attractive qu'il exerce rend toute défaite impossible : et n'est-ce point là un gage suffisant de la victoire? » Je lui demandai de quel œil il voyoit prendre à son gouvernement le parti de rester

neutre pendant cette guerre? « Si vous avez lu le *Nouveau Léviathan*, me répondit-il, vous y aurez trouvé la réponse à cette question. En vérité, il y a de quoi s'affliger lorsqu'on voit la Prusse méconnoître si fort ses propres intérêts : il étoit en son pouvoir de prévenir cette nouvelle guerre continentale : il ne falloit, pour cet effet, comme je l'ai fait observer à temps, que tenir un langage plus résolu au cabinet de Saint-Pétersbourg; mais on craint beaucoup trop la Russie pour comprendre l'utilité de cette mesure. En général, je remarque que notre cabinet se fait l'idée la plus fausse du monde des intérêts de l'Europe, puisqu'il croit qu'ils sont blessés par la France. S'il ne change bientôt de sentiment, tout sera perdu; car la France ne peut favoriser la Prusse que lorsque celle-ci conspire avec elle pour détruire le despotisme que l'Angleterre exerce sur les mers ; elle la doit écraser aussitôt qu'elle la verra disposée à servir de point d'appui à la Russie. » Mais, lui demandai-je, ne craignez-vous rien pour la Prusse, en voyant augmenter

de jour en jour la puissance françoise? « Pour n'avoir rien à en craindre, me répondit-il, le seul moyen est de s'allier avec elle, en attendant mieux. Je sais bien qu'on ne peut rien dire de pareil, sans exciter de toutes parts des clameurs ; mais j'en ris, autant qu'on peut rire d'une folie qui pourroit avoir des suites très-funestes. Tous ces criailleurs ne comprennent pas que lutter contre l'Angleterre conjointement avec la France, c'est affoiblir la France ; et que faire la guerre à la France, c'est contribuer à sa grandeur, et s'anéantir soi-même. » Voyant que je ne saisissois pas tout à fait cette idée, il ajouta pour me l'expliquer : « Jamais la France ne fut plus foible que sous ses derniers rois. Quelle que soit à d'autres yeux la cause de cette foiblesse, pour moi je la fais consister dans ce que la France vouloit être en même temps puissance maritime et puissance continentale. Or, ces deux choses sont incompatibles, quoique par son système commercial la France puisse avoir intérêt à les réunir. Plus la France a cessé d'être puissance ma-

ritime, plus elle est devenue formidable sur terre. Qu'on lui aide donc à poser des limites au despotisme des Anglois, et le continent n'aura plus lieu de la craindre. Des coalitions, quelque puissantes qu'elles soient, ne produiront jamais cet effet ; elles sont bien plutôt le moyen d'assujétir l'Europe entière à la domination françoise : car, plus on a d'ennemis, plus la victoire est facile, parce que l'un se repose sur l'autre, et que chacun cherche à se tirer d'affaire à si peu de frais que possible. Frédéric II auroit succombé dans la guerre de sept ans, s'il avoit eu à combattre ou l'Autriche seule, ou la France seule, ou même la Russie seule ; mais, ayant à les combattre toutes, il fut vainqueur. »

Voilà en peu de mots le résumé de mon premier entretien avec l'auteur du *Nouveau Léviathan*. Je le revis après la bataille d'Ulm, et je crus lui faire un compliment en lui rappelant que sa prédiction s'étoit accomplie. Cependant il fronça les sourcils, et ne parla de la défaite des Autrichiens, que pour exprimer la peine qu'elle

lui causoit. Notre entretien roula principalement sur le passage du corps de Bernadotte par le pays d'Anspach. Il n'y trouvoit rien d'offensant pour la Prusse. «Moins on s'entend, me dit-il, plus on est susceptible; et l'on devroit chercher à s'entendre, parce que le bonheur de plusieurs millions d'hommes en dépend. Ce qu'on appelle ordinairement honneur, n'est qu'une absurdité. Le véritable honneur siége dans la raison, et s'y trouve à l'abri de toutes les atteintes. Peut-être va-t-on maintenant sacrifier pour un rien l'ouvrage pénible de plusieurs siècles. La Prusse se trouve actuellement dans la même situation où la Marche de Brandebourg se trouvoit sous George Guillaume, lorsqu'un ministre catholique étoit chargé de la conduite de cet état, peu considérable alors. M. de Hardenberg ressemble au comte de Schwarzenberg; il comprend la volonté du destin aussi peu que celui-ci la comprenoit, lorsque, au préjudice du pays, il fit embrasser à son maître la cause de l'Autriche qui vouloit se servir du catholicisme

pour détruire la constitution germanique. C'étoit dans ce temps la monarchie universelle théocratique contre laquelle le destin s'étoit déclaré ; c'est de nos jours la monarchie universelle mercantile qui doit être détruite. »

Comme je ne comprenois rien à ces derniers mots, je lui demandai des éclaircissemens. Après avoir réfléchi quelques minutes, il reprit : « Vous paroissez être du sentiment général, adopté même par des historiens célèbres, et qui fait consister la monarchie universelle dans l'immensité du territoire et de la population. A mes yeux, ce n'est qu'une institution propre à empêcher l'agrandissement excessif des empires, et la destruction du caractère individuel des nations qui en est une suite nécessaire. Depuis la chute de l'ancienne Rome, il y a eu deux monarchies universelles, dont on pourroit appeler l'une *véritable*, et l'autre *fausse*. L'une, c'est la monarchie universelle théocratique, qui, ayant le pape à la tête, gouvernoit le monde par l'idée, Dieu ; l'autre, c'est la monar-

chie universelle mercantile, qui, ayant à sa tête le premier ministre anglois, gouverne le monde par l'idée ou par la chimère de l'équilibre du pouvoir. J'appelle l'une *véritable*, parce que sa puissance ne dégénéra que très-insensiblement dans des abus contraires au bonheur des peuples; j'appelle l'autre *fausse*, parce que, dès les premiers momens de son existence, elle ne s'est soutenue que par les malheurs de l'Europe. Or, de même que la guerre de trente ans devoit creuser le tombeau de la monarchie universelle théocratique, parce que tous ses ressorts étoient usés; de même c'est actuellement la monarchie universelle mercantile qui doit être abattue; car, dégénérant dans un despotisme intolérable, elle veut rester dans la possession exclusive de l'un des deux élémens, sur lesquels l'homme a été assigné par la nature. Vous voyez donc que le parti qu'on prend dans cette lutte n'est rien moins qu'indifférent. Elle a pour but la liberté des mers; et, quelque tard qu'elle finisse, elle ne pourra finir que par

l'anéantissement de la monarchie universelle mercantile. L'Angleterre avoit intérêt à faire redouter aux puissances du continent l'ambition de la France, et elle y réussit en leur faisant adopter l'idée chimérique de l'équilibre du pouvoir. La révolution françoise mit fin à ce jeu cruel. Les François irrités, dépassant leurs frontières, détruisirent ce fantôme par la conquête des Pays-Bas, en 1794. Depuis ce temps, tous les efforts qu'on a faits, pour rétablir cet équilibre, ont été inutiles. Les états qui épouseront les intérêts de la France, seront les seuls qui pourront espérer la continuation de leur existence; tous les autres seront exposés sinon à la destruction, du moins à des secousses dont ils auront de la peine à se refaire. La première règle en politique, est de ne point aller contre le destin, parce que c'est là le moyen de se perdre. Nos prétendus politiques ne connoissent point ce secret; rapportant tout aux personnes, et rien aux choses, ils sont les dupes sans le savoir. Ils donnent le nom de métapolitique à tout

raisonnement plus profond, et ils rejetteroient de même celui que je viens de faire, quoique par l'histoire des trois derniers siècles on puisse montrer avec le dernier degré d'évidence que l'Angleterre a mené par le nez toutes les puissances de l'Europe. »

Il ouvrit ensuite, je ne sais si c'étoit l'*Océana* de Harrington ou le *Traité sur le gouvernement populaire* du même auteur, et m'y lut le passage suivant : « Quoiqu'on dise de moi, je prétends que tous les états de l'Europe se trouvent dans une fermentation qui ne restera point sans effet pour le perfectionnement de leur constitution. Or, de tous les états celui qui le premier aura une constitution ferme et solide, dominera sur tous les autres ; que ce soit l'Allemagne, ou la France, ou l'Italie, ou l'Espagne, ou l'Angleterre, n'importe, je dis que ce pays-là fera la loi au reste de l'Europe. »

« Harrington, reprit Bouchholz, mérite le plus d'attention de tous les politiques modernes, excepté peut-être le seul Ma-

chiavel. Ce que je viens de vous lire, il l'écrivit quatre ou cinq lustres après la guerre de trente ans. Après quelques troubles occasionnés par l'esprit monacal de Jacques II, cette constitution dont il parle tomba en partage à l'Angleterre. Mais, en séparant le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, elle devint le mauvais génie de l'Europe; car par le système des emprunts elle donna à l'Angleterre une avidité que les plus grands sacrifices n'ont pu assouvir. Après un siècle écoulé, la révolution françoise donna le signal du soulèvement contre la monarchie universelle mercantile, en détruisant la base qu'elle avoit dans la chimère de l'équilibre politique. La féodalité détruite, la carrière de l'honneur ouverte à tous; en un mot, ce nouveau système politique, appelé celui de la liberté et de l'égalité, changea les relations où la France se trouvoit avec les autres puissances de l'Europe. Donnant une force majeure à la nation françoise, il fit échouer toutes les tentatives destinées à le détruire. S'il y a du plan dans les événemens, il ne pourra

manquer d'arriver que la constitution française, perfectionnée encore en 1800, ne renverse la constitution angloise qui n'est que défectueuse auprès d'elle; ce qui produira un changement total dans les relations politiques de l'Europe. Pour moi, je vois déjà cette fameuse Grande-Bretagne changée en un repaire de pirates, et tous les états de l'Europe, qui maintenant sont ses amis, devenus ses ennemis implacables. J'avoue que je me promets peu de la première moitié du dix-neuvième siècle. L'Europe a besoin de cette impulsion que donne une monarchie universelle; la France se chargera de ce rôle, mais elle ne s'en acquittera point d'une manière propre à faire le bonheur des peuples. Une institution destinée à empêcher l'agrandissement excessif des états, est la destruction du caractère national qui en résulte : comment pourroit-elle siéger dans un empire aussi étendu que la France? La véritable monarchie universelle consiste dans l'influence irrésistible qu'une idée exerce sur les esprits, non pas dans la puissance attachée à la per-

sonne d'un empereur des François, et moins encore d'un empereur d'Occident; car les hommes reconnoissent avec joie l'empire d'une idée, mais ils se soulèvent sans cesse contre celui d'une personne. Cette monarchie universelle doit se former, mais nos yeux ne le verront point. Le malheur de la génération actuelle doit, d'après l'ordre du destin, servir de base au bonheur des générations futures. Mirabeau avoit raison lorsqu'il disoit *que la liberté ne repose que sur un matelas de cadavres.* Cette liberté vers laquelle nous tendons, c'est la liberté politique qui suppose l'existence d'un droit des gens, que je fais consister dans un code de lois, qui, sanctionnées par toutes les puissances de l'Europe, poseroient certaines barrières au développement des forces nationales dans chaque état, et sur l'observation desquelles veilleroit un grand tribunal semblable à celui des amphyctions chez les Grecs. »

Je rappelai à l'auteur du *Nouveau Léviathan* le dernier chapitre de cet ouvra-

ge, où il parle d'un congrès de toutes les puissances de l'Enrope, assemblé dans l'île de Malte, et destiné à veiller sur l'observation du droit des gens maritime. « Ce chapitre, reprit-il, ne contient que l'esquisse de cette monarchie universelle qui me semble d'une si grande nécessité pour l'Europe. Outre cela, j'ai commis la faute dans ce dernier chapitre de m'accommoder à toutes sortes de préjugés. En général, je ne voulois, dans le *Nouveau Léviathan*, qu'exposer les relations où l'Angleterre se trouve non-seulement avec la France, mais avec tous les autres états de l'Europe; par ce développement clair et solide, je cherchois à prévenir une nouvelle guerre continentale. Mes vœux n'ont point été remplis, car le destin ne permet pas qu'on lui prescrive des lois. Je me soumets à sa toute-puissance; mais je ne me rétracte d'aucune des idées que j'ai avancées dans le dernier chapitre du *Nouveau Léviathan.* »

Ne feriez-vous pas bien, lui dis-je, de présenter au public, dans un développe-

ment complet, votre idée de cette monarchie universelle que vous jugez si nécessaire à l'Europe ? Vous indiqueriez le but où l'on doit tendre : sans parler de l'utilité qu'il y auroit à désabuser les esprits des fausses idées qu'ils se font d'une monarchie universelle.

« Voilà de quoi je m'occupe actuellement, me répondit-il. Je vais écrire un ouvrage où j'exposerai le caractère de la monarchie universelle théocratique et mercantile. Ne croyez pas cependant que je nourrisse l'espoir orgueilleux d'arrêter par ces développemens la marche du destin. Des abstractions historiques telles que j'ai dessein de les déposer dans mon ouvrage, *Rome et Londres*, sont du grec et de l'hébreu pour nos prétendus hommes d'état : aussi long-temps que les nobles jouiront de leurs priviléges, aussi long-temps qu'on ne confiera qu'à eux et l'administration intérieure et le maniement de ce qu'on appelle le droit des gens, il est très-sûr qu'on ne songera ni à diminuer ni à abréger la calamité publique. La postérité, s'il y en

à une pour moi, me rendra peut-être justice ; elle conviendra que j'ai compris mon siècle, et que, mes principes étant vrais, j'ai prédit sans me tromper les événemens futurs : cet espoir, très-peu consolant, si vous voulez, est la seule utilité que je retire de mes ouvrages politiques. Je voudrois sauver avant tout la Prusse, ma patrie : mais je la crois perdue, car ceux à qui son sort est confié ne comprennent point leur siècle ; et, s'il y en a qui voudroient éviter la guerre contre la France, ils sont guidés par le plus mauvais de tous les motifs, parce que, sans partir de quelque principe ferme et solide, ils n'obéissent qu'à la crainte. Enfin, ce qui seul suffiroit pour perdre la Prusse, ce sont ses lois organiques qui ne permettent point qu'il y ait de l'harmonie entr'elle et la France ; c'est l'esprit du militaire prussien qui résulte de ces lois organiques et qui précipite la ruine de l'état, inévitable dans des circonstances pareilles, mais qu'il y auroit peut-être encore eu moyen de retarder. »

Je me borne à ce que je viens de dire

sur mes entretiens avec Frédéric Bouchholz, quoique, si je ne craignois d'être trop long, j'en puisse encore rapporter beaucoup de choses intéressantes. J'ajouterai encore quelques mots sur sa manière de vivre, et sur quelques singularités de son esprit que j'avoue n'avoir pas comprises jusqu'à présent.

J'ai déjà dit, et lui-même n'en fait pas un secret, que depuis qu'il est à Berlin il n'a d'autre moyen de subsistance que le travail d'auteur. J'ai vu peu d'hommes de lettres, connus par leurs ouvrages, mener une vie aussi retirée. C'est dans le cercle de sa famille, dont il se sépare rarement dans ses promenades, et, ce qui va sans dire, dans le travail, qu'il goûte ses plus doux plaisirs. Avec cela, il est extrêmement sobre, et fait très-peu de cas des plaisirs de la table. Voilà pourquoi il ne recherche point la connoissance des grands et des riches; il trouve même fort scandaleux qu'à Berlin, après l'arrivée d'un homme de lettres de réputation, on demande toujours s'il a dîné dans telle ou telle mai-

son ? « Je voudrois, me dit-il un jour, pouvoir expédier tous les besoins de cette espèce, aussi promptement que possible, et que je n'eusse plus à craindre d'en être incommodé; car, pour que le travail de la tête aille bien, il faut qu'elle soit libre des fumées de la digestion ». Il est toujours assis en écrivant, parce que, d'après lui, il faut que le corps repose, lorsque l'esprit doit agir. Cependant il n'a jamais eu d'accès d'hypocondrie, ce qu'il doit à sa sobriété. Aussi peut-on compter de lui trouver toujours l'humeur égale.

Cette singularité dont j'ai parlé, c'est qu'il se fait fort de décrire le physique et l'extérieur d'une personne, dès qu'il a entendu faire une description tant soit peu exacte de ses qualités morales. C'est ainsi qu'après la lecture des *Fils de la Vallée* de Werner, il dépeignit au naturel le physique de ce poëte, sans omettre même ses cheveux, qu'il prétendit devoir être extrêmement touffus, à cause du défaut total de force productrice dans cet auteur médiocre. Je le mis moi-même à

l'épreuve, en lui remettant *le Droit des gens maritime universel*, de Jouffroy, et en le priant de déterminer, d'après cet ouvrage, les qualités physiques de l'auteur; il le fit avec une précision dont je fus étonné. Il y a plus, quelques semaines après, il fit, dans une société dont j'étois moi-même, la connoissance d'une dame : après avoir eu avec elle une conversation d'une demi-heure, je l'entendis qui lui faisoit le portrait de son époux, qu'il n'avoit jamais vu; et il y réussit si bien, que, de l'aveu même de la dame, il n'y avoit pas de trait essentiel qui y manquât. En sortant, je lui demandai comment il s'y étoit pris : « Cette dame, me répondit-il, devint à mes yeux un livre que son époux auroit écrit, et je déduisis le reste de cet antagonisme que la nature a mis entre les deux sexes ». Ce talent ne sauroit être comparé avec l'art prétendu de ceux qui voient ou qui font voir des esprits. C'en est même, à plusieurs égards, le contraire. Car ici c'est l'œil du corps qui voit un esprit; là ce sont les regards de l'esprit

qui aperçoivent un corps. Ce talent m'a paru si remarquable, que j'ai cru en devoir faire mention; je dois dire cependant que Bouchholz n'a jamais été en relation avec Gall; que pendant le séjour que celui-ci fit à Berlin, il n'a pas pris la peine de s'instruire de sa doctrine; et que, d'après son assurance, le système du docteur n'a qu'une ressemblance fort éloignée avec le sien. J'avoue encore une fois que je ne comprends rien à tout cela; et j'ajoute que Bouchholz me parut visionnaire, lorsqu'il me dit: qu'en s'élevant à une certaine hauteur, on trouvoit que le corps est identique avec l'esprit.

FIN.

VA1
1550781

Digitized by Google